

Journée Volaille de chair Sud-Est

Valence, 23 novembre 2023





Journée organisée avec le soutien des entreprises



LALLEMAND ANIMAL NUTRITION



Journée ITAVI

volailles de chair Valence 2023



Entérocooccus en volailles de chair

Patrice NAVAL, SUDELVET



Bien-Etre Animal : Enrichissement du milieu en poulet standard

Auriane FOREAU, ITAVI



Environnement : stratégie bas carbone et diagnostic environnemental

Enora CARON, ITAVI



Les besoins en eau en élevage de volailles de chair

Léa OTTMANN, ITAVI



Journée ITAVI

volailles de chair Valence 2023



Conjoncture économique

Mathieu DESOLE, ITAVI



Présentation de l'analyse du recensement agricole

Aymeric LE LAY, ITAVI



Actualités de la filière volailles de chair

Yann NEDELEC, ANVOL



Journée ITAVI volailles de chair Valence 2023



Entérocooccus en volailles de chair

Patrice NAVAL, SUDELVET





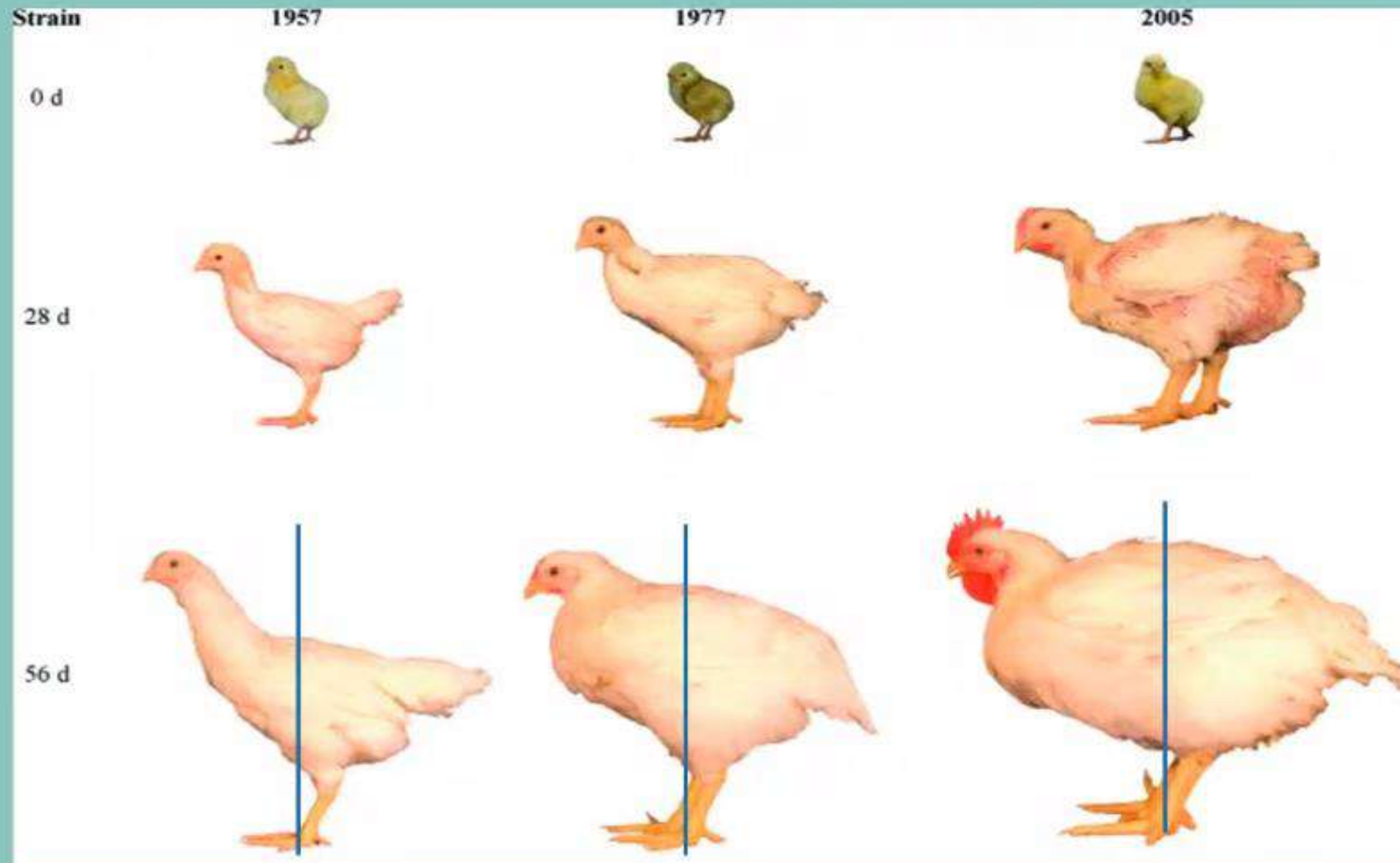
FOCUS ENTEROCOCCUS CECORUM

Docteur Patrice Naval – Sudelvet Conseil

ITAVI – session volailles de chair – 23/11/2023

- Problématique nationale, européenne et mondiale +++
- D'importance majeure
- EC: 1^{ère} cause de traitement antimicrobien en production poulets de chair standards (et alourdis) en France
- Risque de santé publique par la création d'antibiorésistance pour l'espèce et l'Homme
- Bactérie lactique
- Gram +
- Commensal intestinal inoffensif
- Épidémies depuis une 20aine d'années
- Agent pathogène pour les volailles surtout en poulets de chair et surtout poulets à croissance rapide

Introduction et constats



Zuidhof MJ, Schneider BL, Carney VL, Korver DR, Robinson FE. Growth, efficiency, and yield of commercial broilers from 1957, 1978, and 2005. Poult Sci. 2014 Dec;93(12):2970-82.

Un des principaux pathogènes bactériens ce jour en poulets

Conséquences :

- Augmentation de la mortalité et des saisies abattoirs
- Baisse des performances IC, GMQ, perte poids, lots hétérogènes
- Augmentation de l'usage des antibiotiques
- Impact BEA : douleurs, déplacements impossibles, pododermatites

Impact

Bien-être animal

Et One-Health



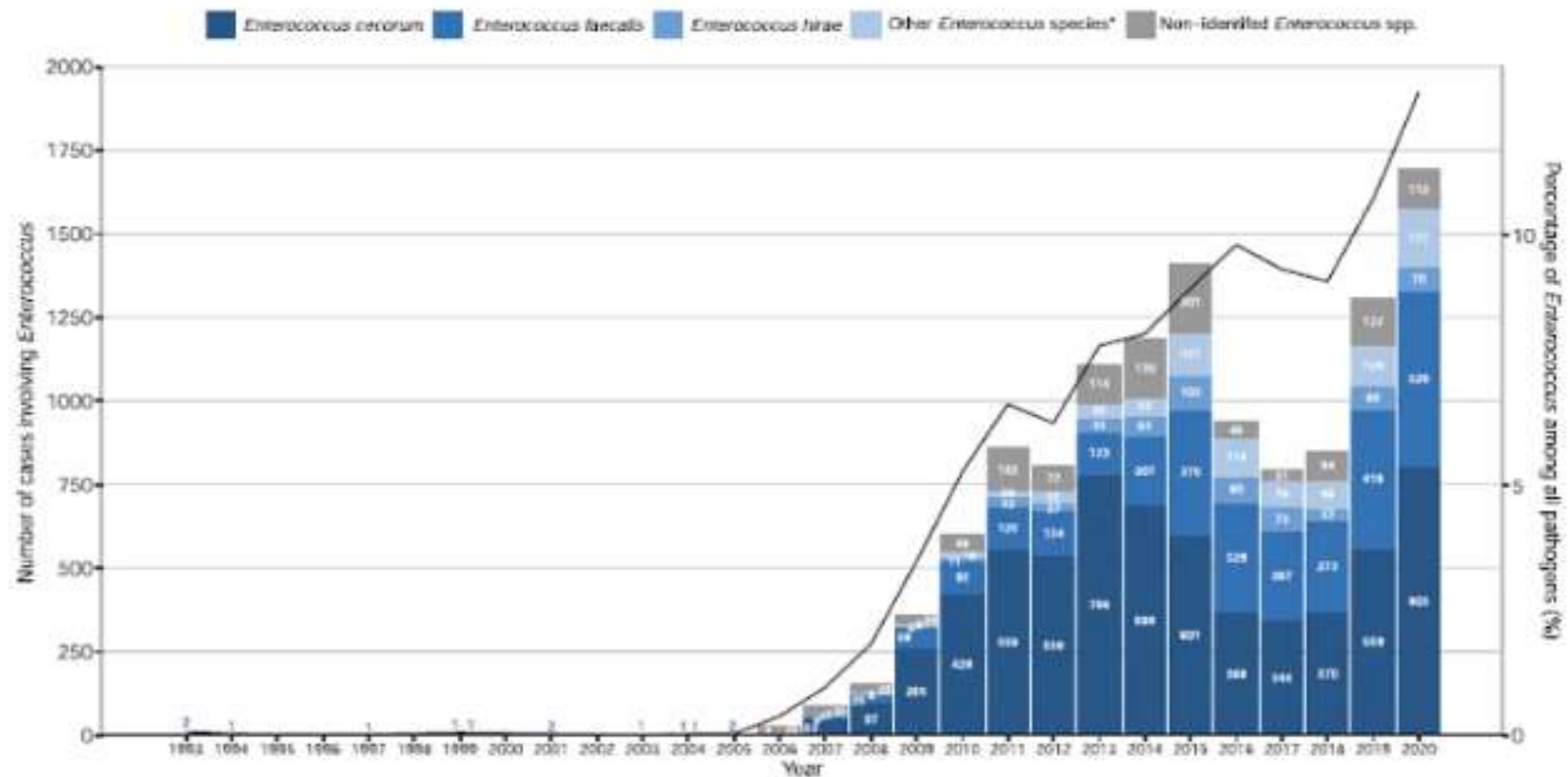
- Douleur, manque de déplacements, pododermatites
- Utilisation accrue d'antibiotiques
- Infection nosocomiale



Alimentation adaptée	1	Absence de faim prolongée	Mesuré à l'abattoir
	2	Absence de soif prolongée	Accès à l'abreuvement
Logement correct	3	Confort au repos	Propreté du plumage, qualité de la litière, poussières
	4	Confort thermique	Halètement, regroupement
	5	Facilité de déplacement	Densité
Bonne santé	6	Absence de blessures	Boiterie, brûlure du jarret, dermatite du coussinet plantaire
	7	Absence de maladies	Mortalités, tris
	8	Absence de douleurs causées par les pratiques d'élevage	
Comportement approprié	9	Expression des comportements sociaux	
	10	Expression des autres comportements	Couverture du parcours, accès
	11	Bonne relation Homme-Animal	Test de distance d'évitement



EC incidence in poultry samples

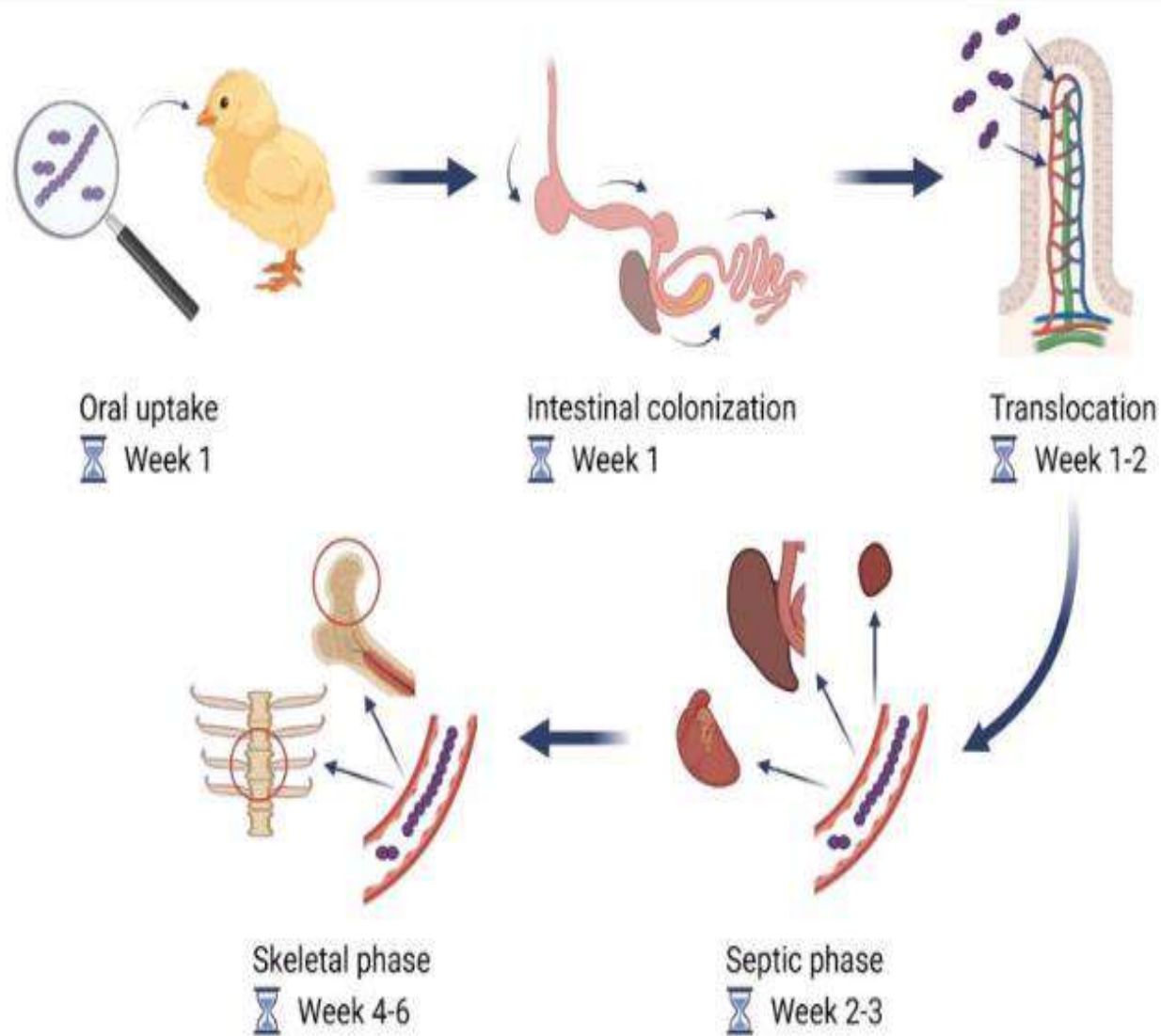


* Other Enterococcus species covers *E. gallinarum*, *E. faecium*, *E. casseliflavus*, *E. durans*, *E. italicus* and *E. columbae*.

The black line represents the relative frequency of Enterococcus (% of Enterococcus among all pathogens). The vertical bars represent the number of Enterococcus species.
RNOEA is the French poultry epidemiological surveillance network.

Fig. 1. Evolution of the relative frequency of *Enterococcus* and of the number of *Enterococcus* species recorded by the RNOEA from 1993 to 2020 for all poultry production sectors (n= 12,177 *Enterococcus* cases).

PATHOGENIE

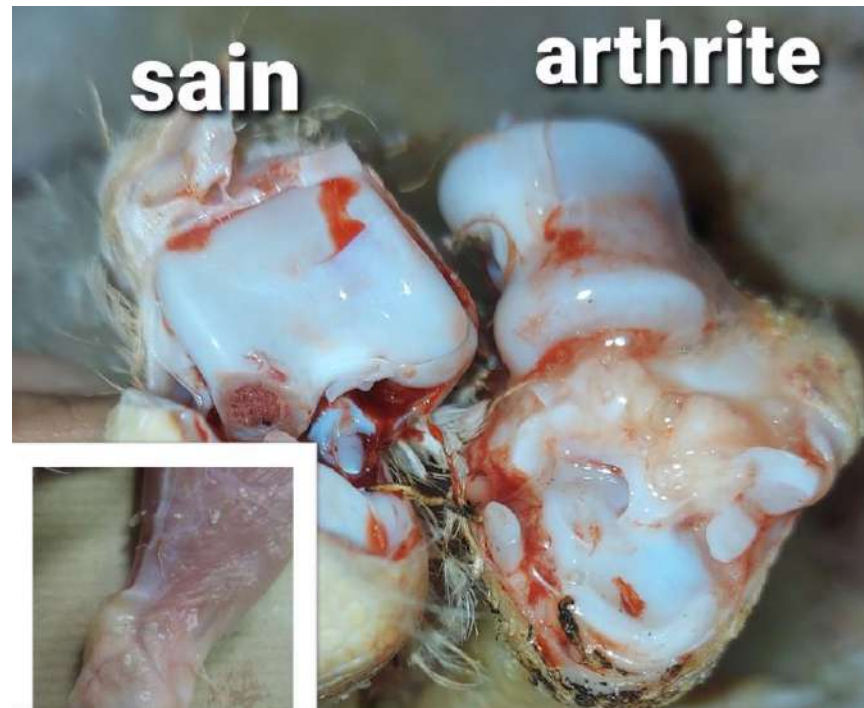


© Jana Schreier
Created with BioRender.com

- ▶ contamination orofécale
 - ▶ Paraît certaine
 - ▶ Hôte naturel du tube digestif
 - ▶ Peut-être pas la seule voie de transmission?
- ▶ Contamination horizontale
 - ▶ Persistance dans l'environnement (une étude montre plus de 170 j selon les substrats)
 - ▶ Capacité à former des biofilms
 - ▶ Des élevages « à risques »
- ▶ Contamination verticale
 - ▶ Incertaine
 - ▶ Facteurs élevages plus déterminants

Clinique et lésions

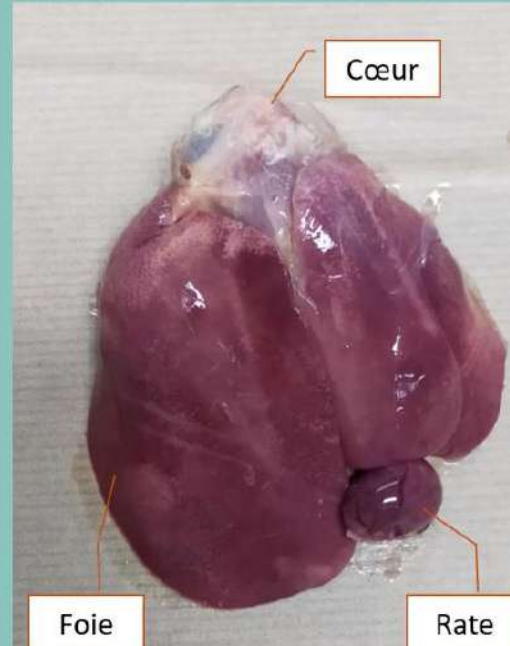
- Boiteries : motif de consultation = tri
- Poulets « à bascule », douleurs importantes même avant des lésions macroscopiques
- Arthrites, ténosynovites, spondylite
- Nécroses de têtes fémorales
- Phase septique : dès 14 j avec des lésions de type colibacillaire (péricadites)



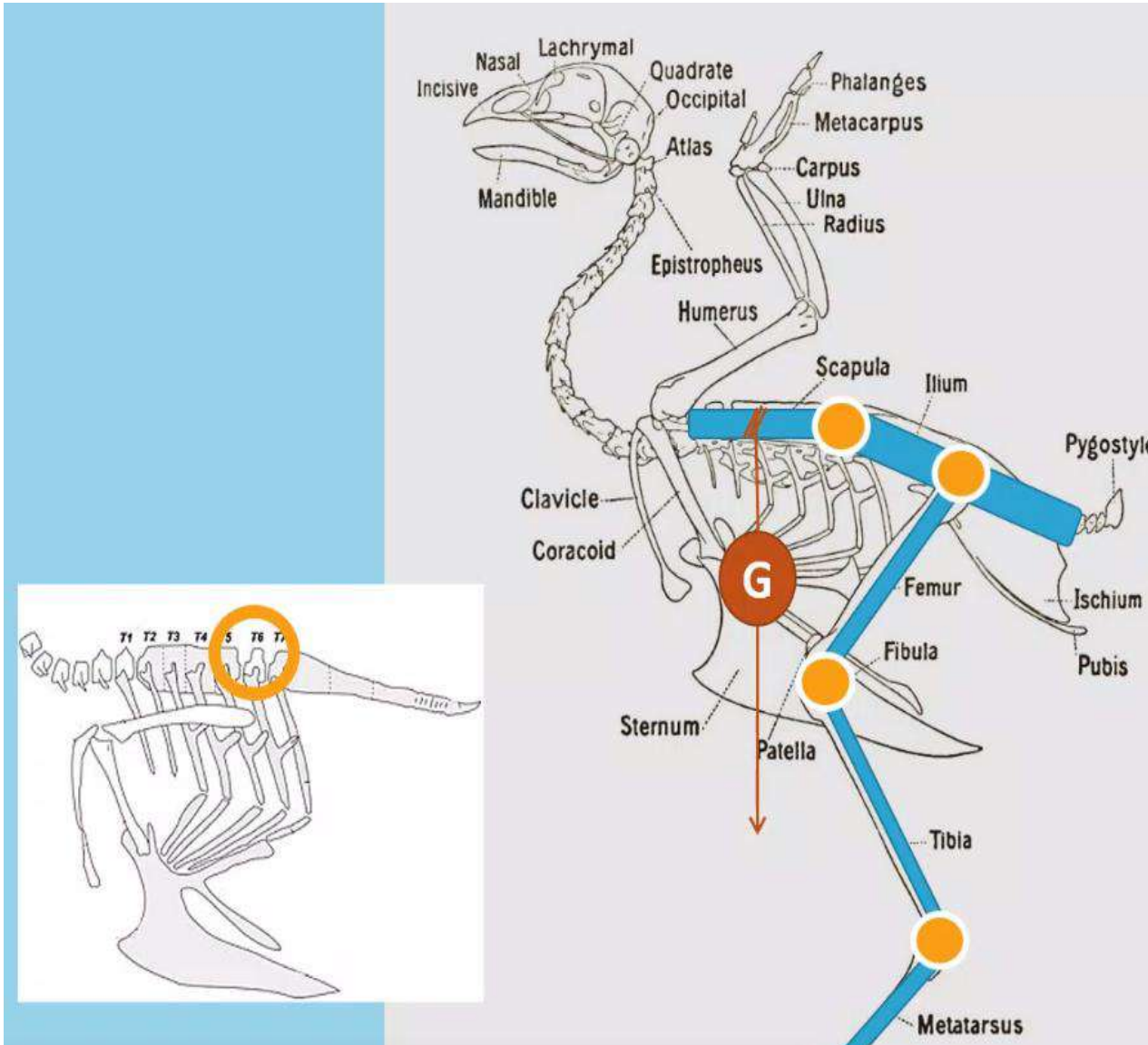
Clinique et lésions



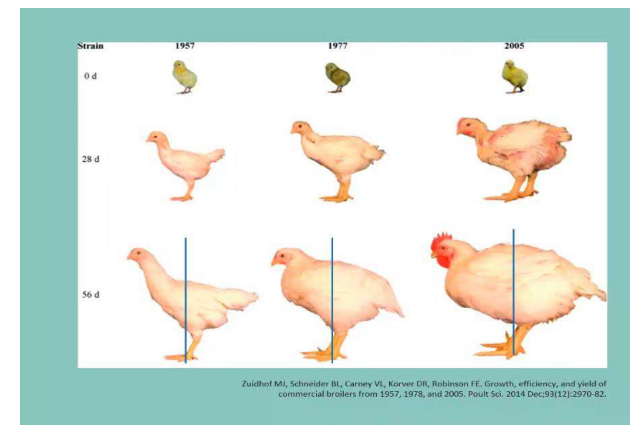
Kense, Merlijn & Landman, Wil. (2011). *Enterococcus cecorum* infections in broiler breeders and their offspring. *Molecular epidemiology. Avian pathology : journal of the W.V.P.A.* 40, 603-12
 10.1080/03079457.2011.619165



Clinique et lésions

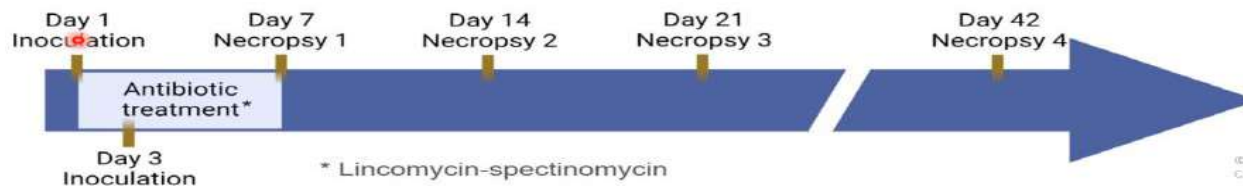


Évolution des souches
Déplacement du centre de gravité
Plus de filet
Bascule des poulets et fragilité sur les os (T6)
Os poulet = os pneumatique en contact avec les sacs aériens
Contamination orale +++
Ross ne vole plus et ne sollicite plus ses ailes
Fragilité des articulations



- Différenciation avec colibacillose pas évidente
- Recours au laboratoire indispensable pour confirmation:
 - Culture bactérienne
 - PCR
 - Confirmation de la présence d'EC mais pas de distinction entre souche pathogène et commensale à ce jour
 - Études en cours sur les facteurs de virulence
- Importance de la bactériologie (individuelle) surtout si associée à des lésions

- ▶ Résistance +/- naturelle à
 - ▶ Tetracyclines
 - ▶ macrolides
 - ▶ Sulfamides
- ▶ Expériences terrains montrent que l'usage des pénicillines dans les 5-7 premiers jours ou la lincospectine prévient les maladies à *Enterococcus cecorum* mais pas de données scientifiques! Et réglementairement???
- ▶ Synthèse essai
 - ▶ Lincospectine prévient l'apparition de pathologie à EC
 - ▶ Mais affecte directement la population du microbiote caecal avec une
 - ▶ Hausse E coli et Shigella potentiellement pathogènes
 - ▶ Moindre abondance de lactobacilles bénéfiques
 - ▶ Diversité plus faible du microbiote dans le lot traité



Experimental groups:

• Non-infected, non-treated	--
• Non-infected, antibiotic treatment*	- +
• EC-infected, non-treated	+ -
• EC-infected, antibiotic treatment*	+ +

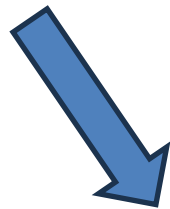


© Jana Schreier
Created with Biorender.com

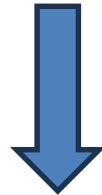
© Jana Schreier

- Passe par une approche globale
- Rappel de la maladie à EC : il faut 3 points essentiels
 - Présence d'un EC pathogène
 - Une porosité intestinale qui crée une bactériémie
 - Une ostéocondrose au niveau des plaques de croissance des os et une croissance rapide voire trop rapide
- Maîtrise des contaminants sanitaires :

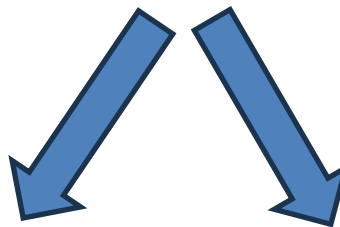
GUMBORO



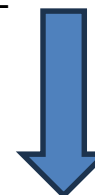
IMMUNITE DIMINUEE



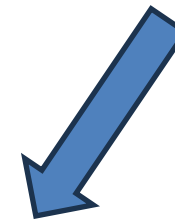
COCCIDIOSE



PERMEABILITE INTESTINALE
AUGMENTEE



ENTERITE



TRANSLOCATION ET DISSEMINATION OS ARTICULATION

► Zootechnie

► Incidence élevée en été (chaleur +/- humidité)

- Prévenir les stress thermiques surtout dans la première semaine de vie
- Et au couvoir !

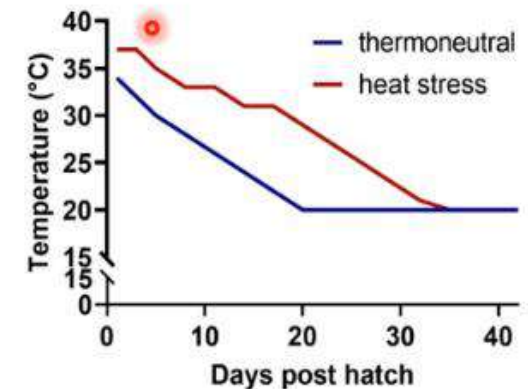
► Favoriser une bonne croissance osseuse :

- Augmenter la période de nuit : mini 6 h d'affilée dès J10 maxi
- Éviter le + possible les battements d'ailes et marcher doucement
- Limiter le nervosisme pour limiter les micro fractures osseuses

► TRI INDISPENSABLE

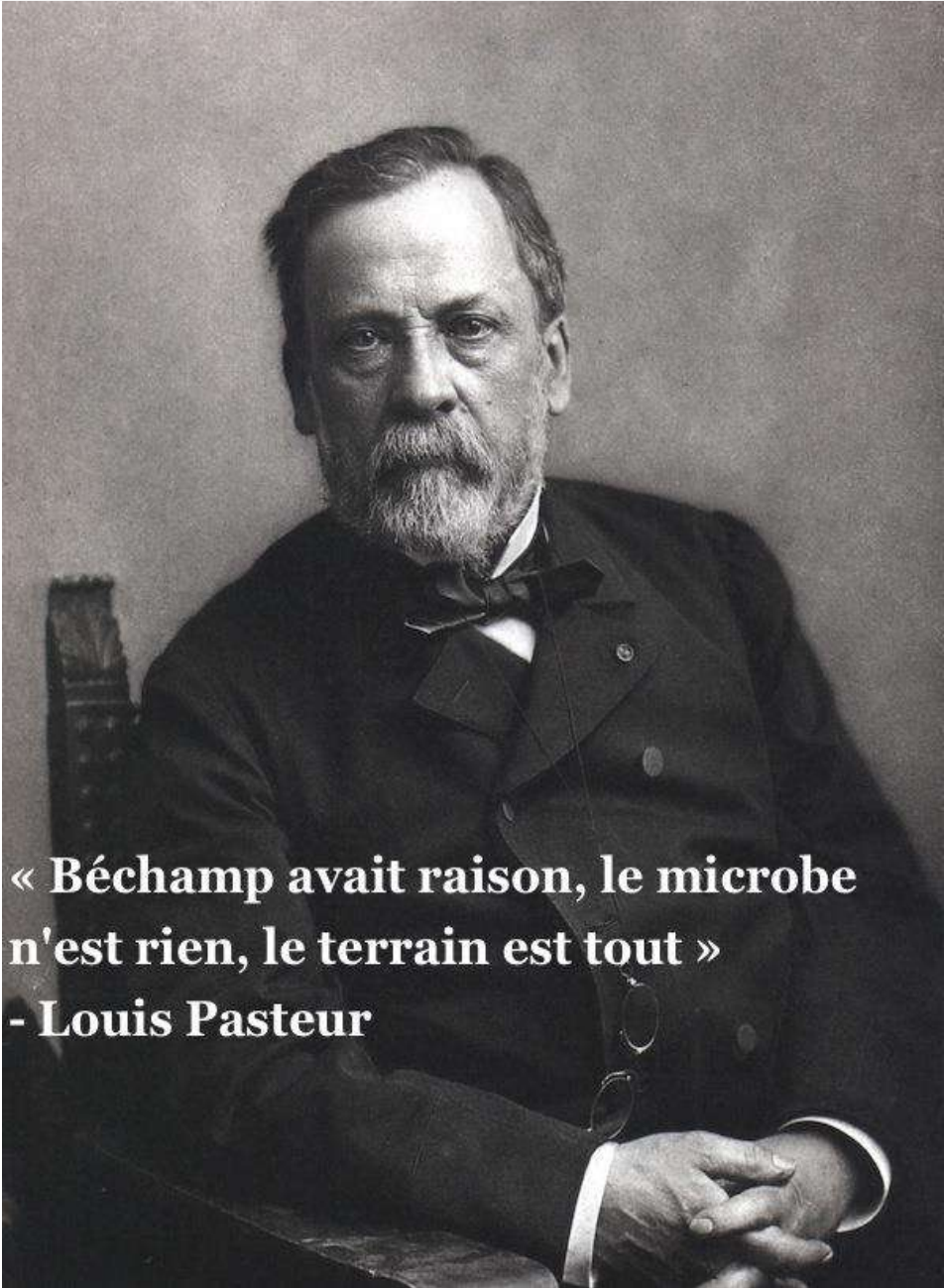
► Hygiène

- Étage repro et couvoir : Œufs propres, Augmenter la fréquence de ramassage des œufs et Désinfection des œufs
- En élevage:
 - Contrôle des insectes
 - Nettoyage/ eau chaude / détergence +++ / désinfection +++: IDEM SALMONELLE!!
 - Qualité d'eau



- ▶ Pré et probiotiques
 - ▶ Essais peu concluants sur l'utilisation de flore de barrière pour coloniser le TD avant implantation de EC
 - ▶ Voire aggravation selon les essais!
- ▶ Acides organiques
 - ▶ Semblent prometteurs les acides organiques type monoglycérides à chaines moyennes comme acide laurique
 - ▶ Effet antimicrobien plus marqué, plus stable, non Ph dépendant, non corrosif
- ▶ Faire des vides de chaines
- ▶ Renforcement calcium/ phosphore + vitamine D3
- ▶ Vide sanitaire!

MERCI DE VOTRE ATTENTION



**« Béchamp avait raison, le microbe
n'est rien, le terrain est tout »
- Louis Pasteur**

Journée ITAVI volailles de chair Valence 2023



Bien-Etre Animal : Enrichissement du milieu en poulet standard

Auriane FOREAU, ITAVI



Elevages de poulets de chair standard :

Quels enrichissements choisir pour favoriser le bien-être ?



Travaux menés dans le cadre du projet COCORICO



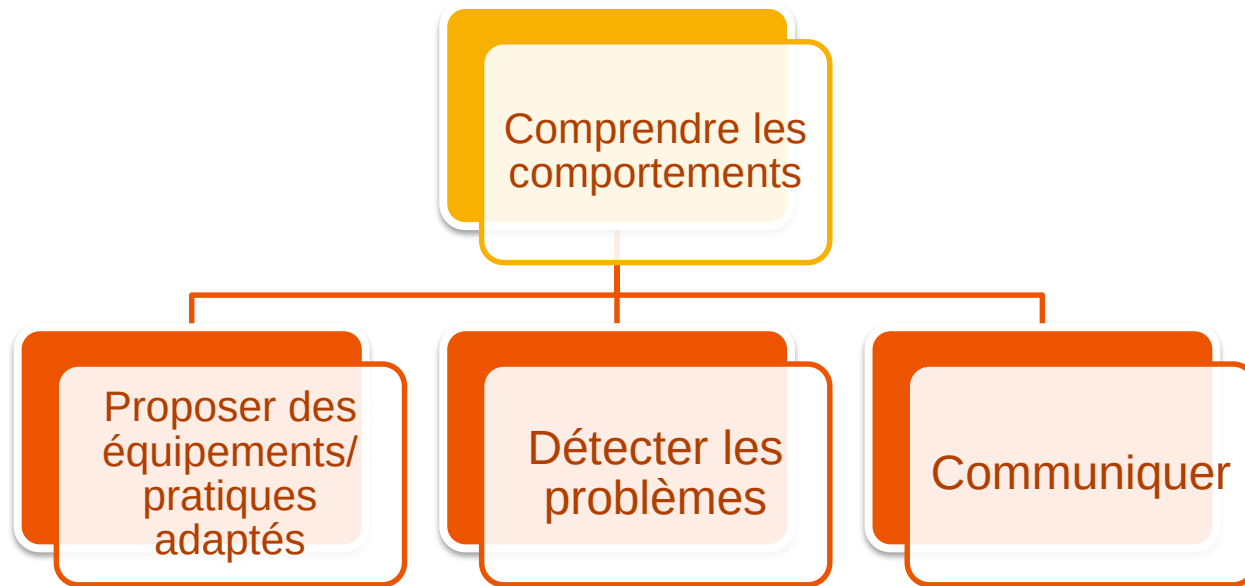
Auriane Foreau - 23/11/2023

Journée Volailles de Chair – Valence



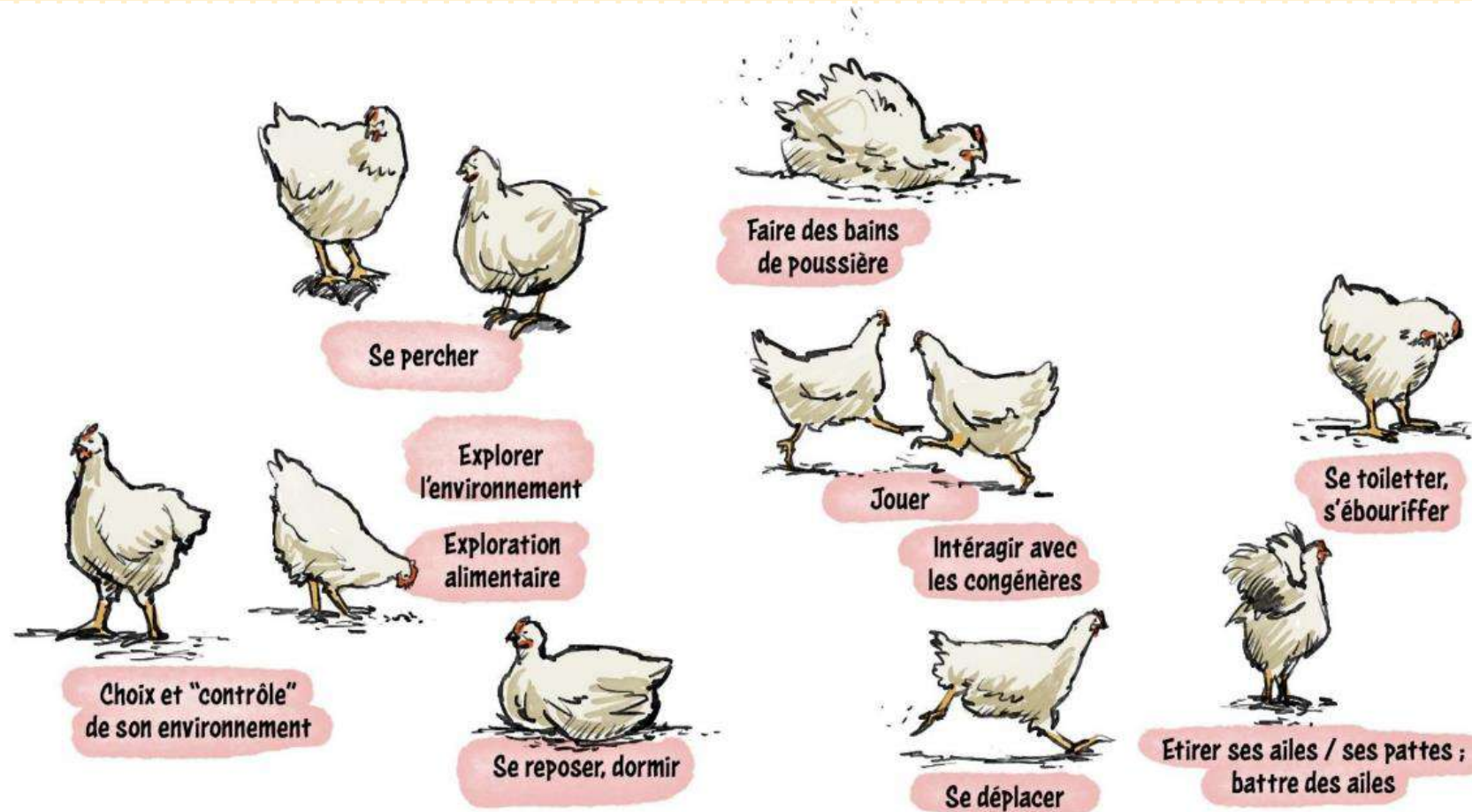
Pourquoi s'intéresser aux comportements du poulet de chair ?

Comprendre les comportements pour agir mieux



Quels sont les besoins comportementaux du poulet de chair ?

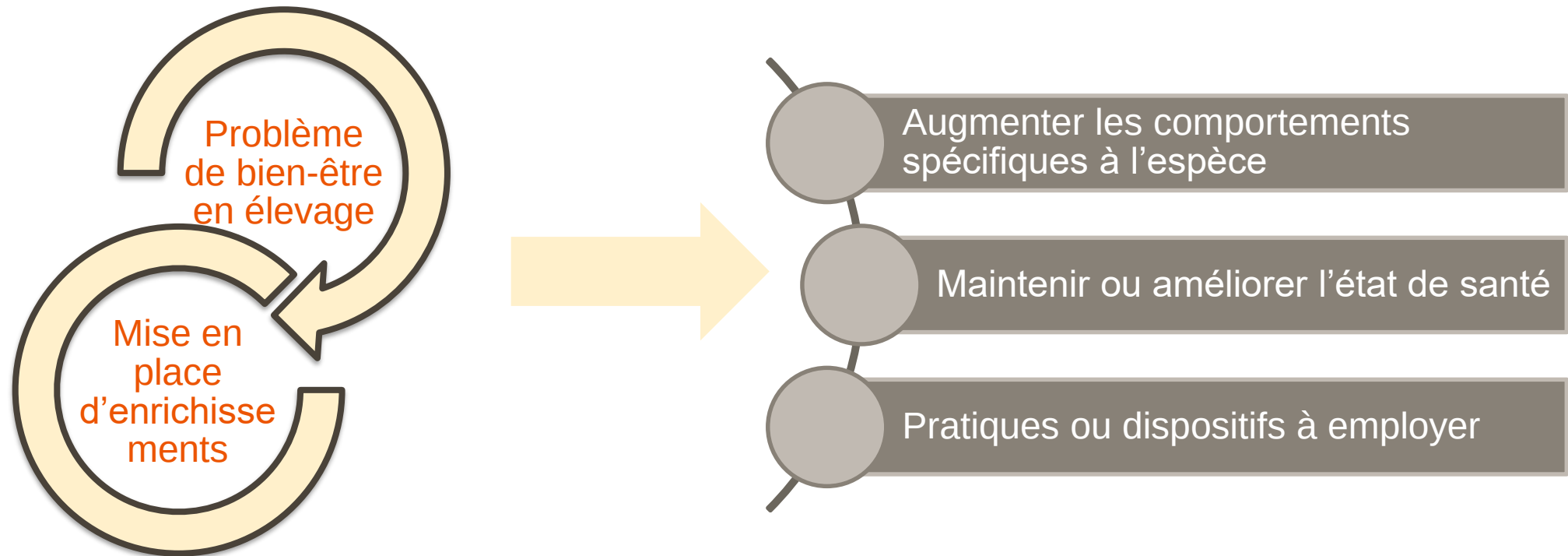
« Le bien-être animal est l'état mental et physique positif lié à la satisfaction de ses besoins physiologiques et comportements, ainsi que de ses attentes. Cet état varie en fonction de la perception de la situation par l'animal. » (Anses, 2018)



Les enrichissements pour répondre aux besoins des poulets

Qu'est-ce qu'un environnement enrichi ? A quoi ça sert ?

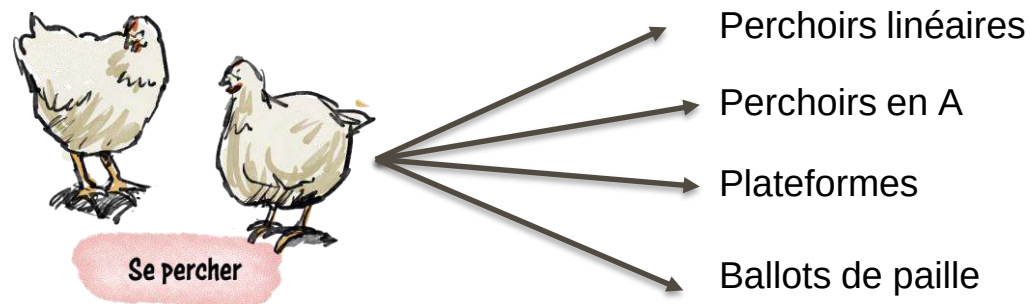
Modifications apportées à l'environnement des animaux en captivité dans le but d'améliorer leur fonctionnement biologique (durée de vie, meilleur état de santé, succès reproducteur...)
(Newberry, 1995)



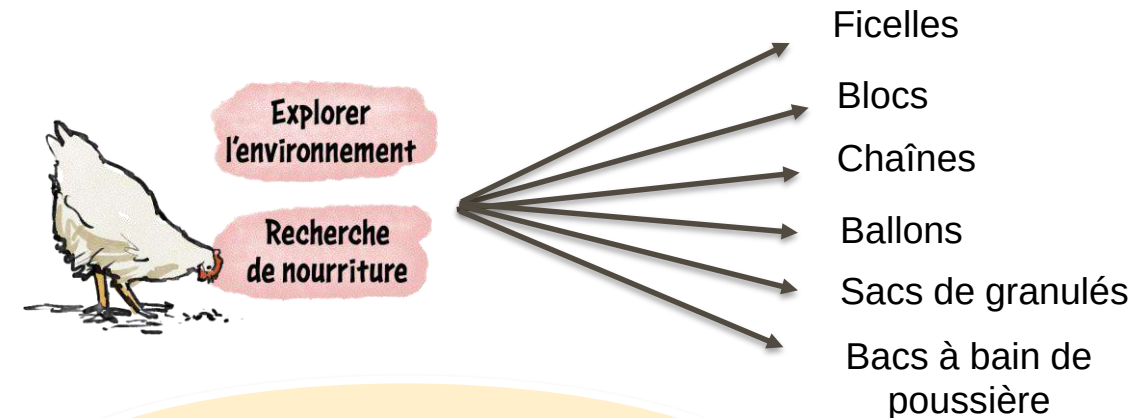
Les enrichissements pour répondre aux besoins des poulets

Qu'est-ce qu'un environnement enrichi ? A quoi ça sert ?

Modifications apportées à l'environnement des animaux en captivité dans le but d'améliorer leur fonctionnement biologique (durée de vie, meilleur état de santé, succès reproducteur...)
(Newberry, 1995)



Le perchage offre aux animaux un repos de qualité en sécurité (vulnérabilité face aux dangers, à l'écart des dérangements)



L'exploration permet aux poulets de rechercher de la nourriture et de cartographier leur environnement

Besoin de perchage : Comment le satisfaire ?

Les perchoirs linéaires et perchoirs en A

2 mètres linéaires de perchoir (pieds, treuils, en A) pour 1000 volailles (Etiquetage AEBEA, niveau C et D)
60 mètres pour 30 000 poulets



AVANTAGES

- ✓ Investissement à l'achat puis amortissement



Crédit photos : ITAVI

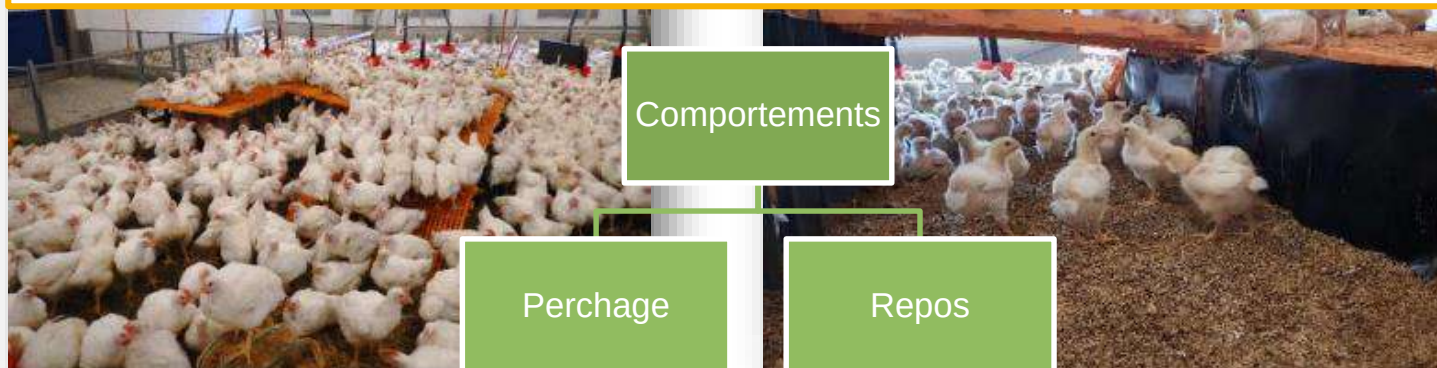
INCONVENIENTS

- Faible utilisation par les souches à croissances rapide : **10% (perchoirs linéaire) et 16% (perchoirs en A) d'animaux en contact (hauteur trop élevée : > 30 cm)** (Warin et al., 2023)
- Coût : **17 €/lot soit 0,42 €/m/lot** (Bâtiment de 1500 m² amorti sur 5 ans)
- Pénibilité physique : **2h de nettoyage et désinfection (60 mètres) + forte manutention d'installation et de vide**
- Encombrement de l'espace + difficulté à circuler si trop nombreux

Besoin de perchage : Comment le satisfaire ?

Les plateformes

1m² de perchoir pour 1000 volailles (Etiquetage AEBEA, niveau C et D)
30 m² pour 30 000 poulets



Crédit photos : ITAVI

AVANTAGES

- ✓ Les plateformes sont adaptées aux poulets à croissances rapide
Les poulets peuvent s'abriter sous les plateformes (Lopez et al., 2022)
- ✓ Bonne utilisation des plateformes : 6 animaux/plateforme et 14 poulets/rampes (**59% d'animaux en contact**) → Accueil un plus grand nombre d'animaux sur une surface large et stable
- ✓ Investissement à l'achat puis amortissement



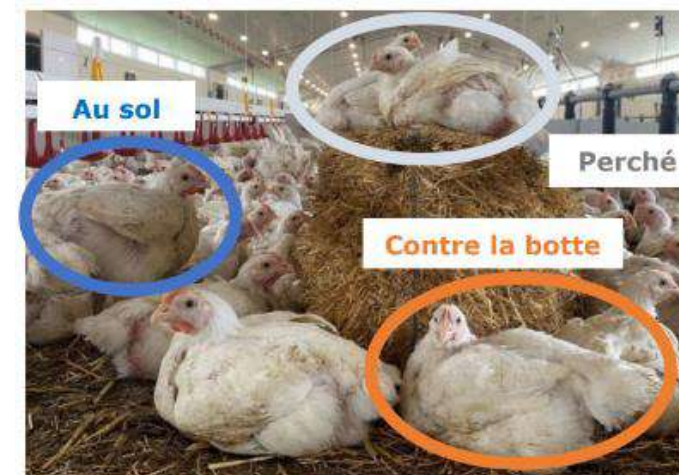
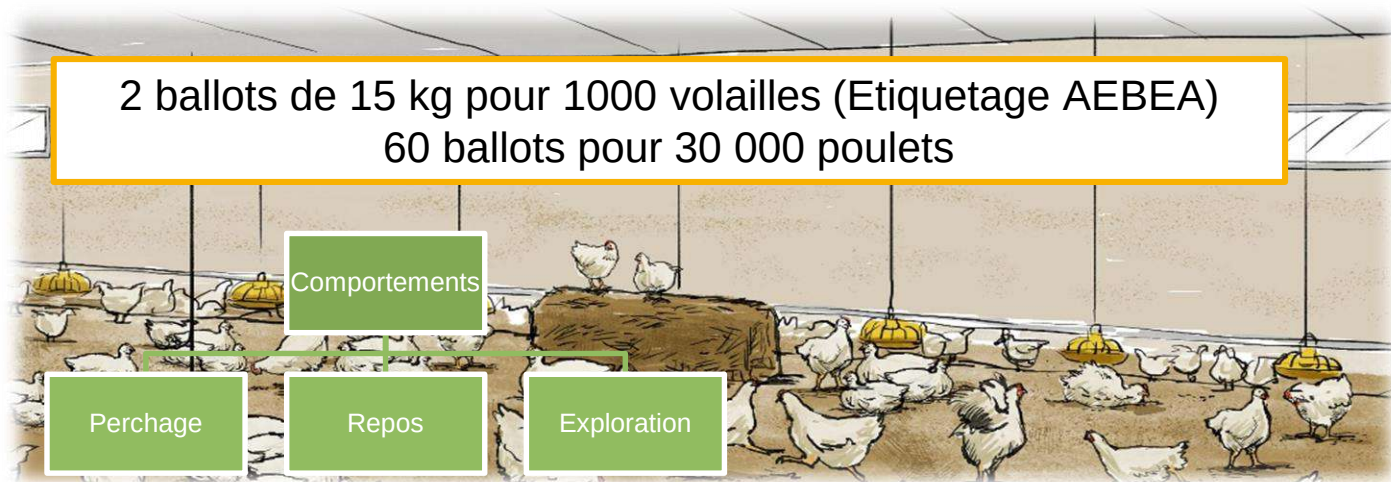
Crédit photo : TERRENA

INCONVENIENTS

- Coût : **94 €/lot** (3495€ pour 1500 m² de bâtiment)
- Pénibilité physique : **2h30 de nettoyage et désinfection (30 m²) + manutention d'installation et de vide**
- Encombrement de l'espace + difficulté à circuler si trop nombreuses

Besoin de perchage : Comment le satisfaire ?

Les ballots de paille



Crédit photo : TERRENA

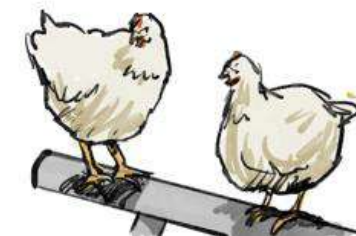
AVANTAGES

- ✓ A partir de 15 jours les poulets utilisent les bottes pour se percher et picorer = **Multifonctionnels** (Source ITAVI)
- ✓ Bonne utilisation des bottes : 25% d'animaux perchés, 35% contre la botte (**60% d'animaux en contact**) (Warin et al., 2023)
- ✓ Fabrication potentielle sur la ferme (botteleuse) et repaillage possible + élimination au moment du vide sanitaire = **entretien pratique**

INCONVENIENTS

- Coût : **225 €/lot soit 0,15 €/m²/lot** (Bâtiment de 1500 m²)
- Petites bottes parfois difficiles à fournir
- Pénibilité physique : **10 minutes/ ballot**
- Renouvellement à chaque lot voire au sein d'un lot
→ Intrans supplémentaire donc risque négatif pour la biosécurité
- Encombrement de l'espace + difficulté à circuler

Besoin de perchage : Comment le satisfaire ?



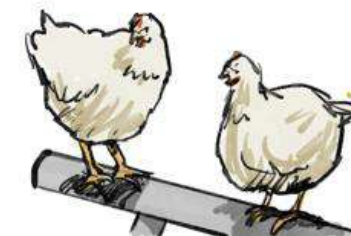
Vision globale des enrichissements de perchage

Enrichissement	Fonction	Besoins comportementaux	Satisfaction au travail	Pénibilité physique	Coût	Nettoyage/désinfection
Perchoir linéaire	Perchage, repos		Sur treuil Classique	 		
Perchoir en A	Perchage, repos					
Plateforme	Perchage, repos		Sur treuil Classique	 		
Ballot de paille	Perchage, repos, exploration					



Besoin de perchage : Comment le satisfaire ?

Vision globale des enrichissements de perchage



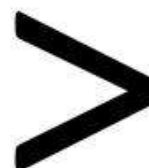
Enrichissement

Perchoir linéaire

Perchoir en A

Plateforme

Ballot de paille



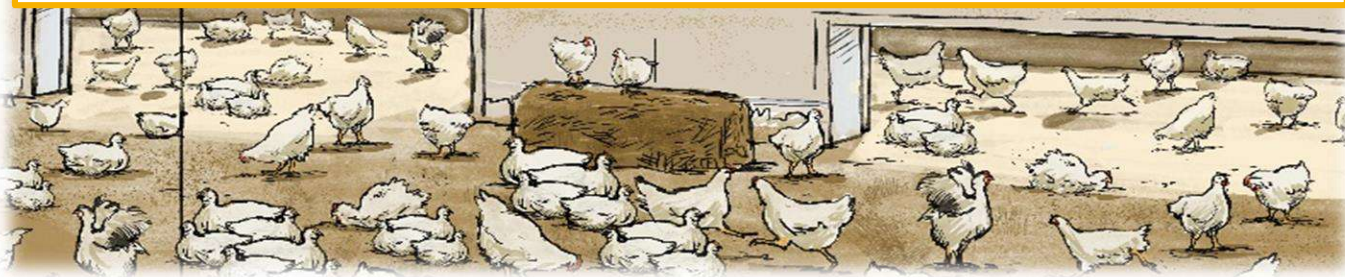
Nettoyage/
désinfection



Besoin d'exploration : Comment le satisfaire ?

Objets à piquer et cordelettes

10 cordelettes pour 1000 volailles
2 objets à piquer pour 1000 volailles (Etiquetage, niveau C et D)
60 ballots pour 30 000 poulets



Crédit photo : ITAVI



Crédit photo : TERRENA

AVANTAGES

- ✓ Bonne utilisation : **14,5% d'animaux qui picorent les ficelles et 14% les blocs** (Warin et al., 2023)
- ✓ Animaux plus actifs : ↗ de l'activité motrice et moins stressés (Campbell et al., 2023)
- ✓ Elimination au moment du vide sanitaire

INCONVENIENTS

- Coûts variables : 10 cordelettes de 30 cm pour 30 000 poulets
→ **90 €/lot soit 0,06 €/m²/lot** et temps installation **3h/lot**

2 blocs de 4kg pour 1000 poulets :

→ **216 €/lot soit 0,14 €/m²/lot** (Bâtiment de 1500 m²) et temps installation : **2h/lot**
- Renouvellement à chaque lot voire au sein d'un lot
- Intrants supplémentaires donc risque négatif pour la biosécurité

Besoin d'exploration : Comment le satisfaire ?

Les chaînettes, ballons et sacs de granulés



Crédit photo : ITAVI



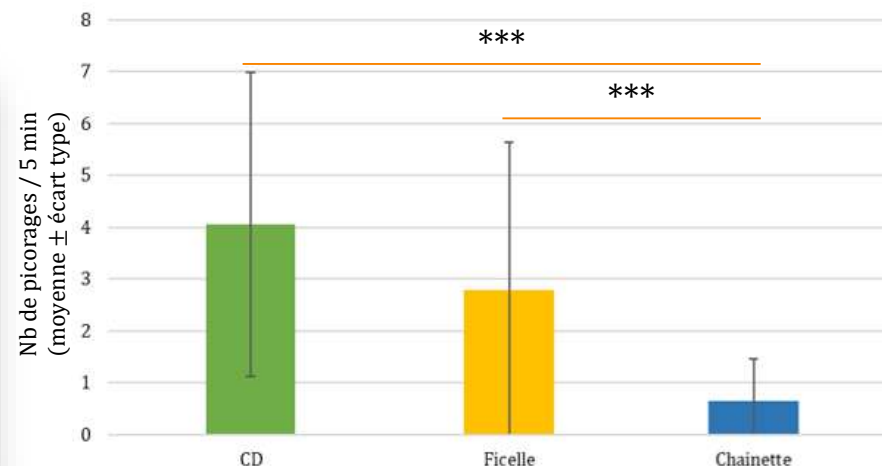
Crédit photo : TERRENA



Crédit photo : ITAVI

INCONVENIENTS

- Faible utilisation des chaînes voire absence d'utilisation : **6% d'animaux qui picorent les sacs de granulés, 4,5% les chaînettes et – de 3% les balles** (Warin et al., 2023 ; Guérin et al., 2022)
- Coûts variables : 10 chaînettes pour 30 000 poulets
→ **180 € soit 0.12 €/m²** (Bâtiment de 1500 m² amorties sur 3 ans)
- 1h à 2h d'installation/enrichissement/lot



Source : ITAVI –TERRENA, 2023

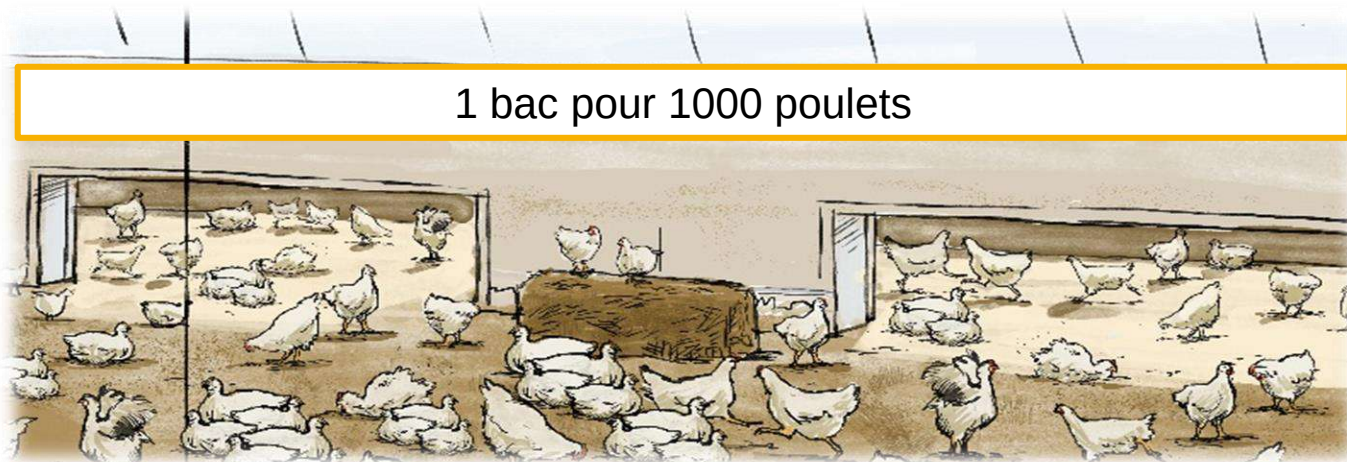
Non pertinents pour les poulets

Certains enrichissements sont plutôt favorables à la stimulation de l'activité exploratoire et d'autres non. Il est nécessaire de réfléchir aux enrichissements pertinents pour l'animal.



Besoin d'exploration : Comment le satisfaire ?

Les bacs à bain de poussière



AVANTAGES

- ✓ Les poulets utilisent les bacs pour explorer, faire des bains de poussière et se reposer = **Multifonctionnels**
- ✓ Les poulets picorent plus → substrats friables
- ✓ Stimulations olfactives, tactiles et visuelles
- ✓ Laisse le choix aux animaux entre deux substrats



Crédit photo : ANSES

INCONVENIENTS

- Coût : 30 bacs de 0.12m² pour 30 000 poulets + Substrat **45 €/lot soit 0,03 €/m²/lot** (Bâtiment de 1500 m²)
- Temps d'installation : **15/20 min/bac/lot**
- Renouvellement à chaque lot voire au sein d'un lot
- Intrants supplémentaires donc risque négatif pour la biosécurité
- Nettoyage et désinfection des bacs à chaque lot
- Peu appliqués en élevage

Besoin d'exploration : Comment le satisfaire ?

Vision globale des enrichissements d'exploration



Enrichissement	Fonction	Besoins comportementaux	Satisfaction au travail	Pénibilité physique	Coût	Nettoyage/désinfection
Cordelettes et CD	Exploration					
Blocs à piquer	Exploration					
Chaînettes	Exploration					
Ballons/balles	Exploration					
Sacs de granulés	Exploration, repos					
Bacs à bain de poussière	Exploration, repos, bain de poussière					

Besoin d'exploration : Comment le satisfaire ?

Vision globale des enrichissements d'exploration



Enrichissement	Fonction	Coût	Nettoyage/désinfection
Cordelettes et CD	Exploration	😊	😊
Blocs à piquer	Exploration	😊	😊
Chaînettes	Exploration	😊	😊
Ballons/balles	Exploration	😊	😊
Sacs de granulés	Exploration, repos	😊	😊
Bacs à bain de poussière	Exploration, repos, bain de poussière	😊	😊



>



Besoin de contrôle : Comment offrir le choix ?

Les panneaux/cloisons

1 panneau pour 2000 poulets : 15 panneaux pour 30 000 poulets



Crédit photos : ITAVI

AVANTAGES

- ✓ Les poulets utilisent les panneaux verticaux pour se reposer et se percher = **Multifonctionnels**
- ✓ Séparation du bâtiment qui permet de créer des zones où les poulets peuvent se reposer sans être dérangés par des déplacements (Cornetto & Estevez, 2001)
- ✓ Laisse le choix aux animaux de l'endroit où ils veulent se reposer

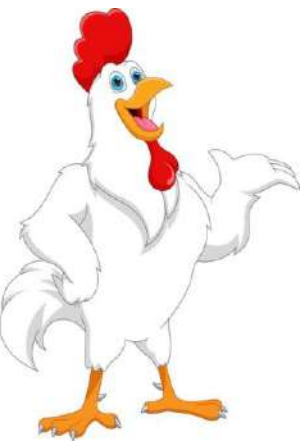
INCONVENIENTS

- Coût : **14 € soit 0,35 €/m²** (Bâtiment de 1500 m²) **amortis sur 5 ans**
- Pénibilité physique : **2h30 de nettoyage et désinfection (15 panneaux) + forte manutention d'installation et de vide**
- Encombrement de l'espace + difficulté à circuler si trop nombreux
- Peu appliqués en élevage

Conclusion

- ❖ Les besoins comportementaux de l'espèce *Gallus gallus domesticus* sont connus
- ❖ Pour atteindre un bon niveau de bien-être sur les plans physique et mental, il est nécessaire de satisfaire l'ensemble des besoins
- ❖ Des éléments variés ou des enrichissements sont mis en place dans certains élevages pour répondre à ces besoins

Certains équipements ne correspondent pas à tous les besoins et d'autres ne sont pas adaptés ou pertinents selon la vitesse de croissance des poulets (ballons, perchoirs linéaires, chaînes)

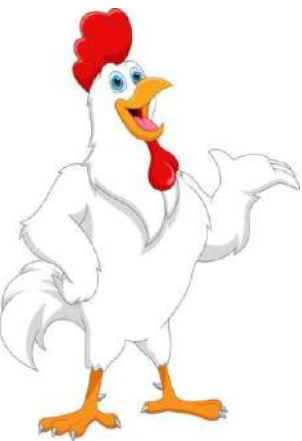


Conclusion

- ❖ Les besoins comportementaux de l'espèce *Gallus gallus domesticus* sont connus
- ❖ Pour atteindre un bon niveau de bien-être sur les plans physique et mental, il est nécessaire de satisfaire l'ensemble des besoins
- ❖ Des éléments variés ou des enrichissements sont mis en place dans certains élevages pour répondre à ces besoins

Certains équipements ne correspondent pas à tous les besoins et d'autres ne sont pas adaptés ou pertinents selon la vitesse de croissance des poulets (ballons, perchoirs linéaires, chaînes)

→ Les équipements multifonctionnels comme les ballots de paille, les panneaux ou les bacs à bain de poussière semblent être optimaux pour favoriser l'activité, satisfaire un maximum de besoins, tout en minimisant les effets négatifs sur l'économie et le travail de l'éleveur



Des questions ?

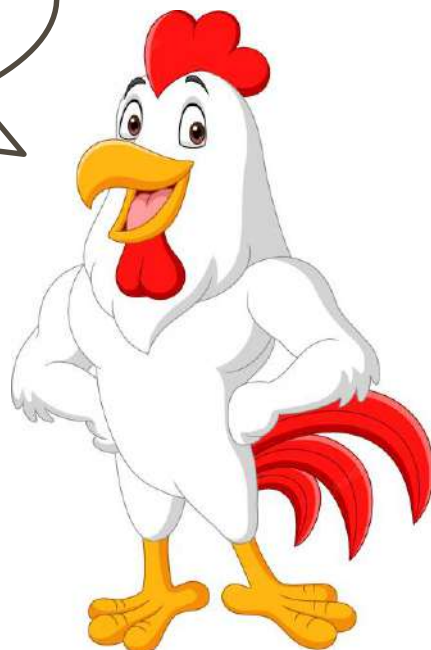
FINANCEURS



AVEC LA
CONTRIBUTION
FINANCIÈRE
DU COMPTE
D'AFFECTATION
SPÉCIALE
DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE
ET RURAL



PARTENAIRES



Crédit photo : ITAVI

Projet COCORICO
Contact : Auriane FOREAU
foreau@itavi.asso.fr



Journée ITAVI volailles de chair Valence 2023



**Environnement : stratégie bas carbone et diagnostic
environnemental**

Enora CARON, ITAVI



Projet CAP'2ER[®] Volailles

Stratégie bas carbone et diagnostic environnemental

23 novembre 2023

Enora Caron, ITAVI

Contexte

Quelques éléments d'introduction

Une filière avicole très attendue mais peu contributrice aux émissions de GES

Enjeux environnementaux

Réglementation européenne et nationale sur les émissions de polluants atmosphériques, l'ammoniac, ...

→ Besoin d'un outil pour monitorer l'ensemble des contributions environnementales 

Changement climatique



Atteindre la neutralité carbone dès 2050



0,3 %

des émissions de GES du secteur agricole

*Pour le secteur agricole, en 2050 par rapport à 2015

... signifiant :

Calcul Automatisé des Performances Environnementales pour des Exploitations Responsables

... avec 4 grands objectifs :

- **Sensibiliser** éleveurs et conseillers
- **Évaluer** les principaux impacts environnementaux
- **Positionner** l'exploitation par rapport à une référence
- **Proposer des leviers d'action** entre pratiques d'élevages et impacts



2 niveaux d'évaluation possibles

Niveaux :	Niveau 1	Niveau 2
<i>Objectif</i>	Sensibilisation	Plan de progrès
<i>Public</i>	Conseillers, Techniciens	Conseillers, Techniciens
<i>Échelle d'analyse</i>	Atelier, Produits	Exploitation, Atelier, Produits
<i>Données d'entrée</i>	Environ 30	Environ 150-300
<i>Temps de réalisation diagnostic</i>	1 heure	½ à 1 journée
<i>Base de données</i>	Oui	Oui
<i>Certification des résultats</i>	 	 

Outil CAP'2ER® : multicritère

Des indicateurs d'impacts environnementaux



Changement
Climatique (GES)



Consommation
d'énergies fossiles



Qualité de l'air
(ammoniac)



Qualité de l'eau
(azote, phytos)

Des indicateurs de contributions positives



Maintien de la
biodiversité



Stockage de
carbone



Performance
nourricière

Des indicateurs complémentaires

Conditions
de travail

Performances
économiques

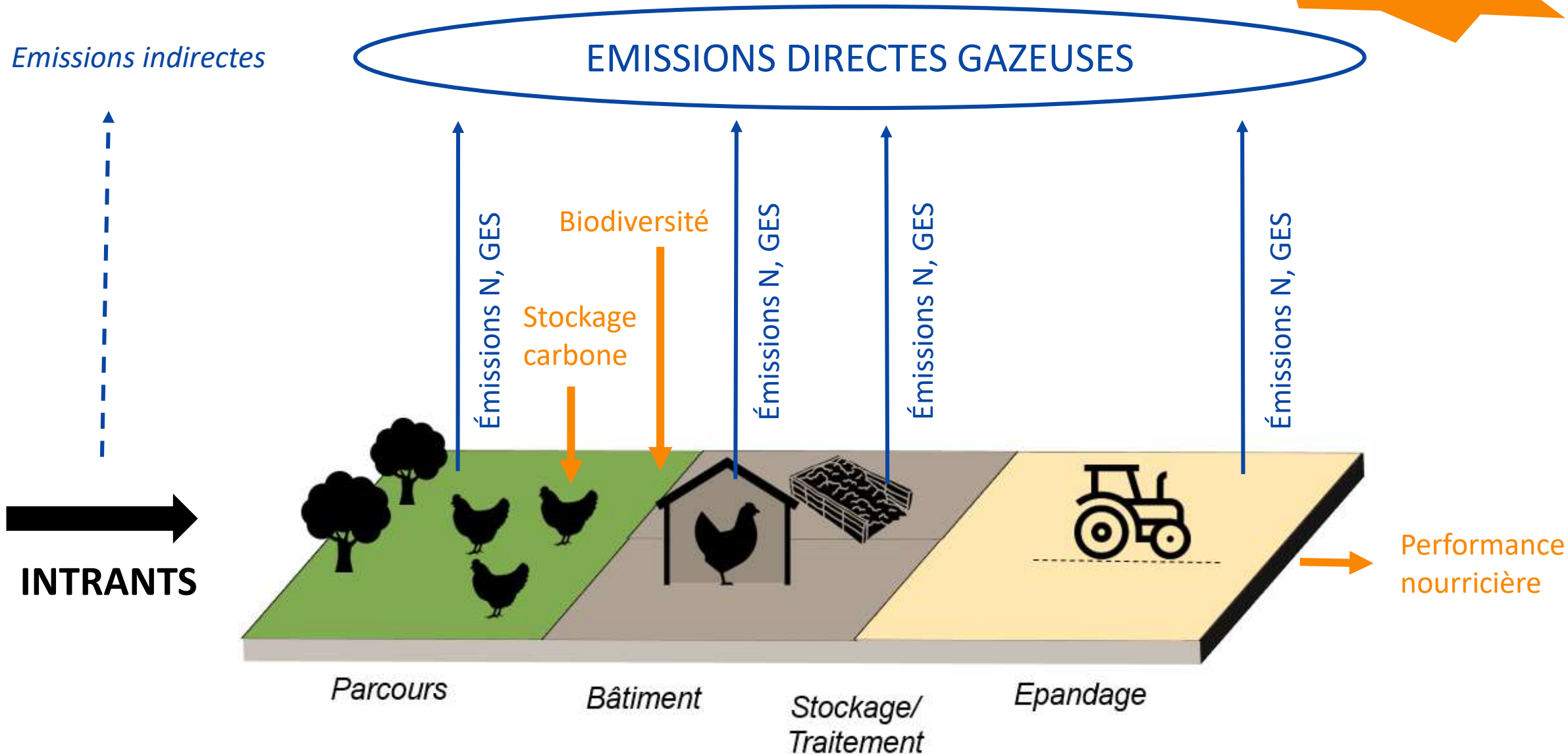


Outil Niveau 1

Un exemple : le poulet LR

Périmètre de l'atelier volaille

NIVEAU 1



Outil CAP'2ER® : multicritère

NIVEAU 1

Des indicateurs d'impacts
environnementaux



Changement
Climatique (GES)



Consommation
d'énergies fossiles



Qualité de l'air
(ammoniac)



Qualité de l'eau
(azote, phytos)

Emissions
d'ammoniac

Des indicateurs de
contributions positives



Maintien de la
biodiversité



Stockage de
carbone



Performance
nourricière

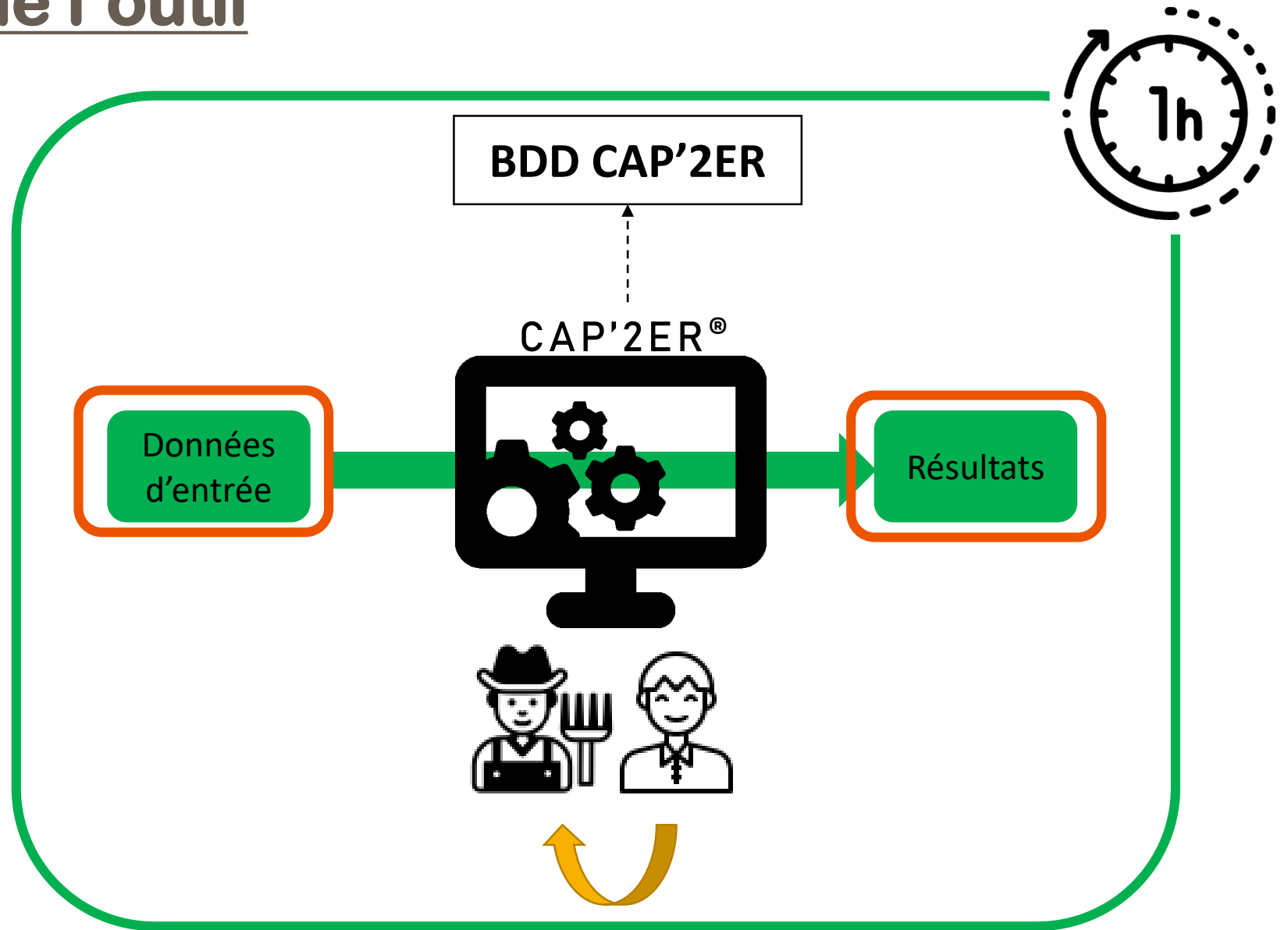
Des indicateurs
complémentaires

Conditions
de travail

Performances
économiques

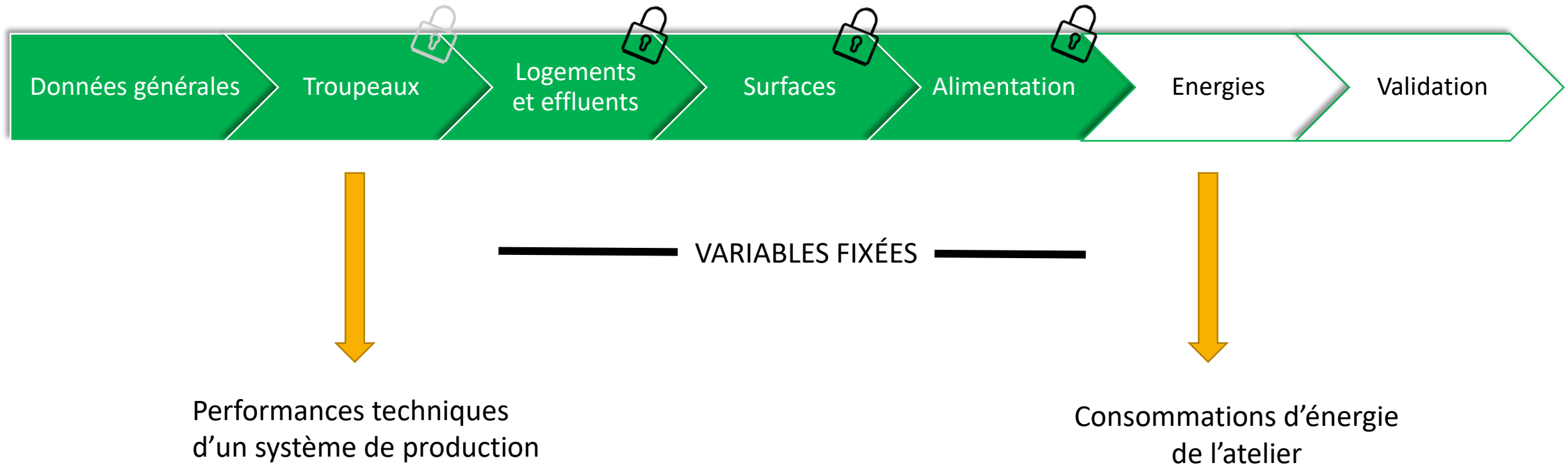
Fonctionnement de l'outil

➔ **En Niveau 1,
≈ 30 données**



Les données d'entrée : une approche limitée

NIVEAU 1



Les résultats (1)

Contributions positives et empreinte carbone

NIVEAU 1



Test
0

2022

LOGO VOLAILLE



Diagnostic CAP'2ER® réalisé par :

Enora Caron - ITAVI - 23/06/2023

MON ATELIER DE VOLAILLES

Système de référence : 1370_Poulet LR

Mes lots de volailles



Durée moyenne d'un lot	Nombre de lots/an	PV moyen	IC moyen	Production totale annuelle
87,5 jours	3,10	2,28 kg	2,94 kg aliment/kg PV	78 kg PV/m²/an

Mes surfaces



Surface totale de bâtiment	SAU totale	SAU destinée à l'atelier	Surface de parcours	N total apporté	Taux N minéral
400 m²	0 ha	0 ha	1 ha	0 kg N/ha	0 %

Présentation de l'atelier et des performances techniques

MES CONTRIBUTIONS POSITIVES

Contribution au maintien de la biodiversité



J'entretiens 0,9 ha éq de biodiversité /an Je stocke

Stockage carbone



782 kg de carbone/an

Performance nourricière*



Je nourris 757 personnes/an

*Perfalim®, CEREOPA

Contributions positives :

- Maintien de la biodiversité
- Stockage carbone
- Performance nourricière

Les résultats (1)

Contributions positives et empreinte carbone

NIVEAU 1

MON EMPREINTE CARBONE



5

% de mes émissions de GES* sont comprises par le stockage carbone

Mon empreinte nette est de :

1,91

kq eq. CO₂/kg de PV

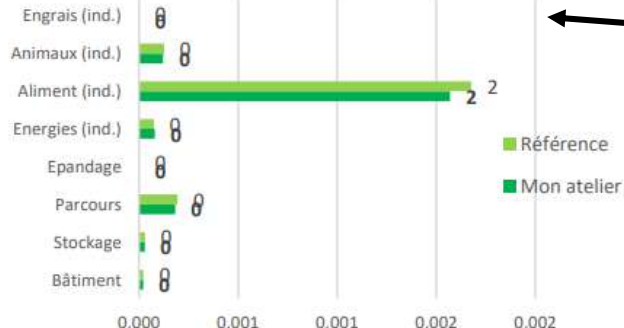


Empreinte carbone nette =
Empreinte carbone brute (GES)
– Stockage de carbone

*GES = Gaz à Effet de Serre



Emissions de GES (CH₄, N₂O, CO₂)



2,00

kq eq. CO₂/kg PV



Stockage de carbone

Stockage de carbone du parcours : 36 %

Stockage de carbone des abords : 64 %

0,09

kq eq. CO₂/kg PV



Emissions de GES (directes et indirectes) :

- Émissions de CH₄
- Émissions de N₂O
- Émissions de CO₂

Stockage carbone (parcours + abords)

Comparaison à système équivalent

Les résultats (2)

Bilan d'azote, émissions d'ammoniac et consommations d'énergie

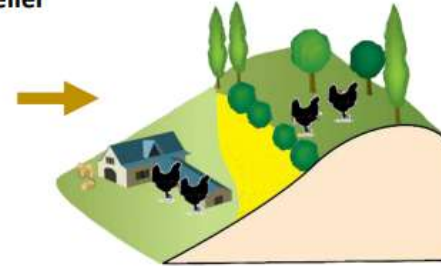
NIVEAU 1

Bilan d'azote :
Entrées d'azote
– Sorties d'azote

MA GESTION DE L'AZOTE

Bilan de l'azote simplifié à l'échelle de l'atelier

ENTREES
Aliment
Animaux mis en place
Déposition atmosphérique
Engrais minéraux
Déjections importées



SORTIES
Viande
Œufs
Foies
Déjections exportées

La différence entre les entrées et les sorties d'azote est appelée excédent du bilan :

$$\begin{array}{c} 0,075 \\ \text{kg N/kg PV} \end{array} - \begin{array}{c} 0,048 \\ \text{kg N/kg PV} \end{array} = \begin{array}{c} \text{Excédent du bilan : } 0,027 \\ \text{kg N/kg PV} \end{array}$$

Le devenir potentiel de l'excédent du bilan :



Excédent du bilan et
devenir potentiel (air,
eau, sol)

MES PERTES D'AZOTE



Taux de fuite d'azote* : 36 %

*Correspond au rapport entre l'excédent d'N et les entrées d'N

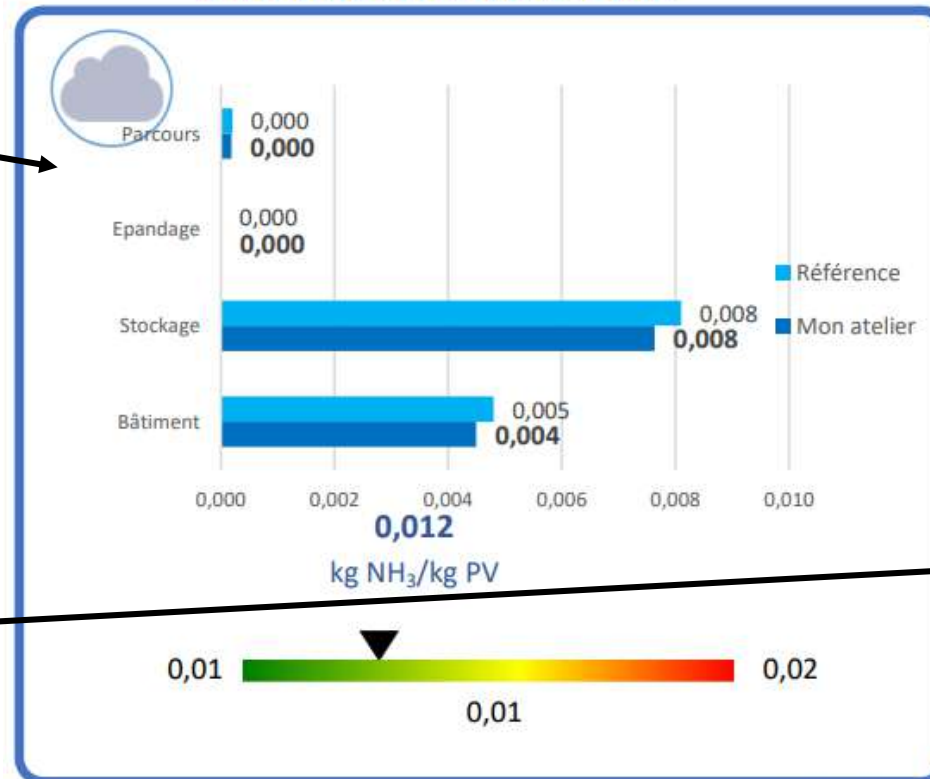
Les résultats (2)

Bilan d'azote, émissions d'ammoniac et consommations d'énergie

NIVEAU 1

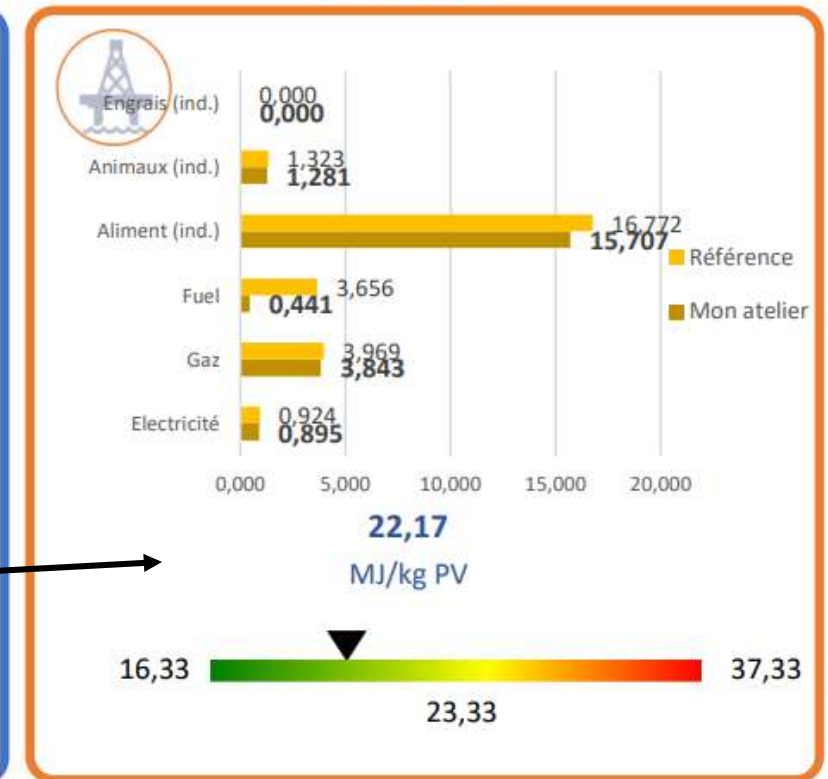
Emissions d'ammoniac
par poste d'émissions

MES PERTES POTENTIELLES D'AMMONIAC VERS L'AIR



Consommations d'énergies
(directes et indirectes)

MES CONSOMMATIONS D'ENERGIE



Comparaison à système équivalent

Outil Niveau 2

- Une approche exploitation
- La certification des réductions d'émission de GES

Un outil multi-filières, qui s'élargit en Europe

CAP'2ER® est un **outil d'évaluation environnementale** disponible pour toutes les filières :



** En cours de développement*

Et traduit dans
plusieurs
langues !



Une vision atelier et exploitation

NIVEAU 2

Exploitation

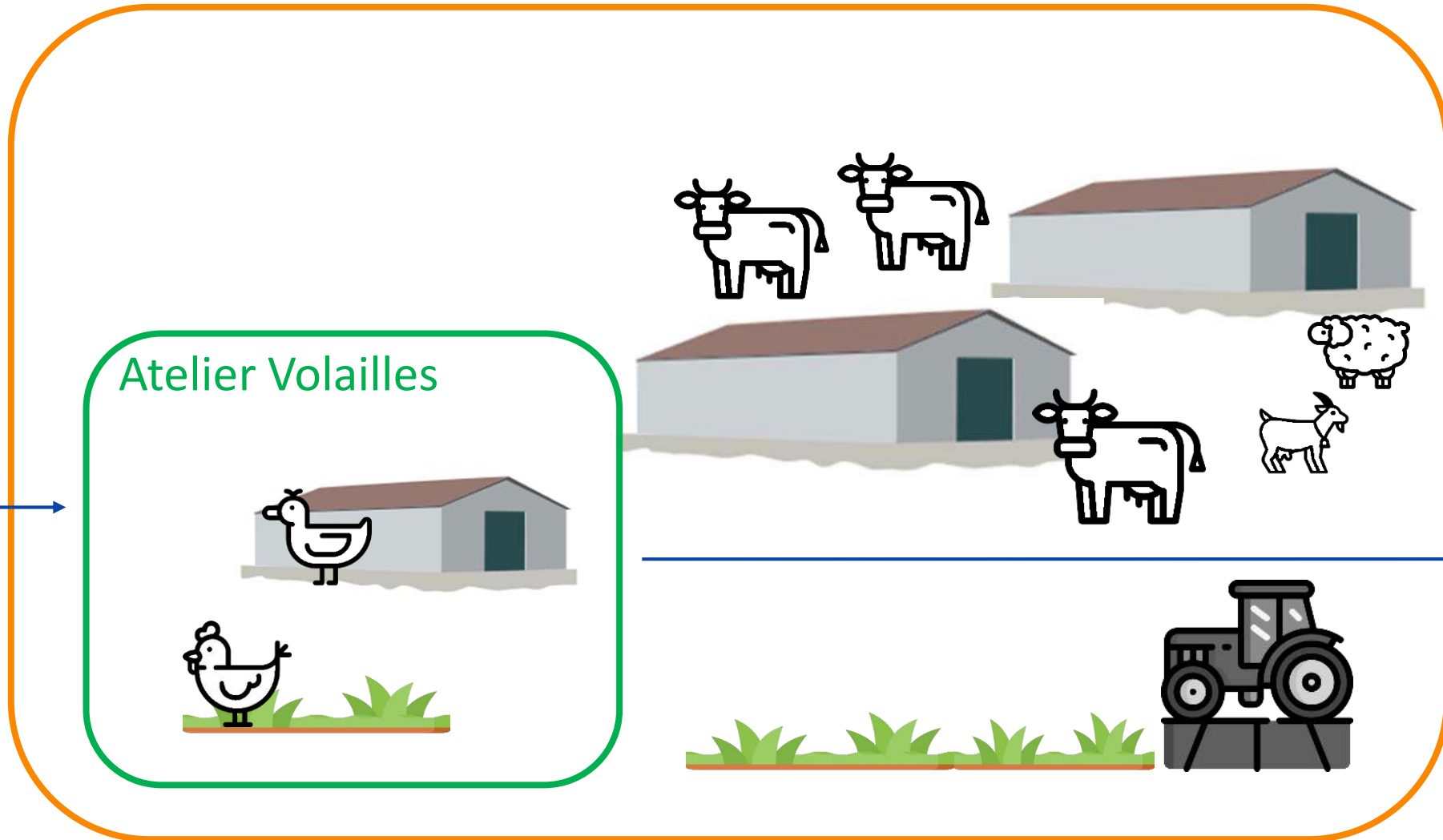
INTRANTS

PRODUITS

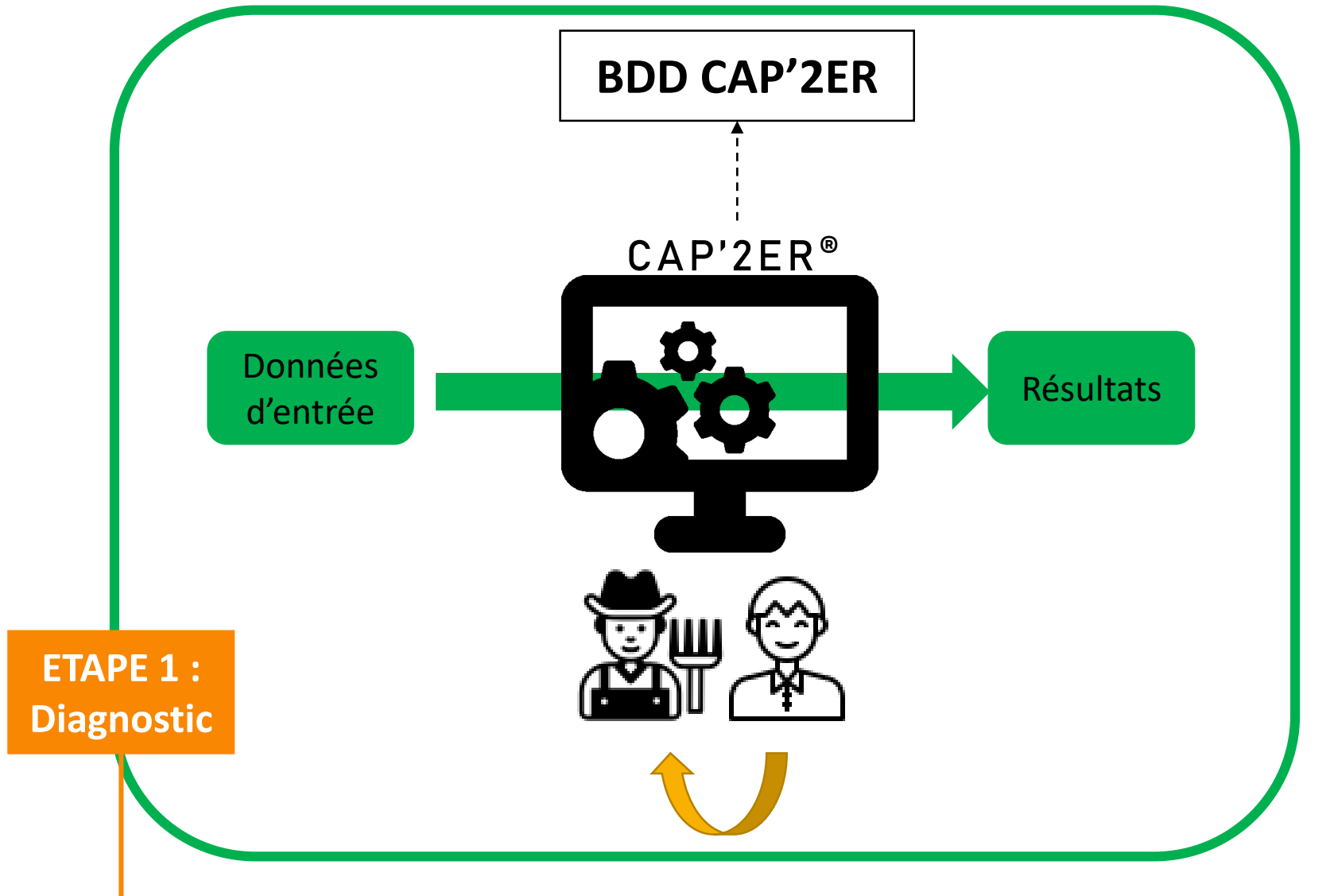
Intrants de
l'atelier volailles

Atelier Volailles

Produits de
l'atelier volailles



Vers un plan de progrès

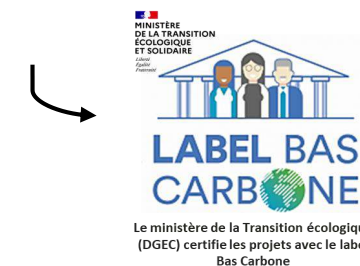


NIVEAU 2

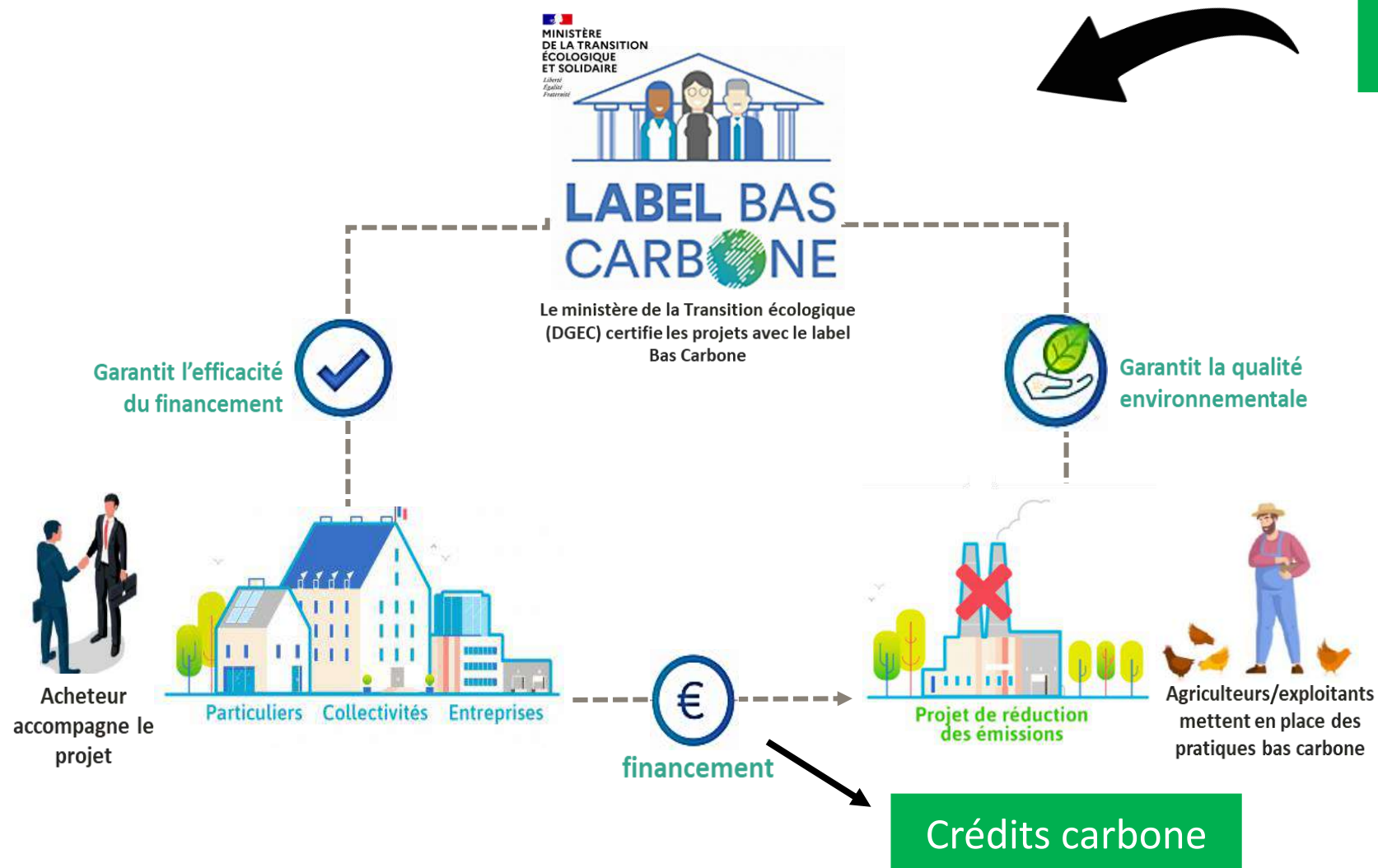
ETAPE 2 : Construction d'un plan de progrès

Simulation avec
leviers

Mise en place
de ces leviers



Le Label Bas Carbone : un dispositif national

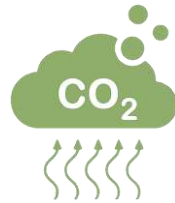


Méthode LBC

- Conditions d'accès
- Périmètre de calcul
- Listes de leviers
- Equations de calcul

Les leviers bas carbone en Volailles de chair

- Les émissions de GES en élevage de volailles :



- 3 familles de leviers :



L'aliment



0,1 % – 15 %



Les consommations d'énergie



0,01 % – 0,35 %



La gestion des effluents



0,6 % – 1,8 %

Réduction de l'empreinte
Changement Climatique
d'un atelier moyen de
poulet conventionnel

Conclusions



CAP'2ER®
Niveau 1

- Un premier niveau **simplifié**, à l'échelle **atelier**
- Outil en ligne **fin Novembre 2023**
- Formations proposées par l'ITAVI dès janvier 2024

CAP'2ER®
Niveau 2

- Un niveau 2 **complet**, à l'échelle **exploitation**
- Permettra de générer des crédits carbone
- Outil en ligne **1^{er} semestre 2024**
- Formations proposées par l'ITAVI courant 2024



- Une filière déjà bas carbone
- Des leviers au niveau de l'aliment, des consommations d'énergie et de la gestion des effluents pourront être valorisés via des crédits carbone

Accès à l'outil – Niveau 1

- Informations disponibles sur le site de l'ITAVI : <https://www.itavi.asso.fr/projets/cap-2er-r-volailles>
- Lien vers l'outil : <https://www.itavi.asso.fr/publications/cap-2er-r-evaluez-votre-empreinte-environnementale?order=score>
- Lien vers la formation : <https://www.itavi.asso.fr/page/se-former-avec-l-itavi>

Rdv sur notre stand à l'accueil !

- Pré-inscriptions Formation Niveau 1
- Flyer informatif

Merci pour votre attention !

Des questions ?

Journée ITAVI volailles de chair Valence 2023



Les besoins en eau en élevage de volailles de chair

Léa OTTMANN, ITAVI



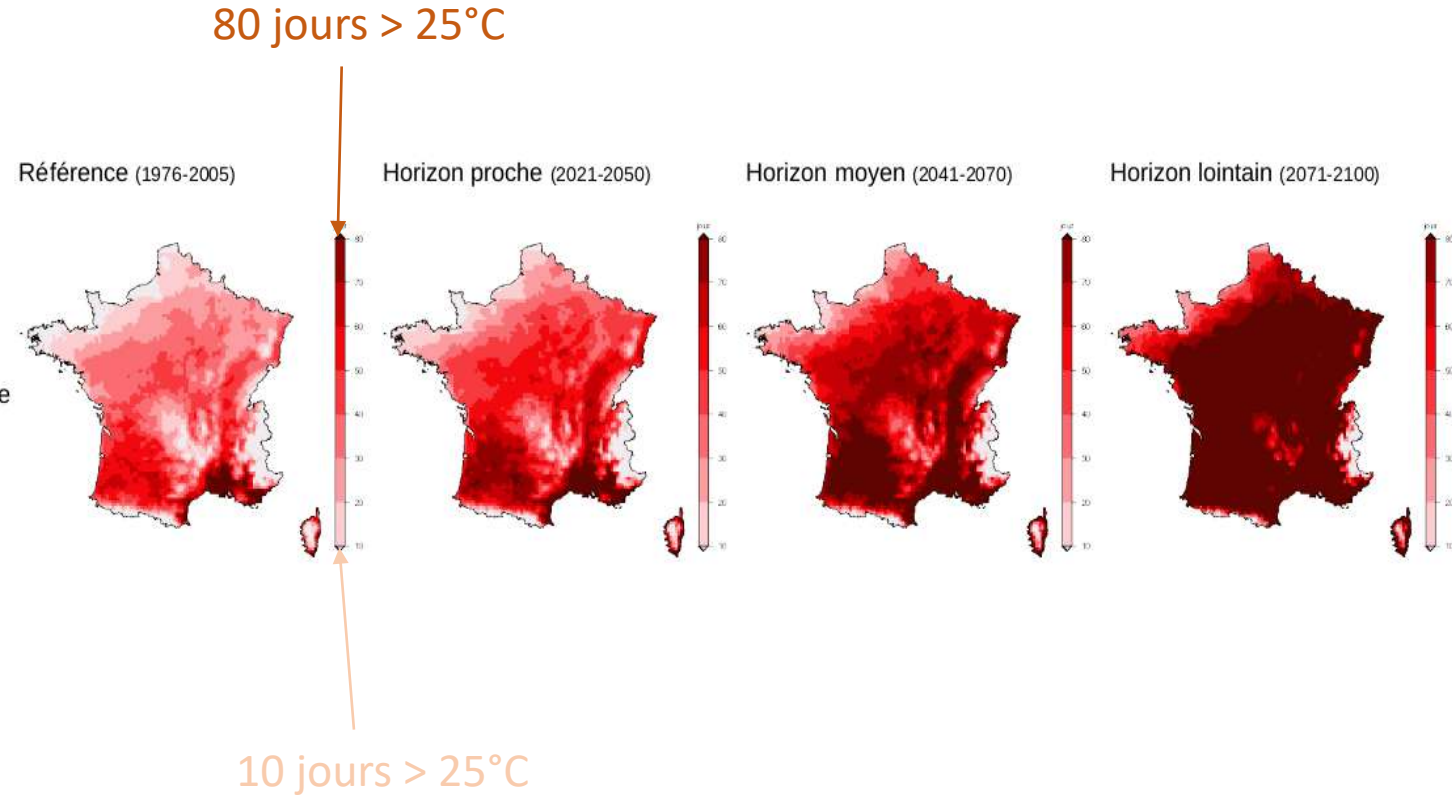
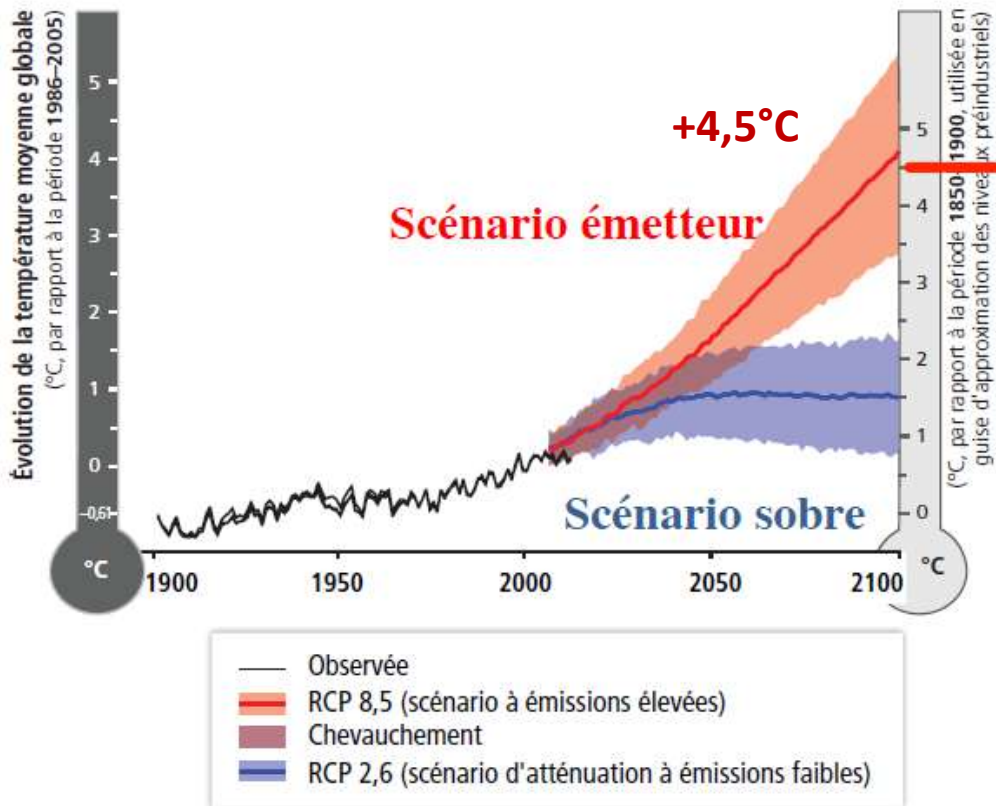
Consommation d'eau en élevage en région AURA

Résultats du projet CERCEAU 1



Les températures continuent d'augmenter

Source Météo France

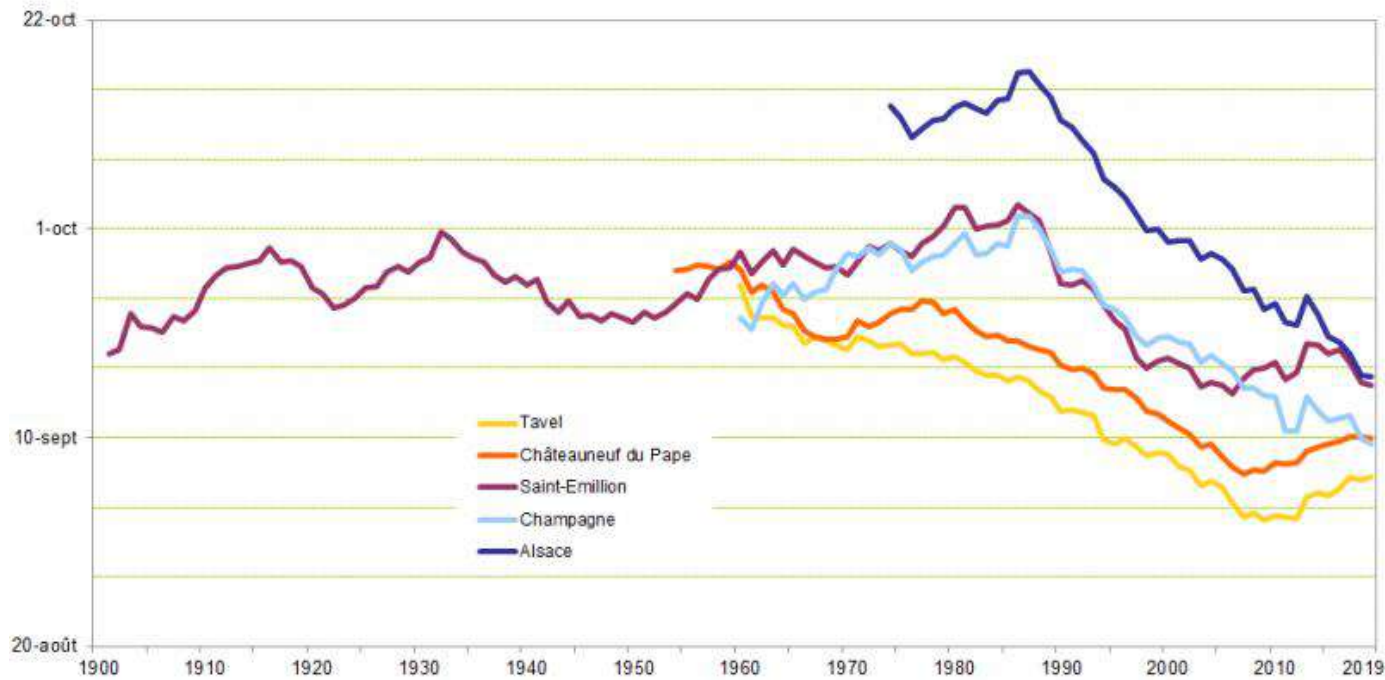


Les stratégies d'atténuation et d'adaptation sont nécessaires

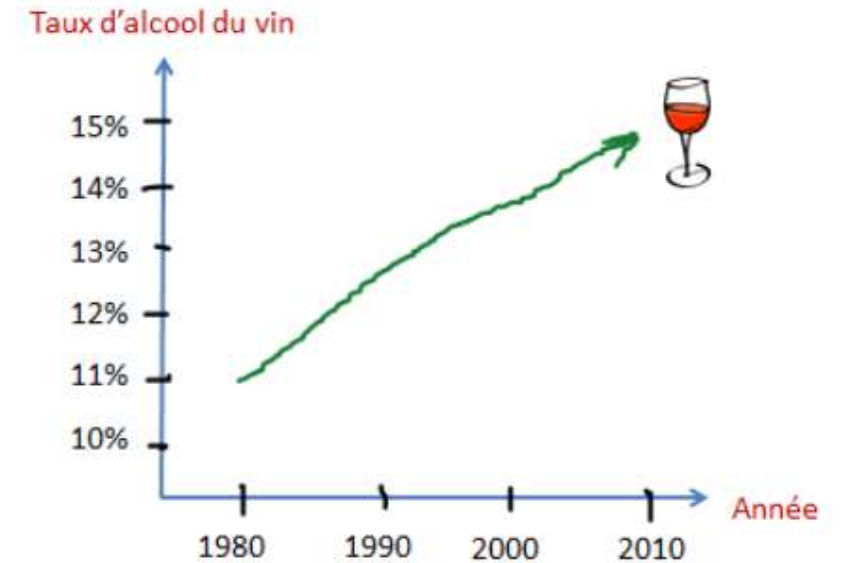


Des conséquences visibles et indiscutables

Evolution de la date de vendange (moyenne décennale)
entre 1901 et 2019 pour un panel de vignobles français



Evolution du taux d'alcool des vins
Une tendance à la hausse



En 15 ans sur une zone donnée : +2% d'alcool pour un même vin !



Quelles conséquences pour nos élevages ?

Effet de la canicule 2003 sur les performances techniques (% des performances 2002/2003)

	Poulet standard	Poulet label
Densité	0%	+1%
Poids moyen	-7%	-4%
Indice de consommation	+5%	-3%
Mortalité	+33%	+23%
kg/m ² /lot	-9%	-4%

Source : Chambres d'Agriculture de l'Ouest

Une **baisse des performances** notable due à des températures particulièrement élevées



La canicule de 2003 avait coûté **45 millions d'€** aux filières avicoles Françaises





CERCEAU 1

Améliorer le référentiel de consommation d'eau pour mieux l'anticiper et mieux la gérer



Suivi des consommation d'eau dans un panel d'élevage par production, poste, zone climatique

Elaboration d'un modèle prédictif de la consommation d'eau en élevage en fonction de l'ambiance, des conditions météorologiques extérieures, du territoire et des équipements

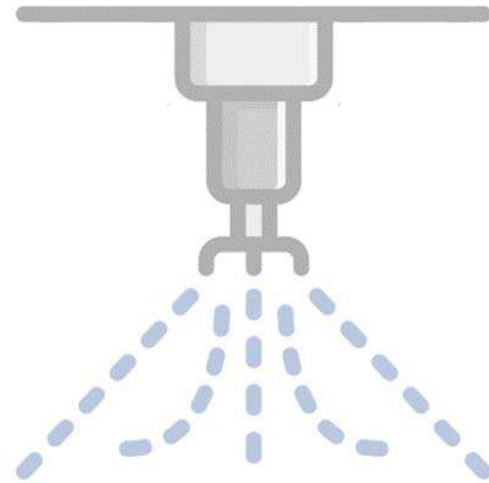


Aujourd'hui, présentation des résultats

Abreuvement



Brumisation



Lavage



Poulet label/bio
6 élevages*



Poulet standard
9 élevages*



Distinction périodes « estivale » et « tempérée »

Tempérée	T°C moyenne quotidienne	Estivale
	< 20°C <	

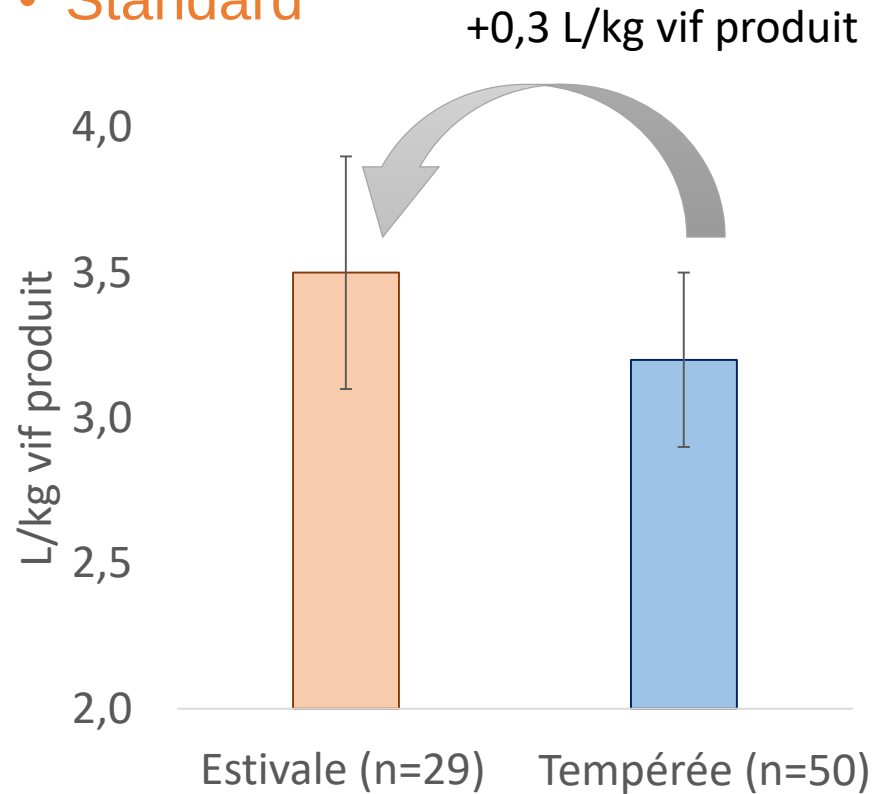
*Répartis sur la région AURA dans différents contextes climatiques



Abreuvement



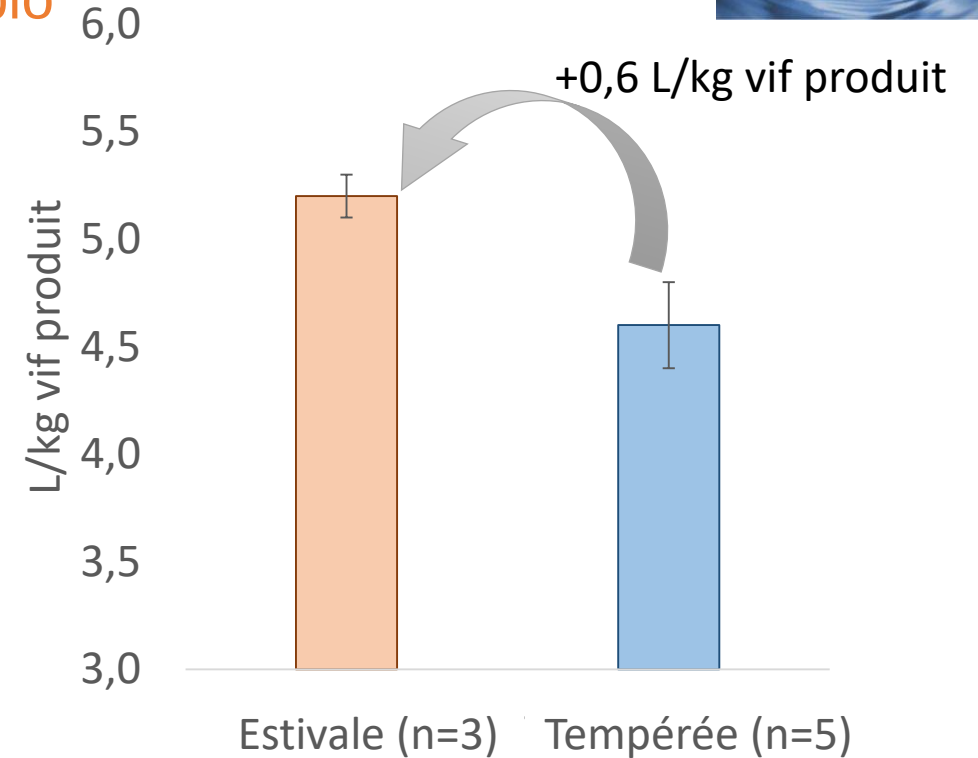
- Standard



En été on observe une baisse des performances

2,1kg → 1,9kg
- 7,1%

- Label/bio

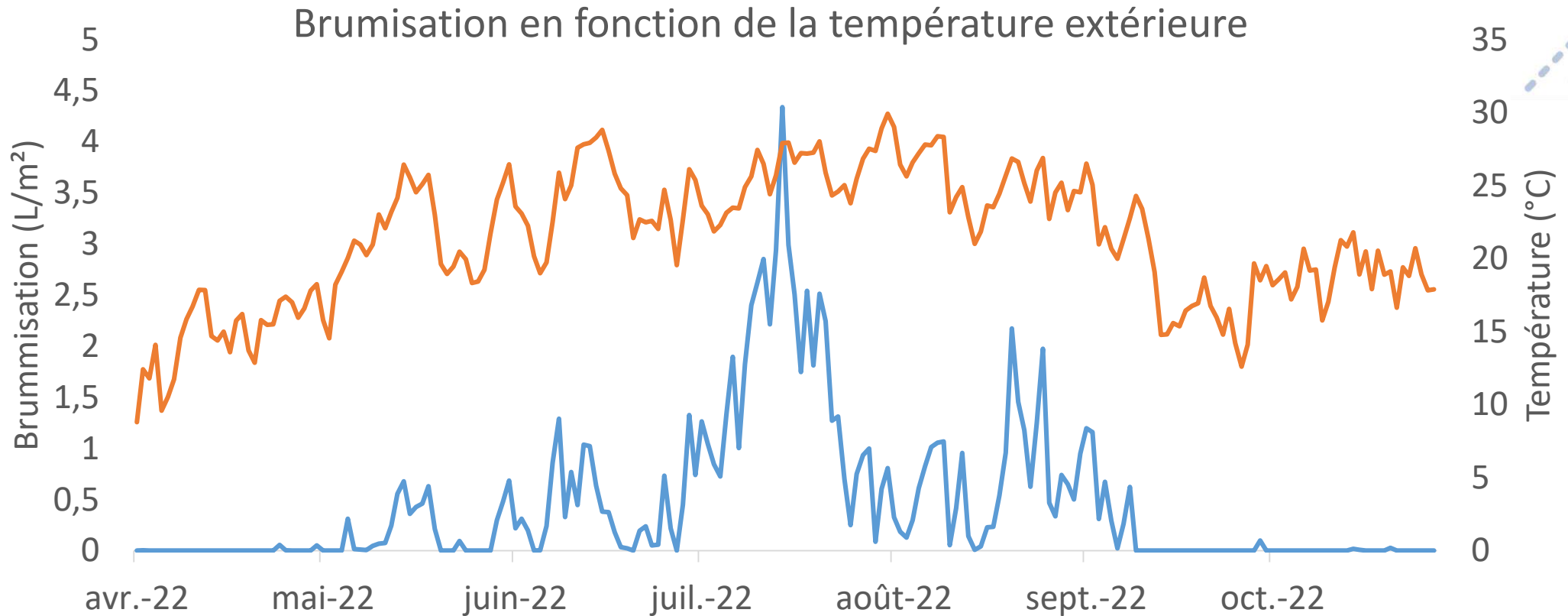


En été on observe une baisse des performances

2,3kg → 2,1kg
- 9,5%



Brumisation (poulet standard)

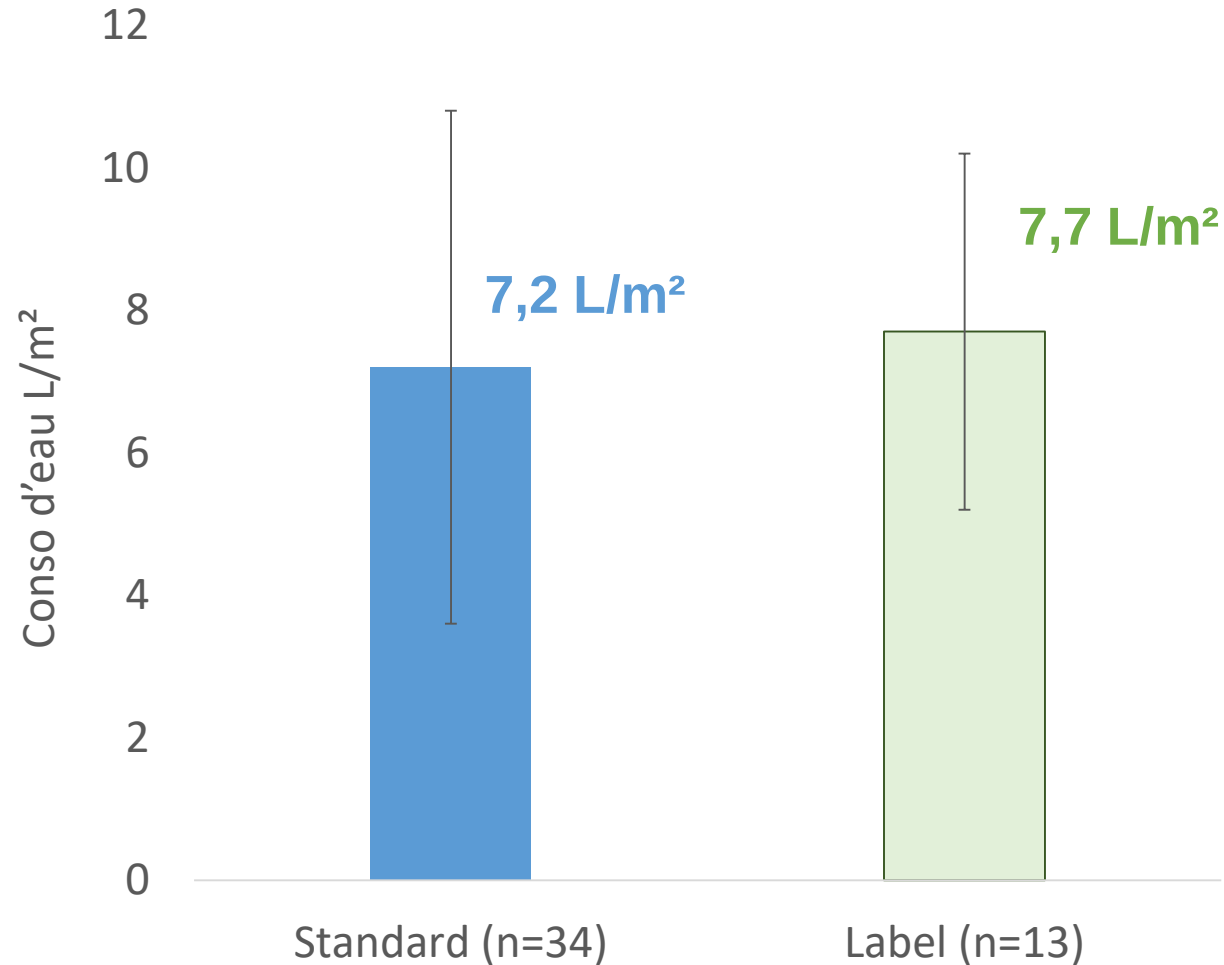


En moyenne **22 L/m²/lot**

Soit **0,5 L/kg vif produit**

Un jour de forte chaleur, la brume a dépassé l'abreuvement de **1 400 L** chez un éleveur !

Lavage (standard & label/bio)

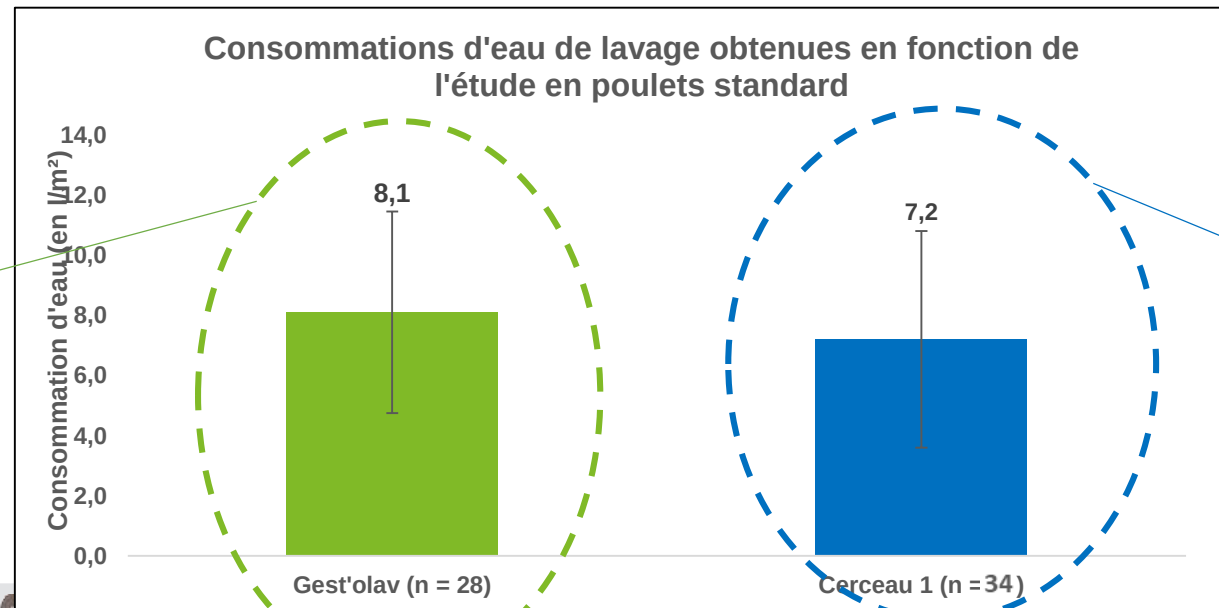


- Quantité d'eau de lavage n'est pas influencée par la période
 - Poste le moins consommateur d'eau
- | | |
|-----------------------------|-----------------------------|
| Standard | Label/bio |
| 0,1 L/kg vif produit | 0,3 L/kg vif produit |
- En accord avec le projet Gest'olav :
 - Réalisation par prestataires ≈ éleveurs
 - Plus d'eau pour un bâtiment en sol béton
 - Moins d'eau quand on utilise un détergent



...pour aller plus loin sur le lavage

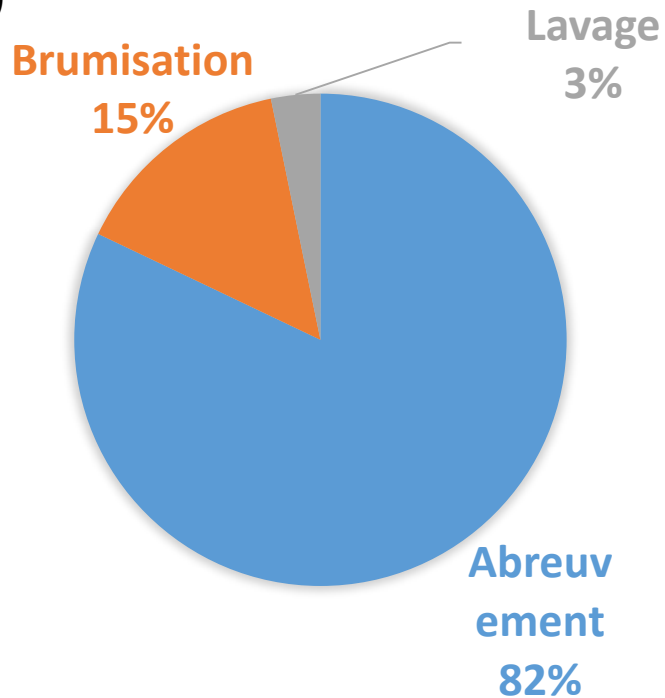
- **Projet Gest'olav** : centré sur le poste « lavage »
- **Objectifs** :
 - **Quantifier les eaux de lavage** (actualiser les références, aide au dimensionnement stockage)
 - **Caractériser les eaux de lavage** (qualité, conseil pour les eaux stockées)
 - **Identifier les pratiques** ayant des conséquences sur les consommations d'eau (type de sol, prestataire, produits détergents, etc.)



Répartition des usages (cas types)

Poulet standard (estivale)

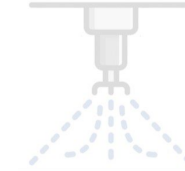
Bâtiment 1000m²
Animaux MEP : 20 000
Ross 308



La brumisation peut aller jusqu'à **37%** des usages en été

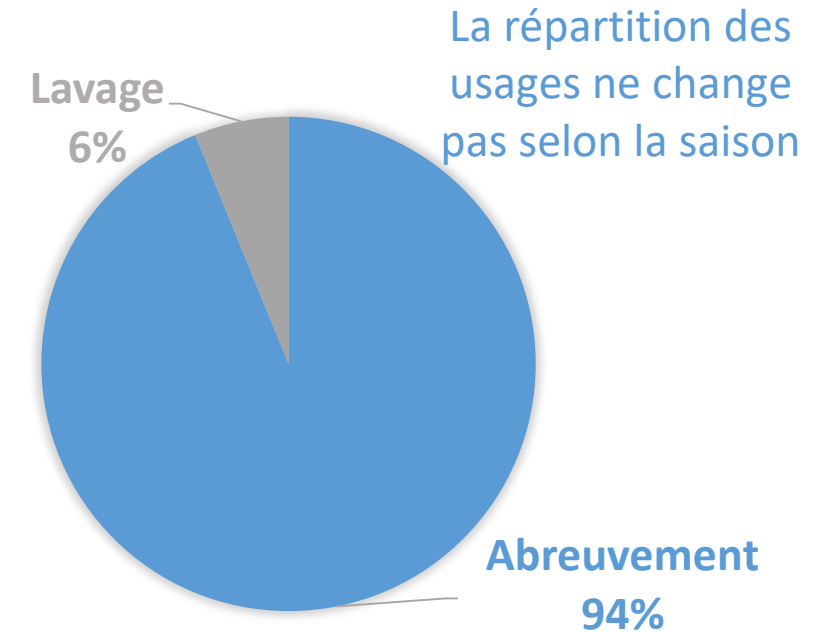
En été **+ 0,7L/kg vif produit** ça semble peu...

... mais ramené au poids vif produit (*en moyenne 45,6 T/lot*)
On consomme **31,9 m³** d'eau en plus par lot !



Poulet bio (estivale et tempérée)

Bâtiment 480m²
Animaux MEP : 4800
S757N



La répartition des usages ne change pas selon la saison

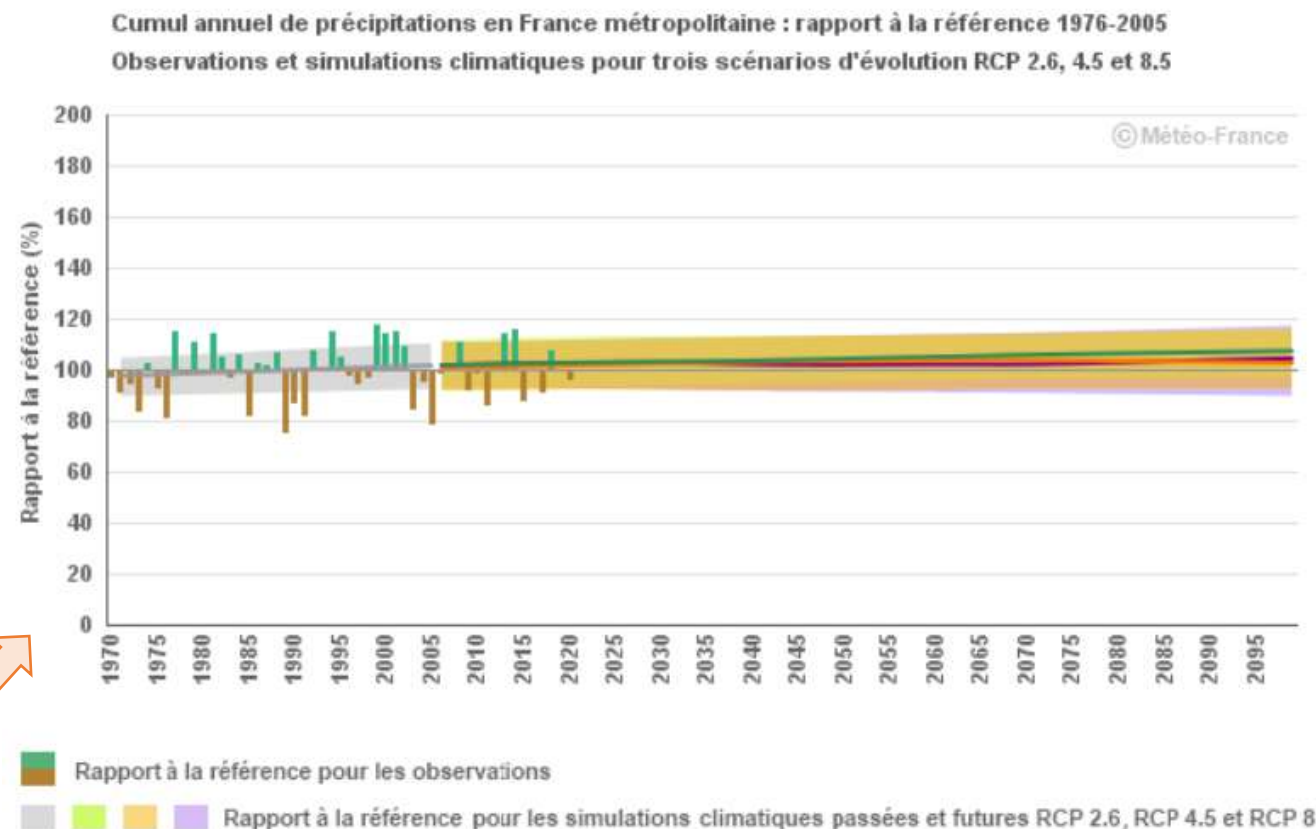
En bio on est à **+ 0,5L/kg vif produit** ...

... ce qui revient à **5,3 m³** d'eau en plus pour un lot
(avec un poids vif produit moyen de 10,5 T/lot)



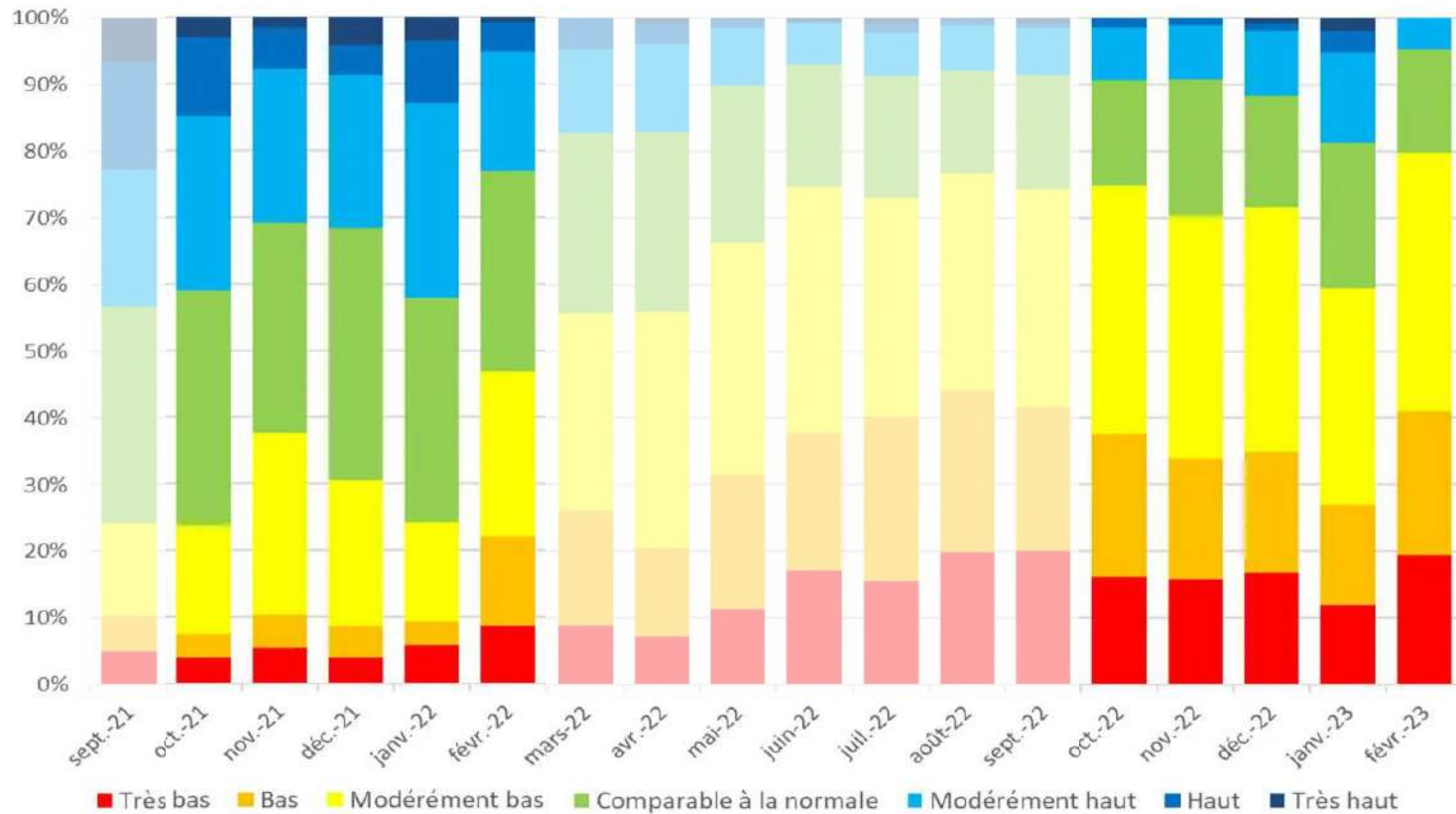
Maintenant on sait combien on consomme, mais combien est dispo ?

- L'eau du réseau reste la source d'alimentation privilégiée des élevages
 - contrôlée,
 - respecte les critères de potabilité,
 - stable
- Eau du réseau provient de l'eau des nappes phréatiques
- Les nappes phréatiques se rechargent grâce aux pluies, mais peu d'évolution des précipitations



Evolution du niveau des nappes phréatiques

- Peu de pluies se traduisant par une recharge difficile des nappes



Situation des nappes d'eau souterraines : évolution 2022-2023

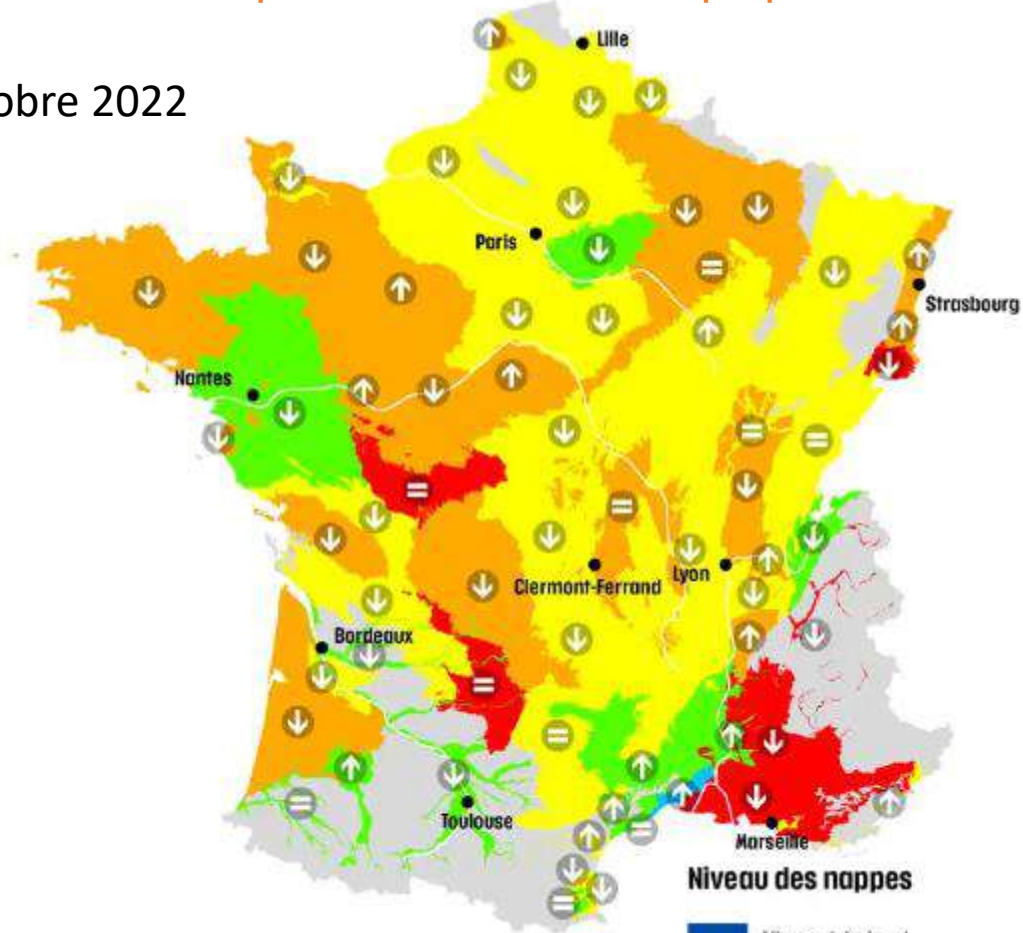
© BRGM / www.brgm.fr



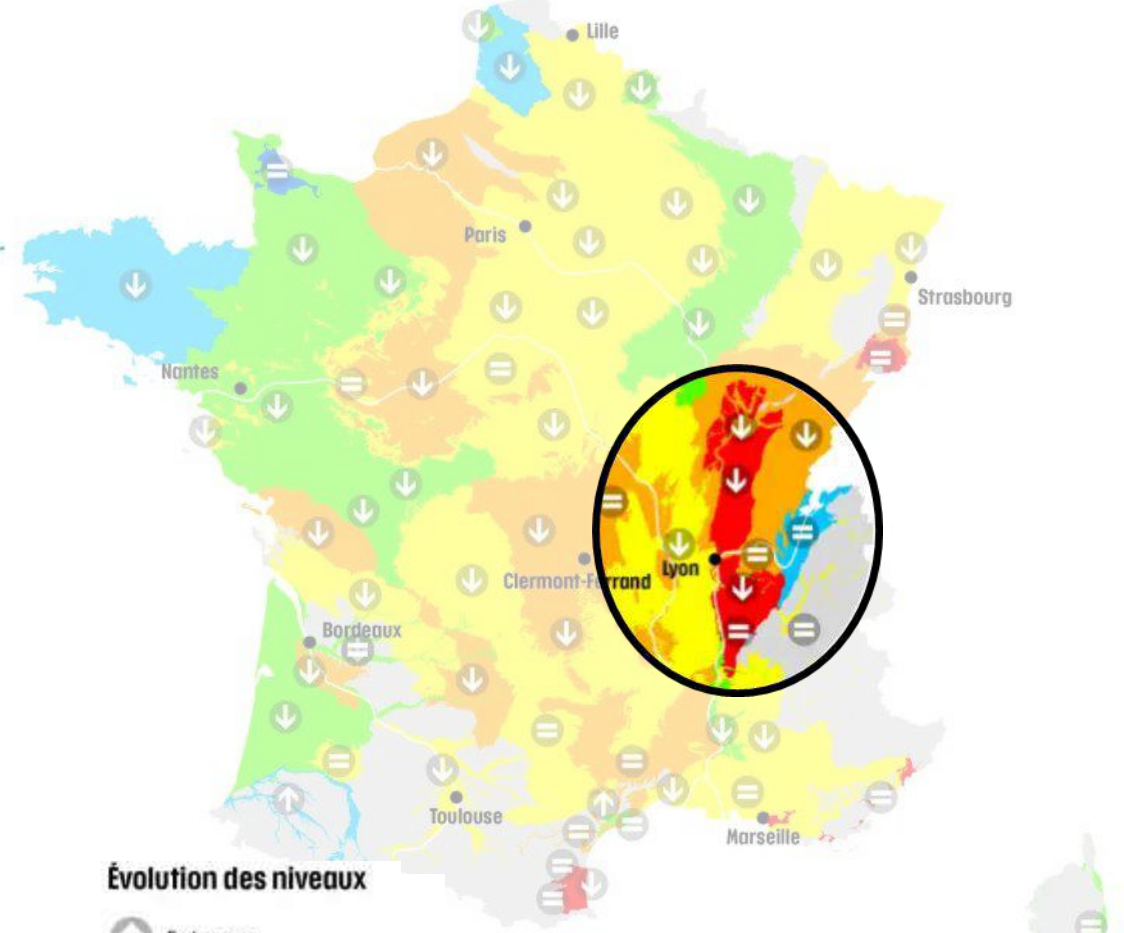
Evolution du niveau des nappes phréatiques

La situation est particulièrement compliquée dans couloir Rhône-Saône

Octobre 2022



Niveau des nappes



Évolution des niveaux



Constats

- L'état des nappes est sous les normales mensuelles, notamment sur le couloir Rhône-Saône et les recharges se font difficilement.

La disponibilité en eau diminue, il est important
**de trouver des alternatives et repenser sa
gestion de l'eau à l'année ...**



...ça tombe bien, c'est l'objet du
projet Cerceau 2 !



CERCEAU 2

Inventorier les ressources en eau disponibles en région AURA
et leurs usages au cours de l'année en productions animales
pour limiter les prélèvements sur le réseau



Hors action 1

Cerceau 2

- **Objectif** : s'intéresser aux différents systèmes existants pour réfléchir sa gestion de l'eau sur l'année et anticiper les pénuries

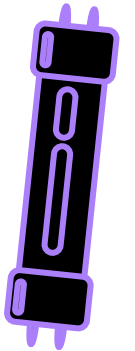
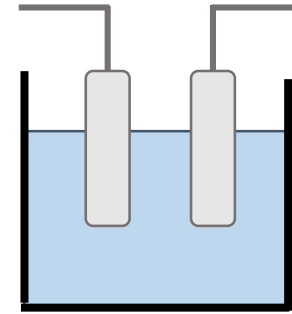
Récupération (pluie, forage)



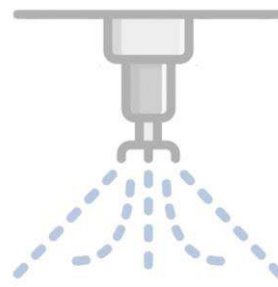
Stockage (citerne, géomembrane)



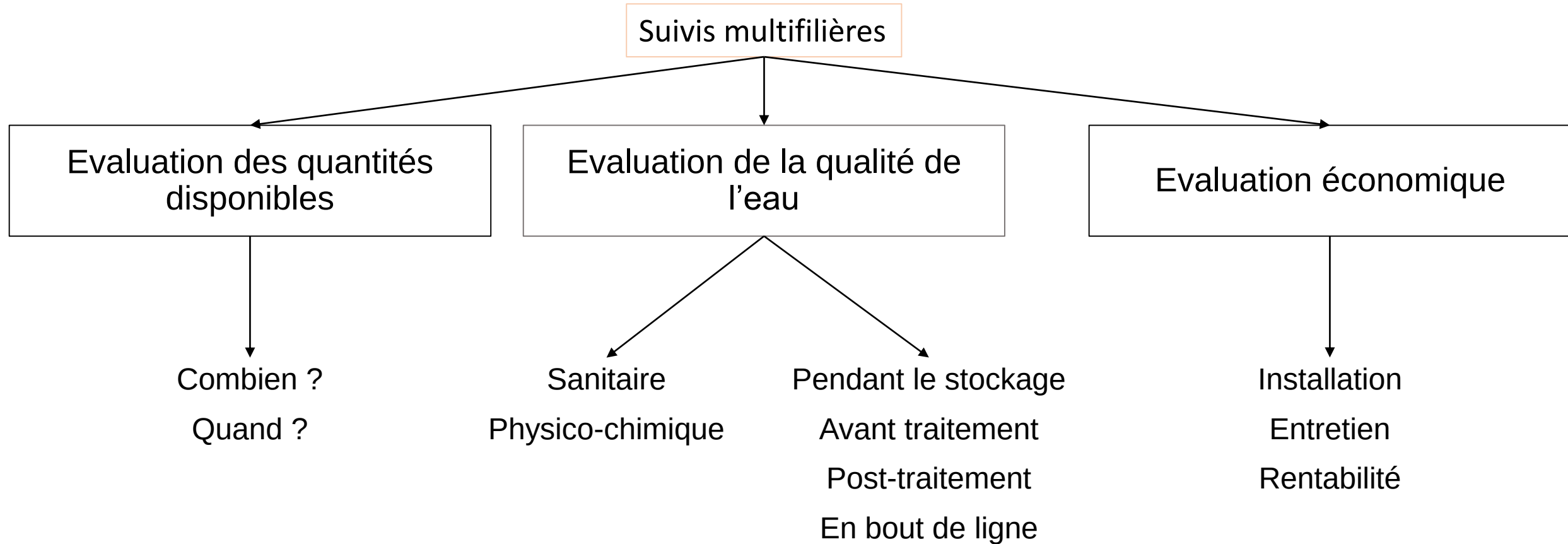
Traitement (électrolyse, UV)



Pour quels usages ?



Réalisation de suivis



Comprendre la mise en place et l'utilisation des systèmes alternatifs pour **raisonner sa gestion de l'eau sur l'année**



Merci pour votre attention !

Un grand merci aux éleveurs et techniciens ayant participé au projet ainsi qu'à la remontée des résultats

Un merci aux financeurs du projet



Journée ITAVI volailles de chair Valence 2023



Conjoncture économique

Mathieu DESOLE, ITAVI

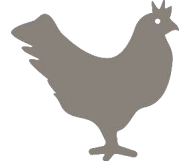


Marchés de la volaille et évolution des comportements d'achat

Journée ITAVI – Volailles de Chair

Mathieu DESOLE – 23 novembre 2023



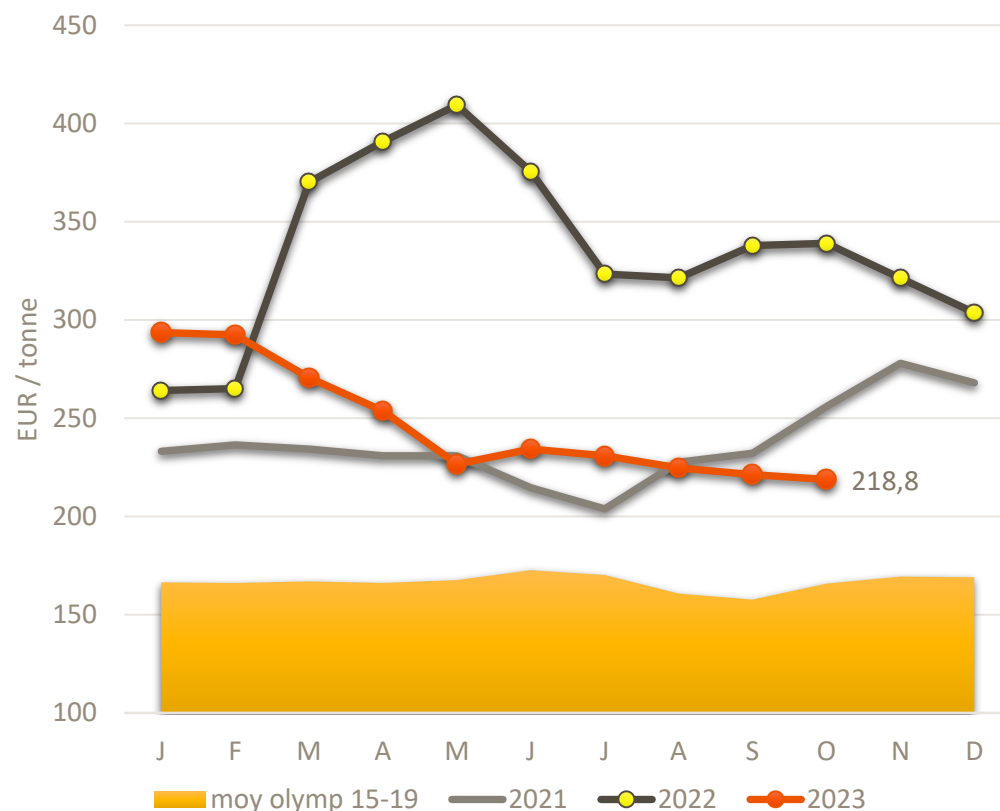


Cours des matières premières

Détente des marchés...abondance de l'offre russe (blé) et pression des disponibilités en Amérique du Nord...demande mondiale morose

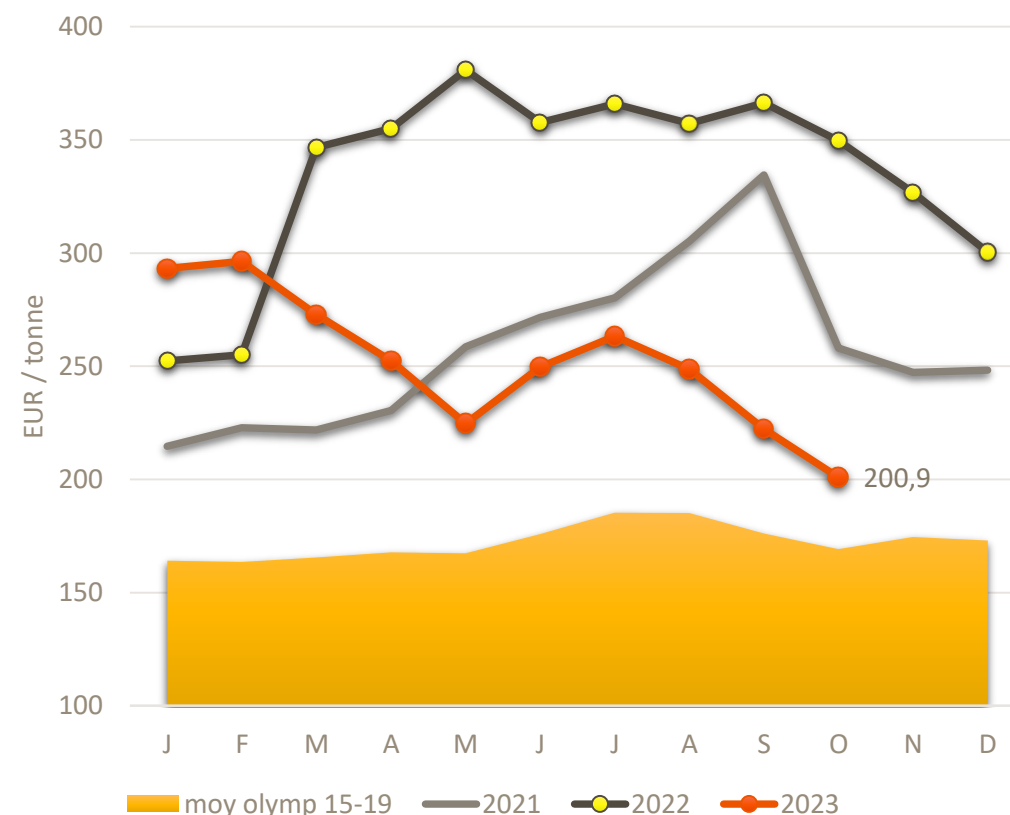
Blé fourrager rendu Ile-et-Vilaine

majorations incluses



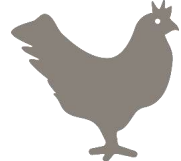
Maïs rendu Ile-et-Vilaine

majorations incluses



Source : La Dépêche

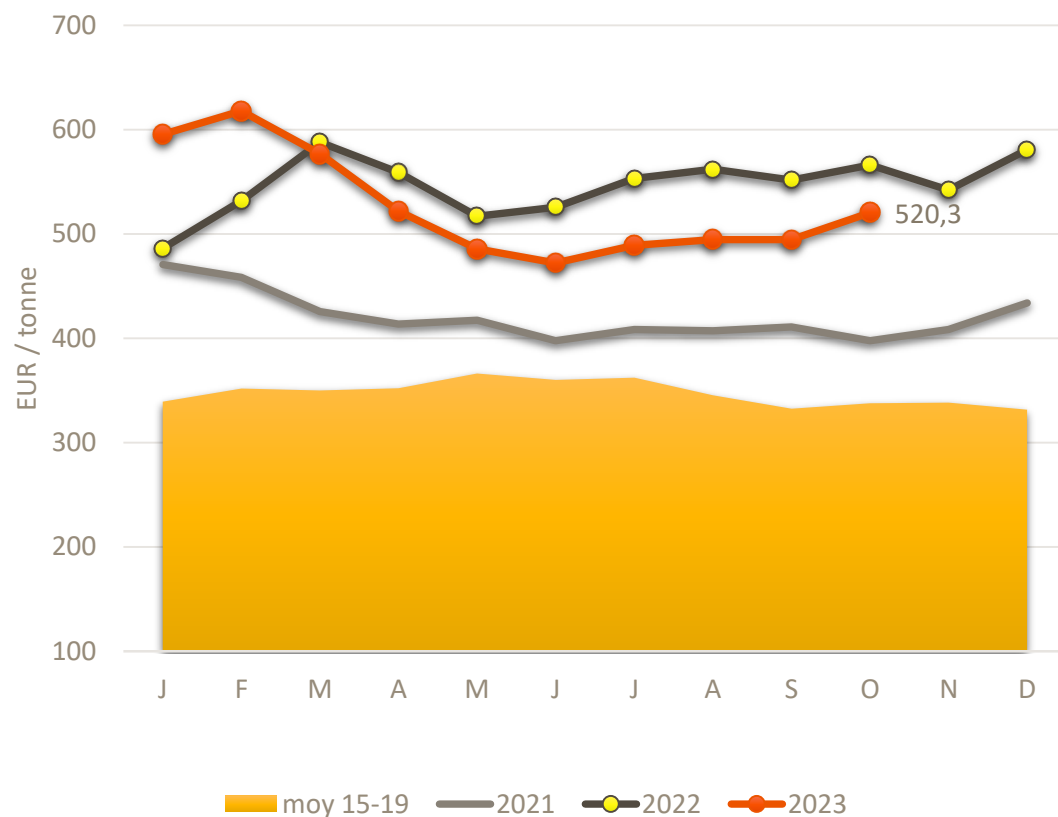




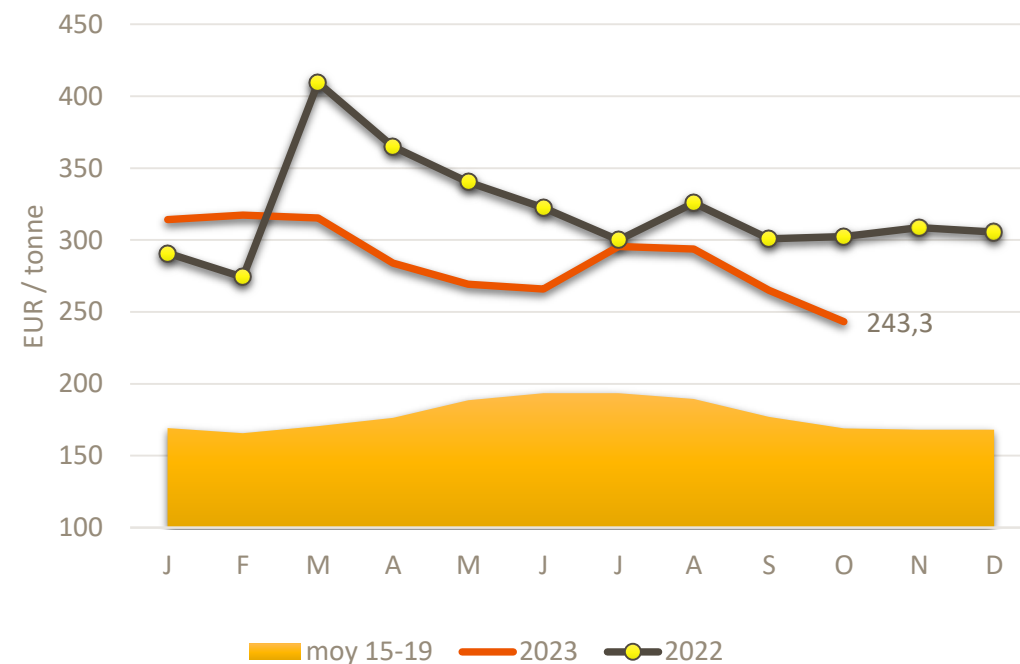
Cours des matières premières

La récolte mondiale en tournesol fait reculer le prix... les achats chinois pèsent sur le prix du soja

Tourteau de soja départ Montoir

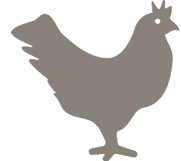


Tourteau de tournesol départ St. Nazaire



Source : La Dépêche



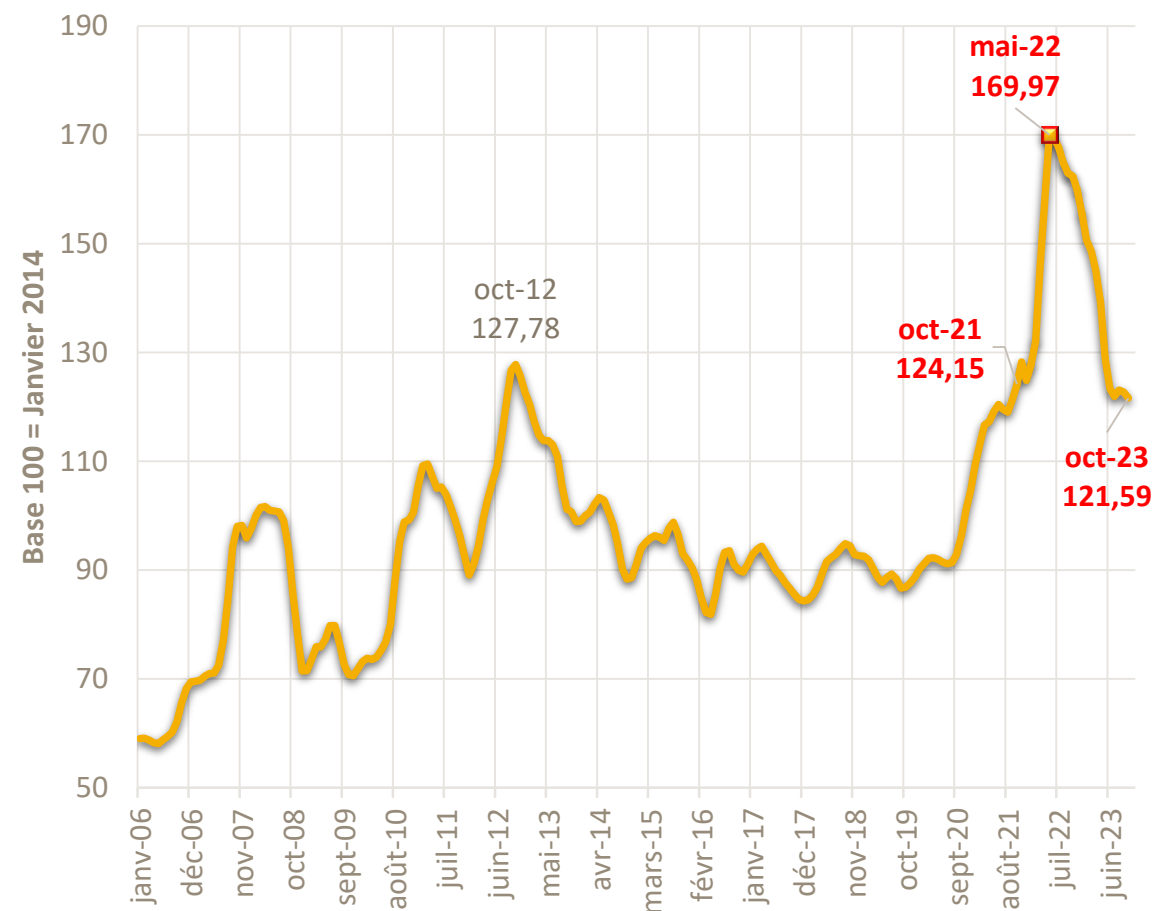


Indice ITAVI poulet standard

Détente sur les indices

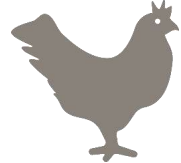
	Poulet	m/m-1	n/n-1
2019	88,94		
2020	93,87		5,5%
2021	119,42		27,2%
2022	156,35		30,9%
Oct-2023	121,59	-0,9%	-25,1%

Indice poulet en octobre 2023 retrouve son niveau de septembre 2021



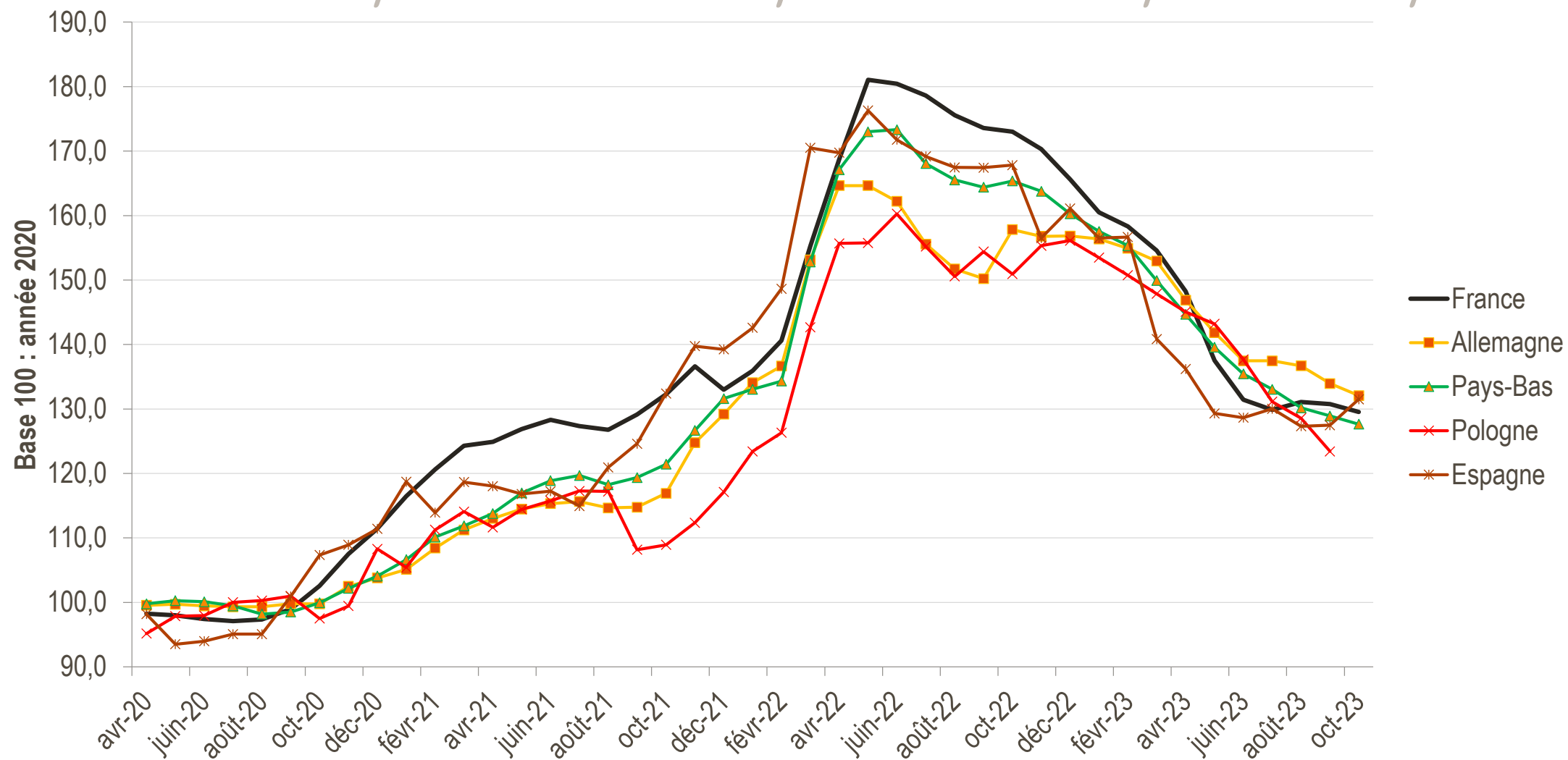
Source : ITAVI





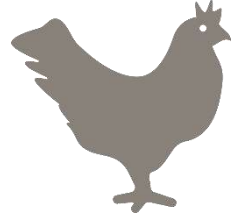
Prix aliments Europe

Tendance baissière puis stabilisation des prix d'aliments composés en Europe



Source : ITAVI d'après MEG, LEI

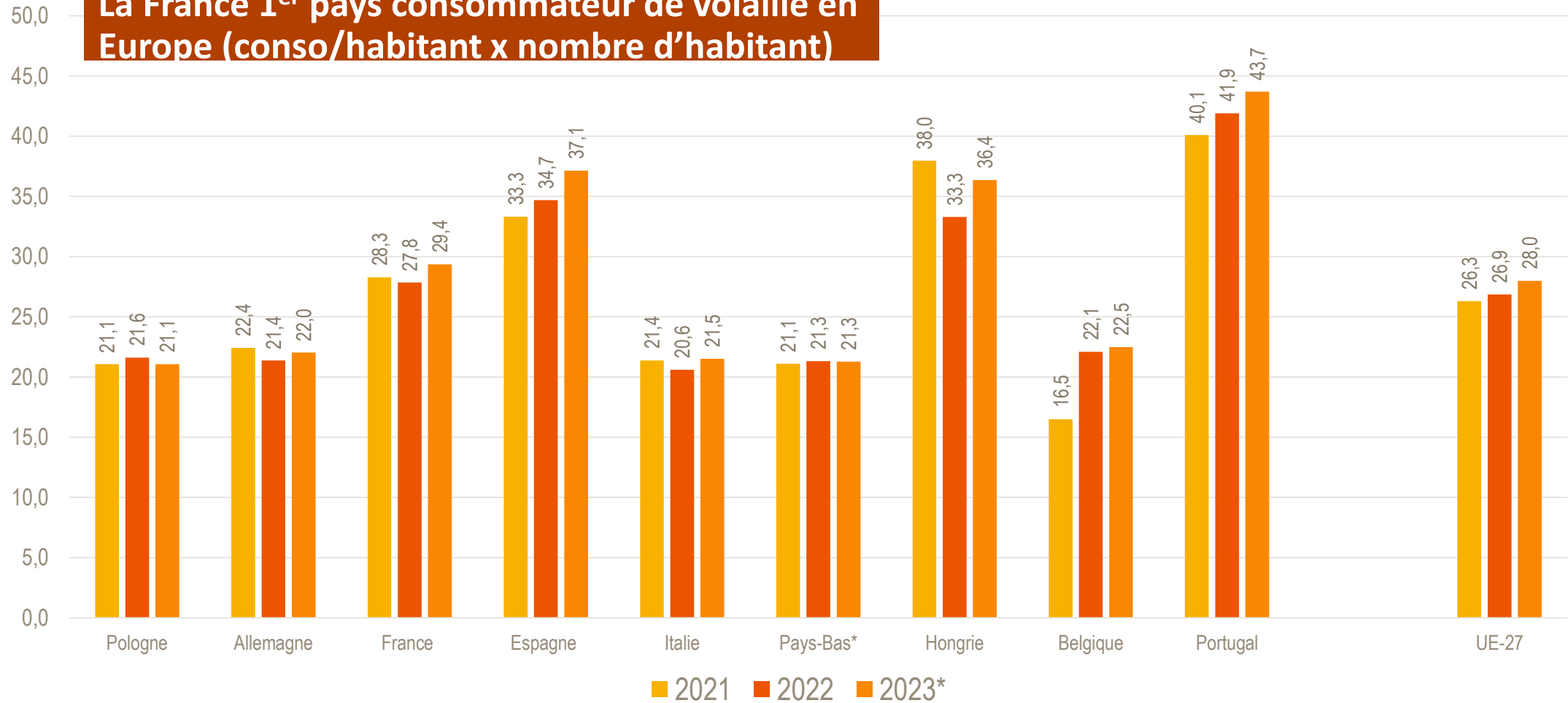




La consommation de volaille en UE

prévision en hausse dans la plupart des pays en 2023 (effet IAHP en 2022)

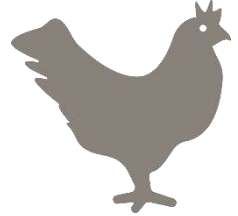
La France 1^{er} pays consommateur de volaille en Europe (conso/habitant x nombre d'habitant)



Source : ITAVI d'après Eurostat et sources nationales

* estimations,

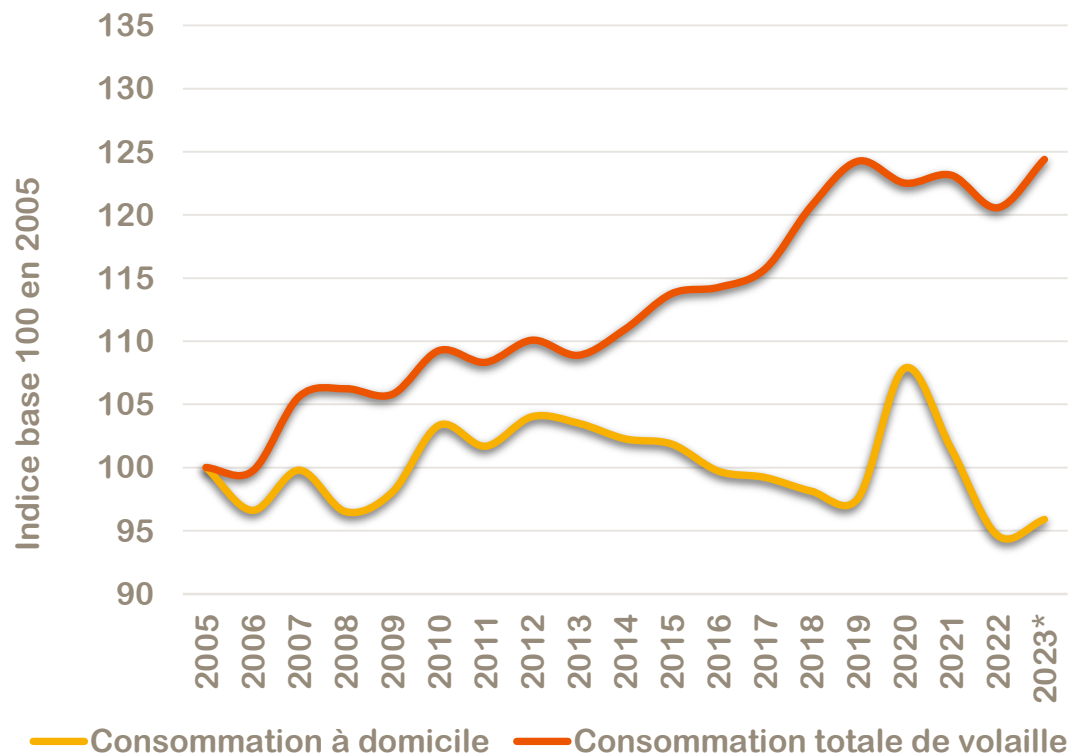




La consommation de volaille par circuit

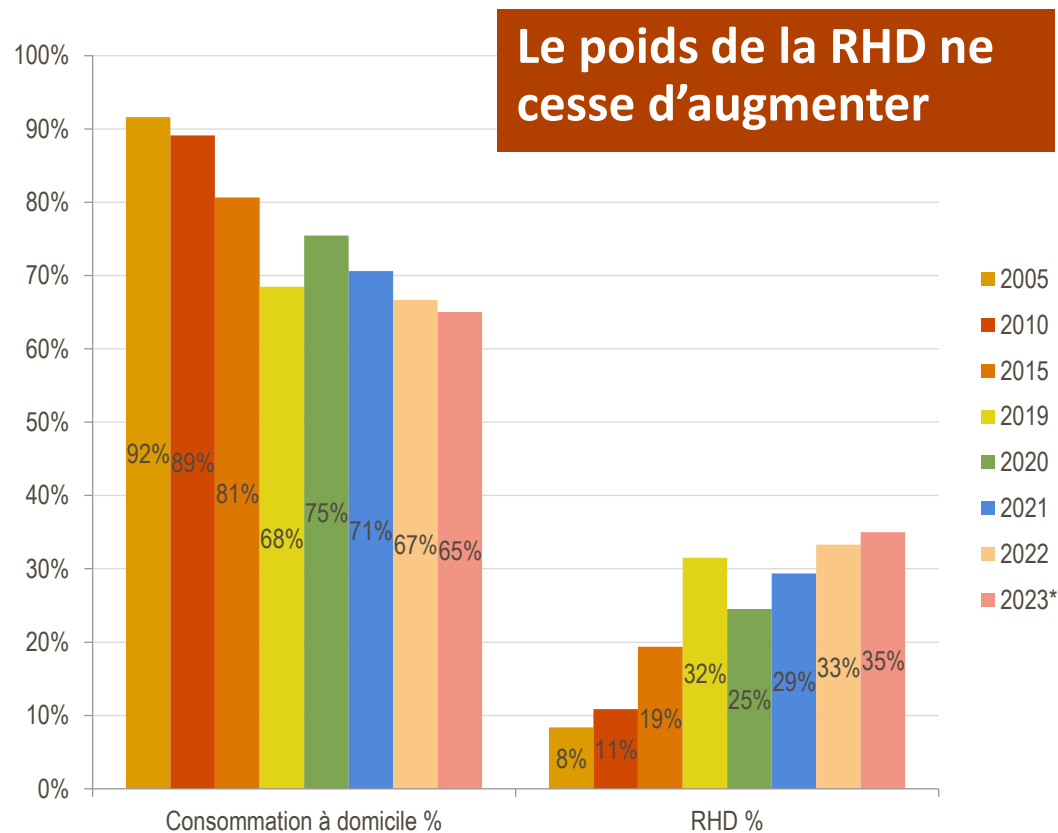
*Le secteur RHD progresse au profit des imports en 2023**

Comparaison de l'évolution de la consommation totale et à domicile de viande de volailles



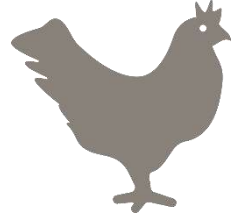
Source : ITAVI d'après Agreste, Kantar Wordl Panel pour FranceAgriMer

Poids de la consommation de volailles par circuit



* estimations,

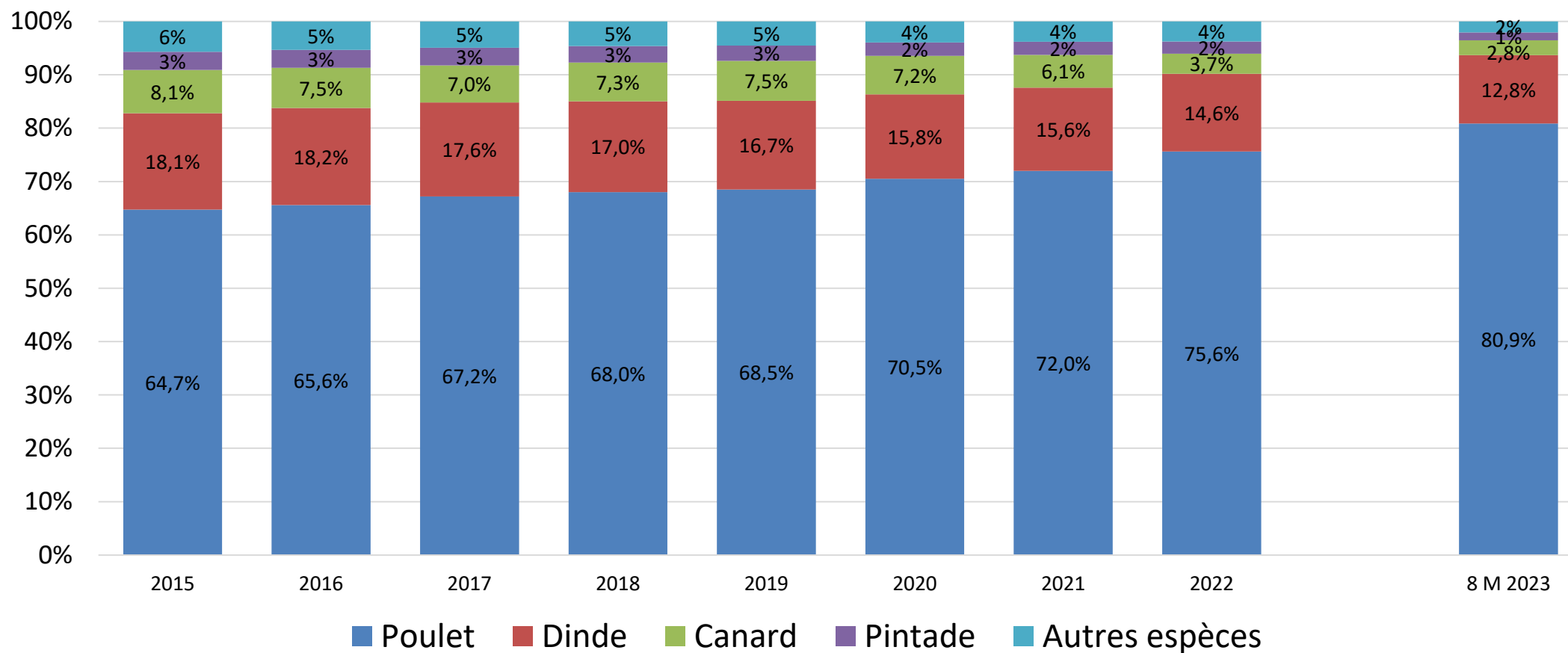




France - La consommation de volaille par espèce et type

2023 : le poulet continue son ascension, désormais 4/5 de la volaille consommée en France est du poulet

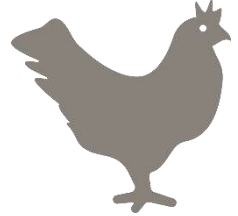
Segmentations des achats des ménages par espèces de volaille (hors élaborés, abats, surgelés)



Source : ITAVI d'après Kantar World Panel pour FranceAgriMer

* estimations,

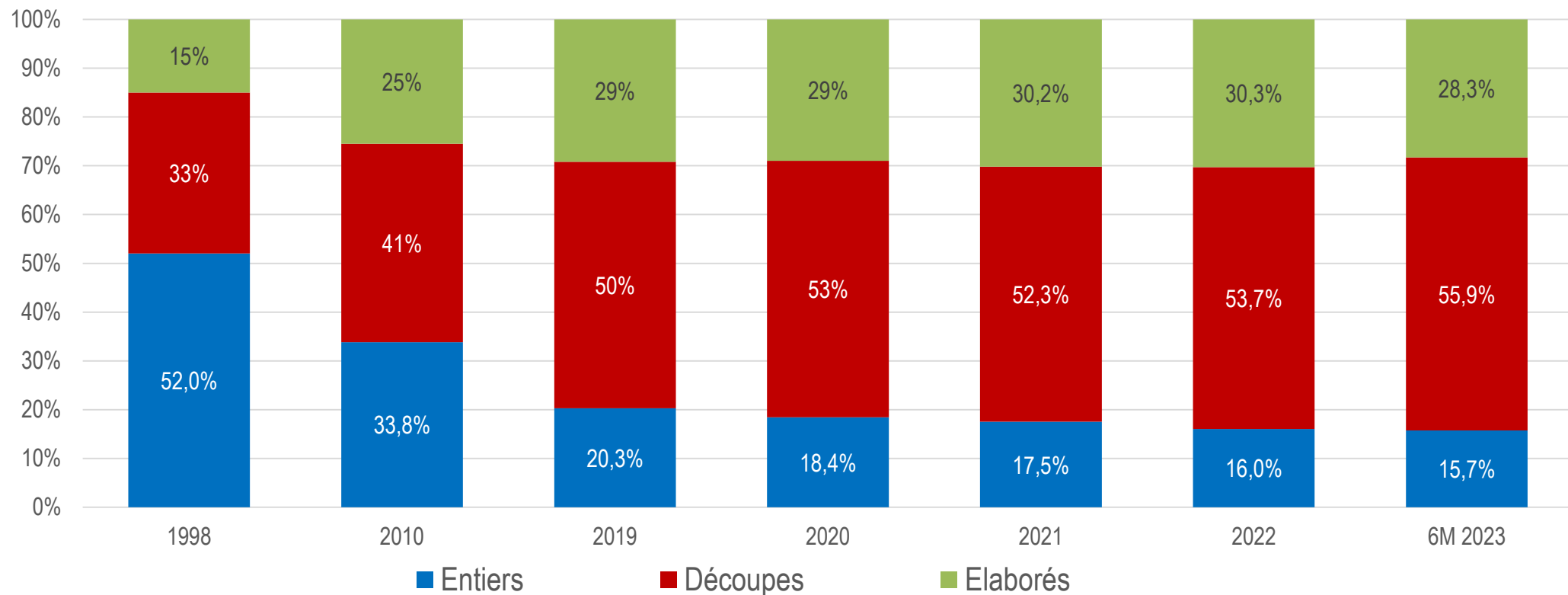




La consommation de volaille par espèce et type

**2023 : La part des élaborés et charcuterie recule pour la première fois (inflation)...
stabilisation des achats en entier et croissance des découpes (cuisses & filet)**

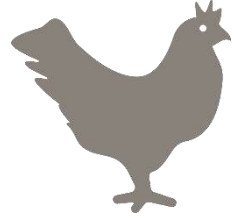
Répartition des achats de poulet par type



Source : ITAVI d'après Kantar pour FranceAgriMer

* estimations,

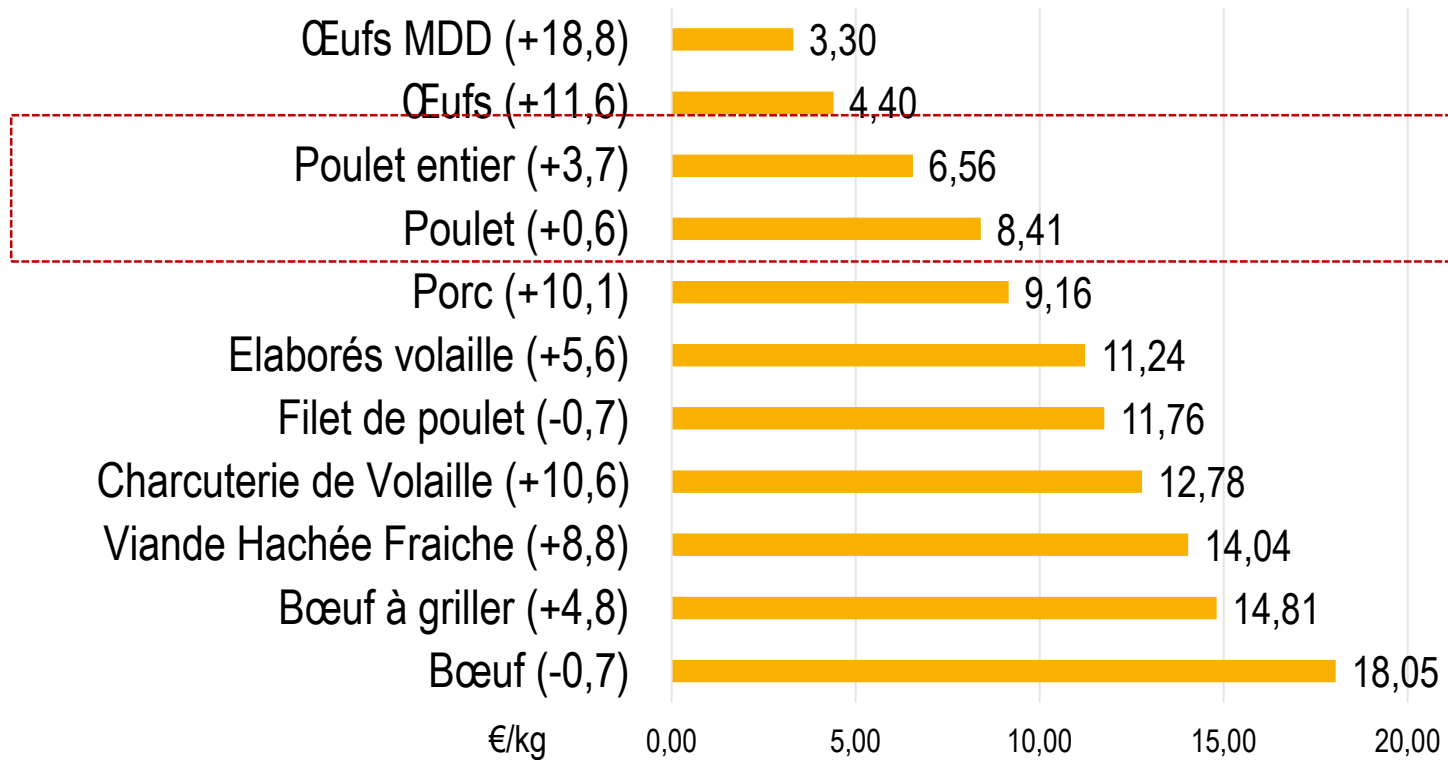




France | La volaille (œufs et poulet), les protéines animales les plus abordables

Prix vente consommateur des principaux produits d'origine animale Aout 2023 en €/ kg produit

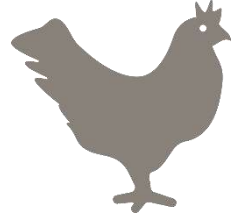
(evol prix % aout 23/22)



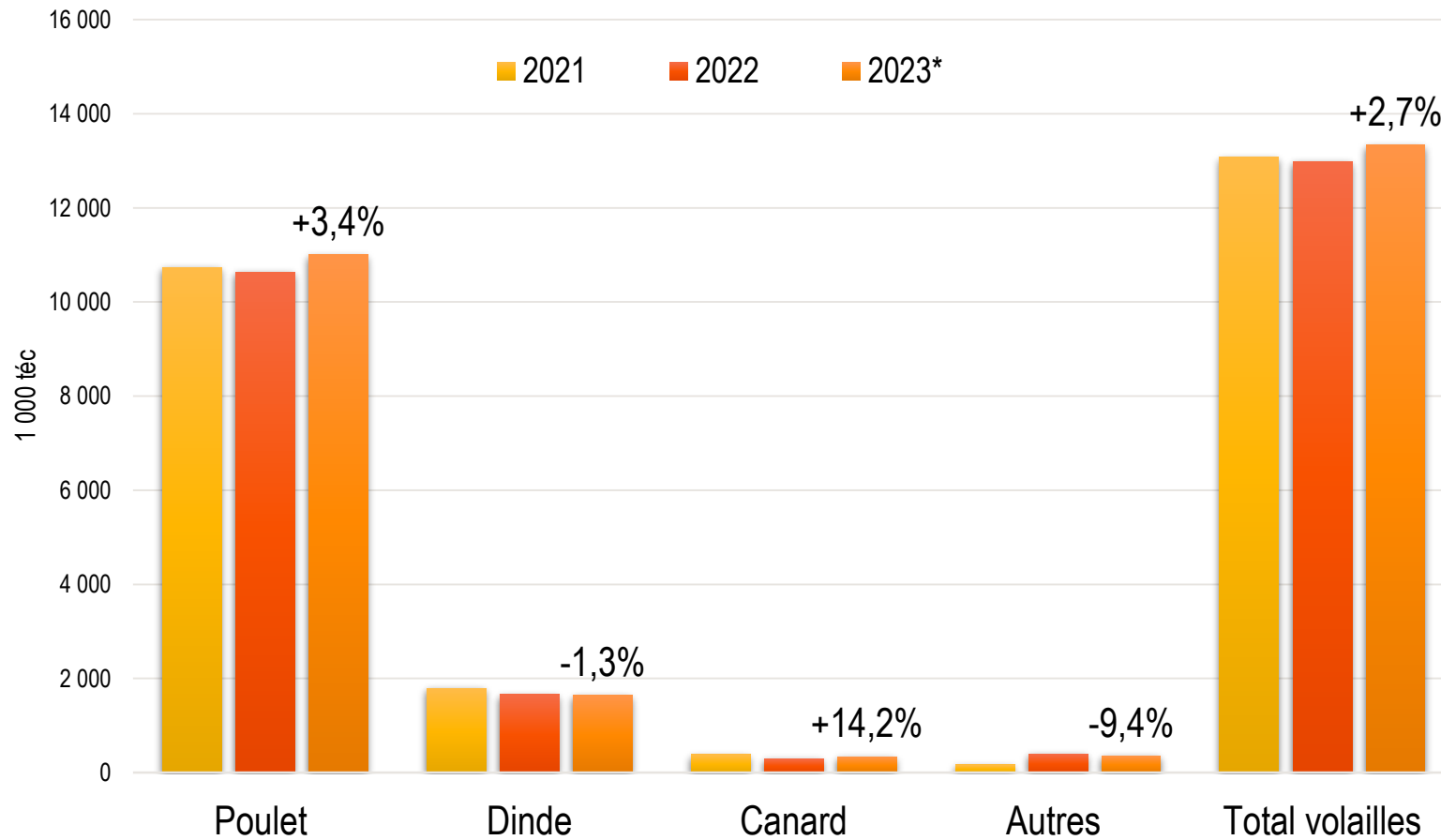
La viande de volaille (poulet) se trouve en deuxième position derrière les œufs en terme de protéines animales les plus abordables.

Source : Itavi d'après Kantar World Panel pour FranceAgriMer



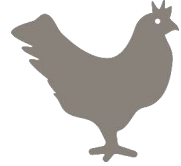


Evolution des abattages de viande de volailles par espèce UE-27



Le poulet progresse à nouveau après une baisse conjoncturelle en 2022, il tire la production de volaille en Europe. La dinde continue de décroître (après une année 2022 également compliqu e).

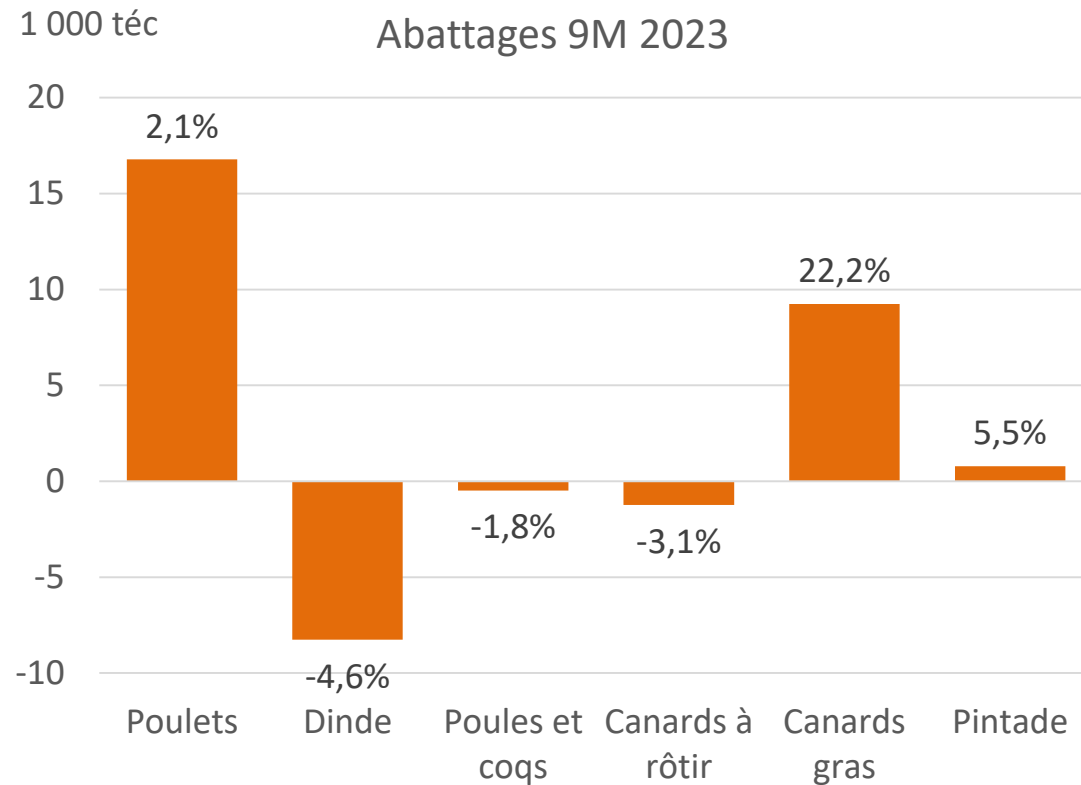
Source : ITAVI d'après Eurostat, sources nationales



Abattages de volailles

Redressement des abattages depuis l'été 2023

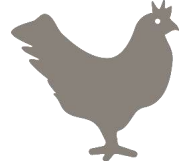
Evolution des abattages de volaille en 2023 par rapport à 2022



téc	Mois de septembre			Cumul 9 mois		
	2022	2023	%23/22	2022	2023	%23/22
Poulets	92 446	92 810	0,4%	798 926	815 703	2,1%
Poules et coqs	3 019	2 653	-12,1%	25 960	25 482	-1,8%
Dinde	19 246	22 468	16,7%	179 045	170 776	-4,6%
Canards à rôtir	3 844	6 125	59,3%	39 913	38 682	-3,1%
Canards gras	6 845	7 810	14,1%	41 720	50 967	22,2%
Pintade	1 866	1 955	4,8%	14 286	15 065	5,5%
Total volailles	127 504	134 114	5,2%	1 100 297	1 117 358	1,6%

Source : ITAVI d'après SSP





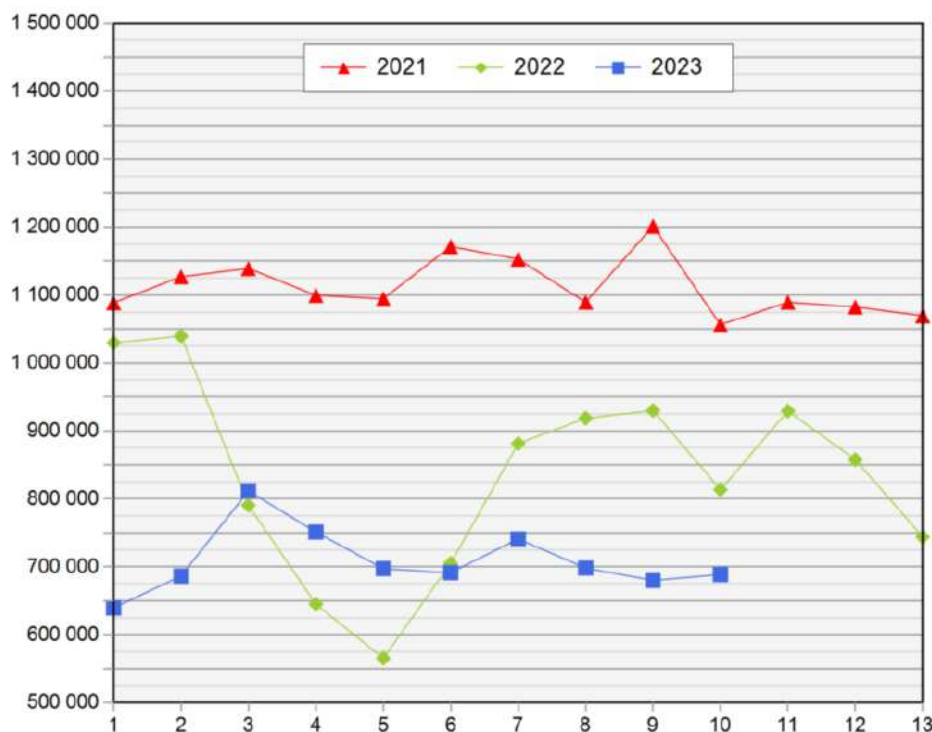
France | ralentissement de la production SIQO

IAHP et inflation pénalisent les SIQO

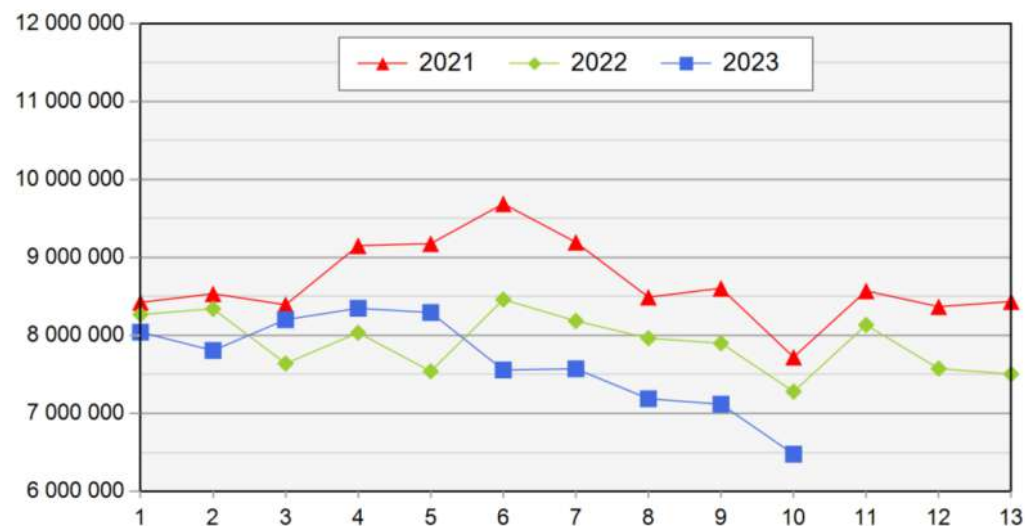
Évolution des MEP poulet Bio
(- 25% en 2022; **-14% cumul 10P 23/22**)

Évolution des MEP poulet LR (- 9%
22/21; **-4% cumul 10 périodes 23/22**)

Mises en place de poulets Bio en filières organisées

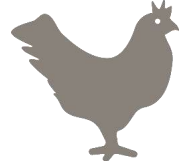


Mises en place de poulets Label Rouge



Source : ITAVI d'après Synalaf





Commerce extérieur par type de produit 9M-2023

Un solde commercial qui se dégrade et des exportations en forte baisse



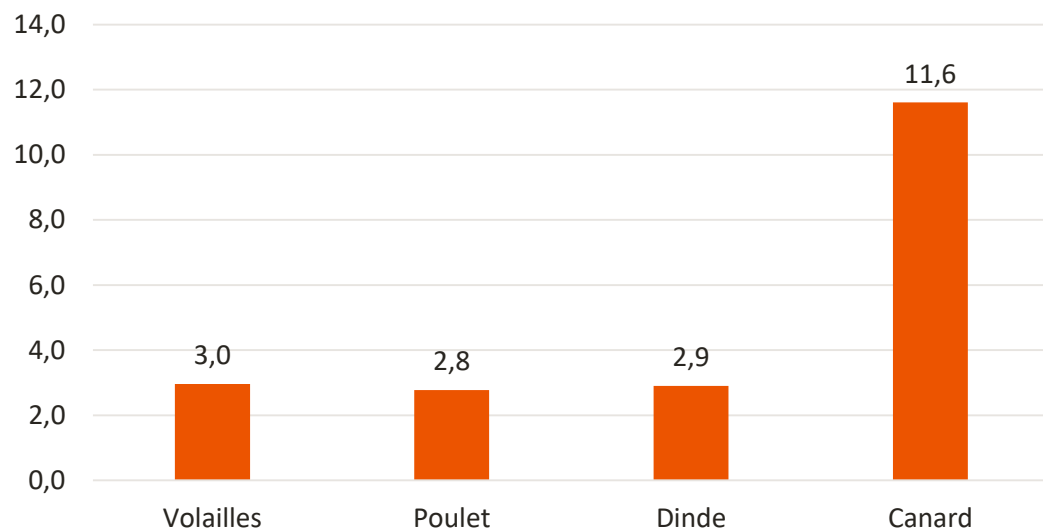
+ 3,0%
9M 23/22

* (+7,5 %) d'évolution hors les imports
depuis le Royaume Uni (flux en quasi-transit)



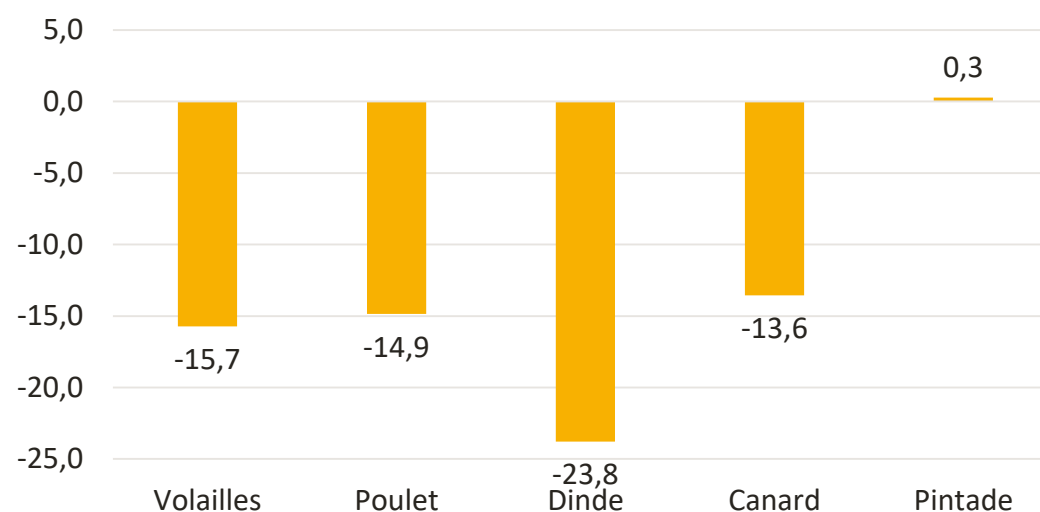
- 15,7 %
9M 23/22

% Evolution des imports en volume 9M 23/22



■ % évolution imports 9M 23/22

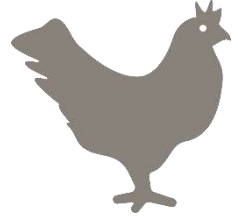
% Evolution des exports en volume 9M 23/22



■ % Evolution exports 9M 23/22

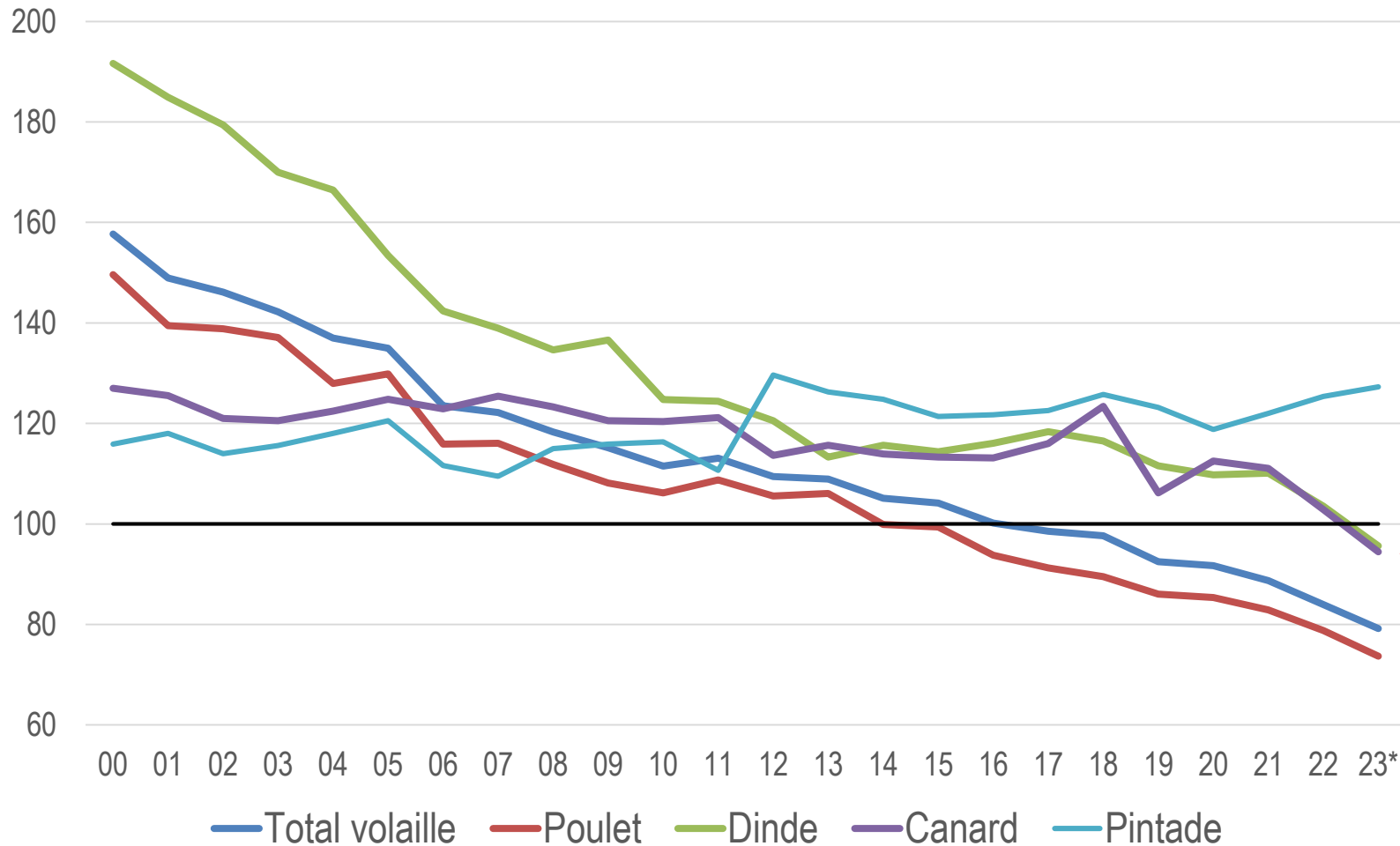
Source: ITAVI d'après douanes françaises





Le taux d'auto-approvisionnement en France en forte dégradation en 2023

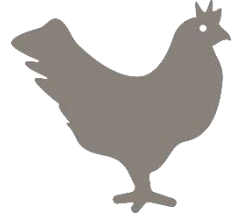
Rapport production/consommation



Pour la première fois le taux d'auto-approvisionnement en dinde et canard risque de plonger sous les 100% en 2023 → baisse de la production et progression des imports

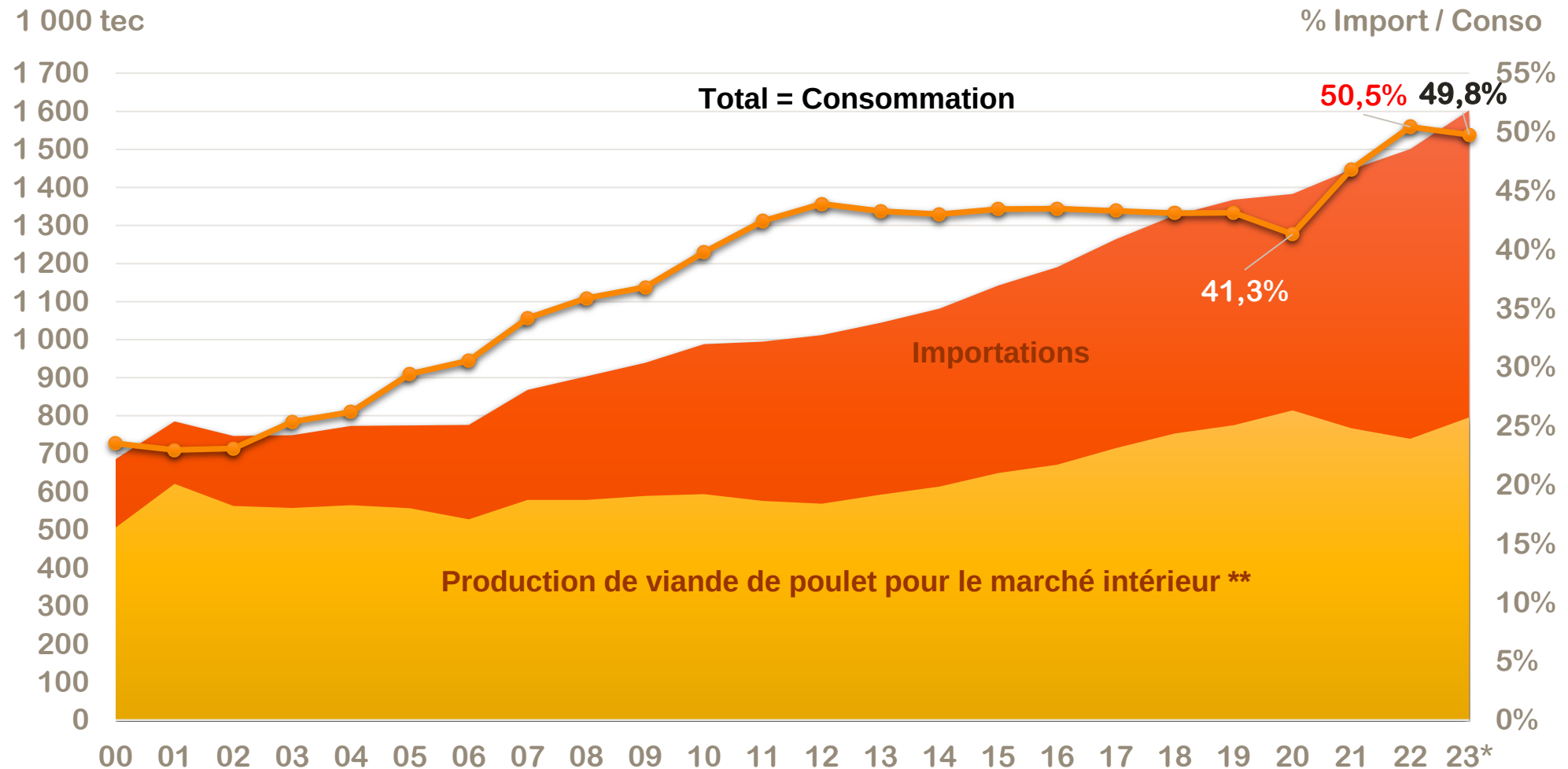
Source: Itavi d'après SSP, douanes





La part du poulet importé dans la consommation

Le rapport import/consommation devrait reculer légèrement en 2023



Source: Itavi d'après SSP, douanes

** projections

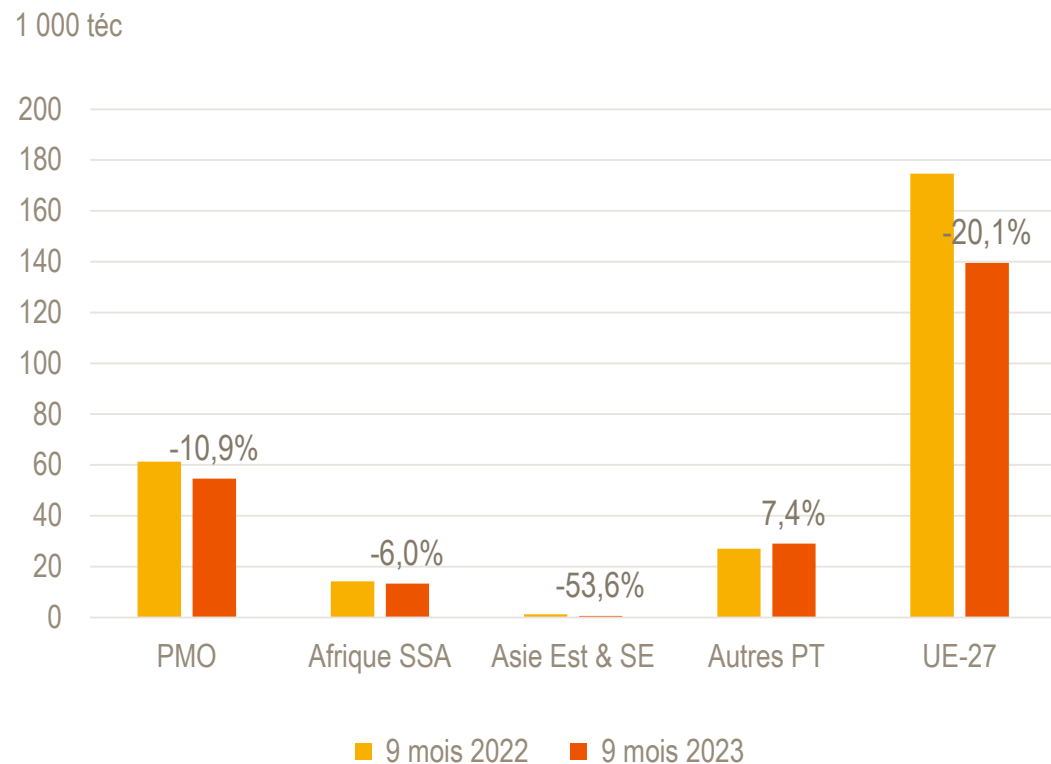




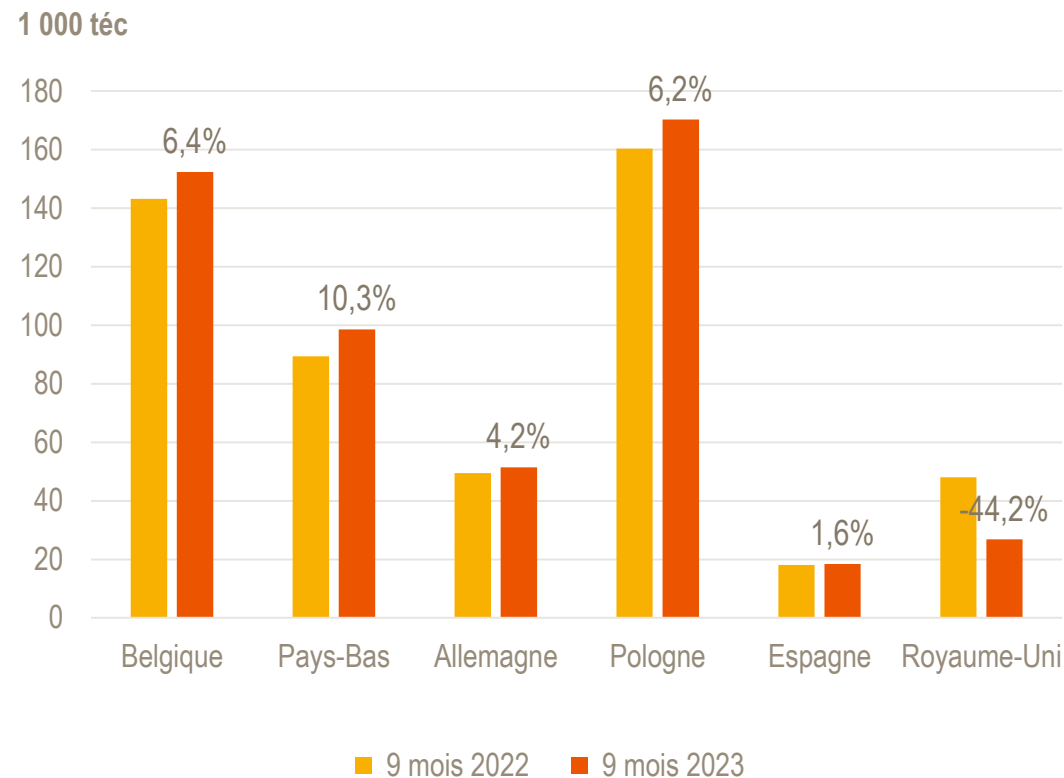
France | Échanges par pays - 9M 2023

Imports depuis les Pays-Bas , Belgique et Pologne très dynamiques

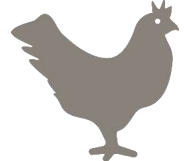
Exportations françaises de viande de poulet. 9M 2023 : -19 %



Importations françaises de viande de poulet. 9M 2023 : +7%



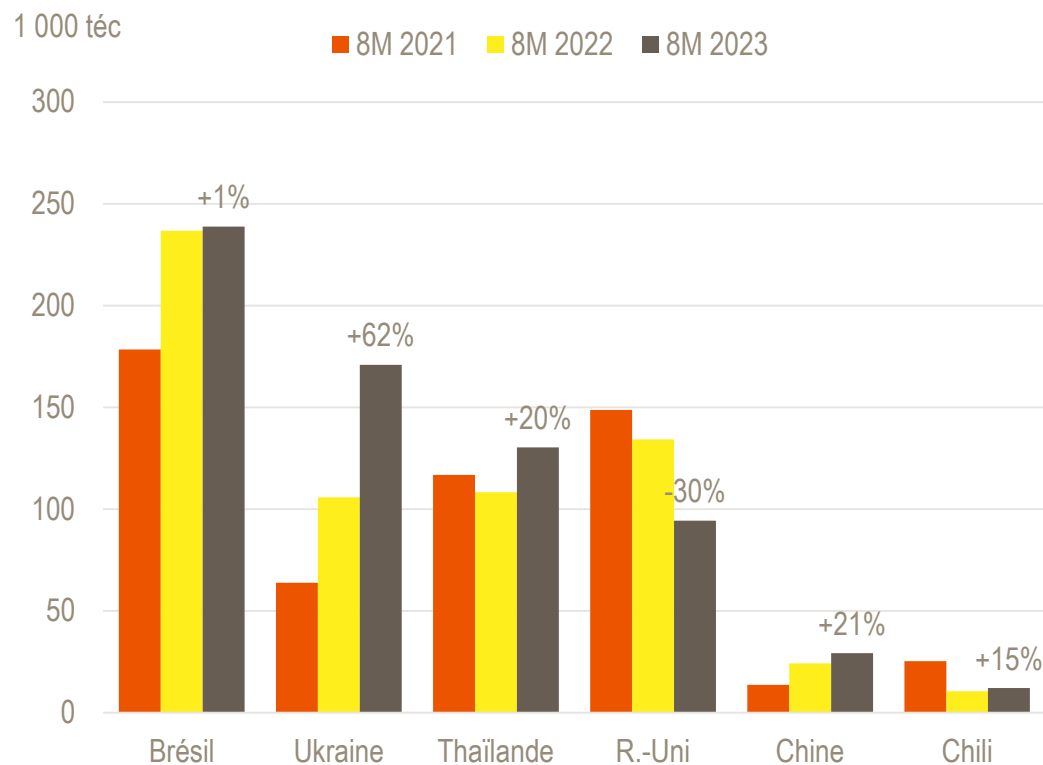
Source : ITAVI d'après Douanes françaises



UE | Commerce international – 8M 2023

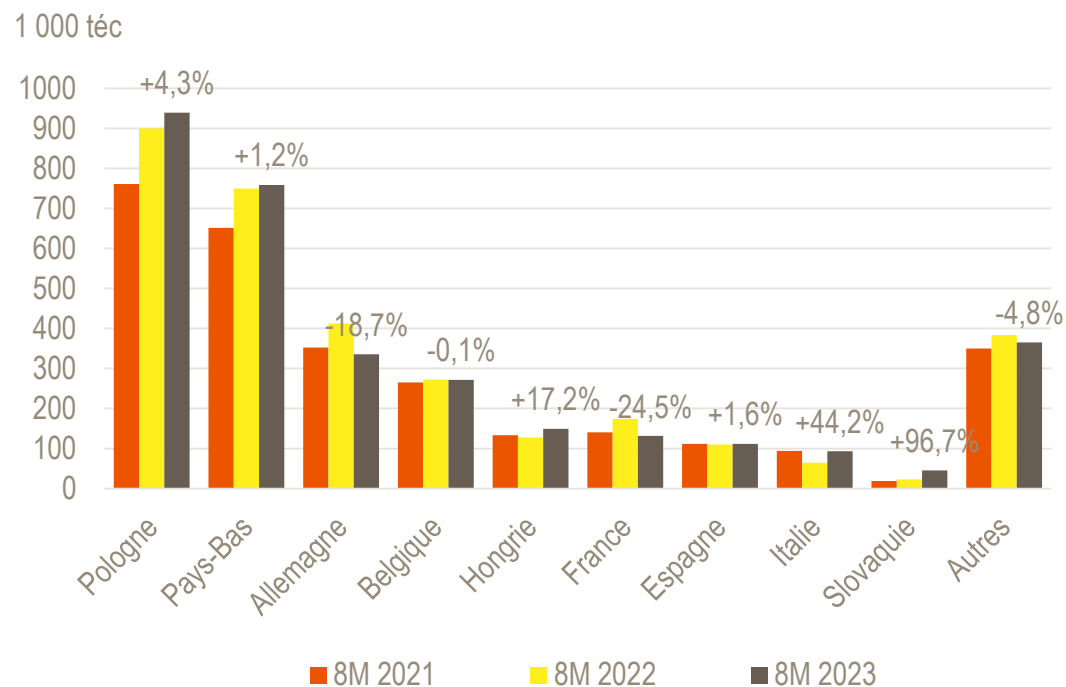
Importations (Ukraine – Thaïlande) dynamiques... Changement des flux intra (+ de flux provenant de l'Europe de l'Est

Importations de l'UE en volaille de chair depuis les pays tiers



Source : ITAVI d'après Commission européenne

Echanges intra-UE en volailles de chair



Echanges intra-UE stables

→ Hausse des envois de la Pologne, la Hongrie, et la Slovaquie



Conclusion

- Une certaine « détente » sur les matières premières et sur l'énergie après une année 2022 de tous les records
- Une inflation qui impacte la consommation mais deux filières sont toujours à la hausse (poulet en VdC et aussi œufs)
- Encore des effets de l'IAHP sur la production (avec des espèces plus touchées que d'autres)
- Des points forts : France le premier pays en consommation de volaille de chair, une production « retrouvée »...
- Des points d'attention : deux espèces qui vont passer en 2023 sous le seuil d'auto-provisionnement (dinde et canard), la « déconsommation » sur certaines espèces et le niveau global des importations



Merci de votre attention !

Retrouvez nos analyses et publications sur www.itavi.asso.fr

Contact : desole@itavi.asso.fr



Journée ITAVI volailles de chair Valence 2023



Présentation de l'analyse du recensement agricole

Aymeric LE LAY, ITAVI





Blancs de poulets & blancs cheveux ?

Matériel et méthode : le recensement agricole

Quelques enseignements du recensement agricole :

- ☐ Exploitations d'élevages
- ☐ Âge des agriculteurs
- ☐ Âge des aviculteurs
- ☐ Âge des éleveurs de volailles de chair
- ☐ Nombre d'exploitants de volailles de chair par production
- ☐ Devenir de l'exploitation de volailles de chair selon âge des exploitants

Aymeric LE LAY – Simon FOURDIN



Matériel et méthode : le recensement agricole

- Entre octobre 2020 et mai 2021
- Modalités de collecte : internet, téléphone, présentiel
- Agriculteurs :
 - Chef d'exploitation et co-exploitants
 - Pas de distinctions par atelier
- 1292 variables au total
 - Concernant les volailles :
 - 82 tronc commun
 - + 35 en échantillon (bâtiment et effluents)



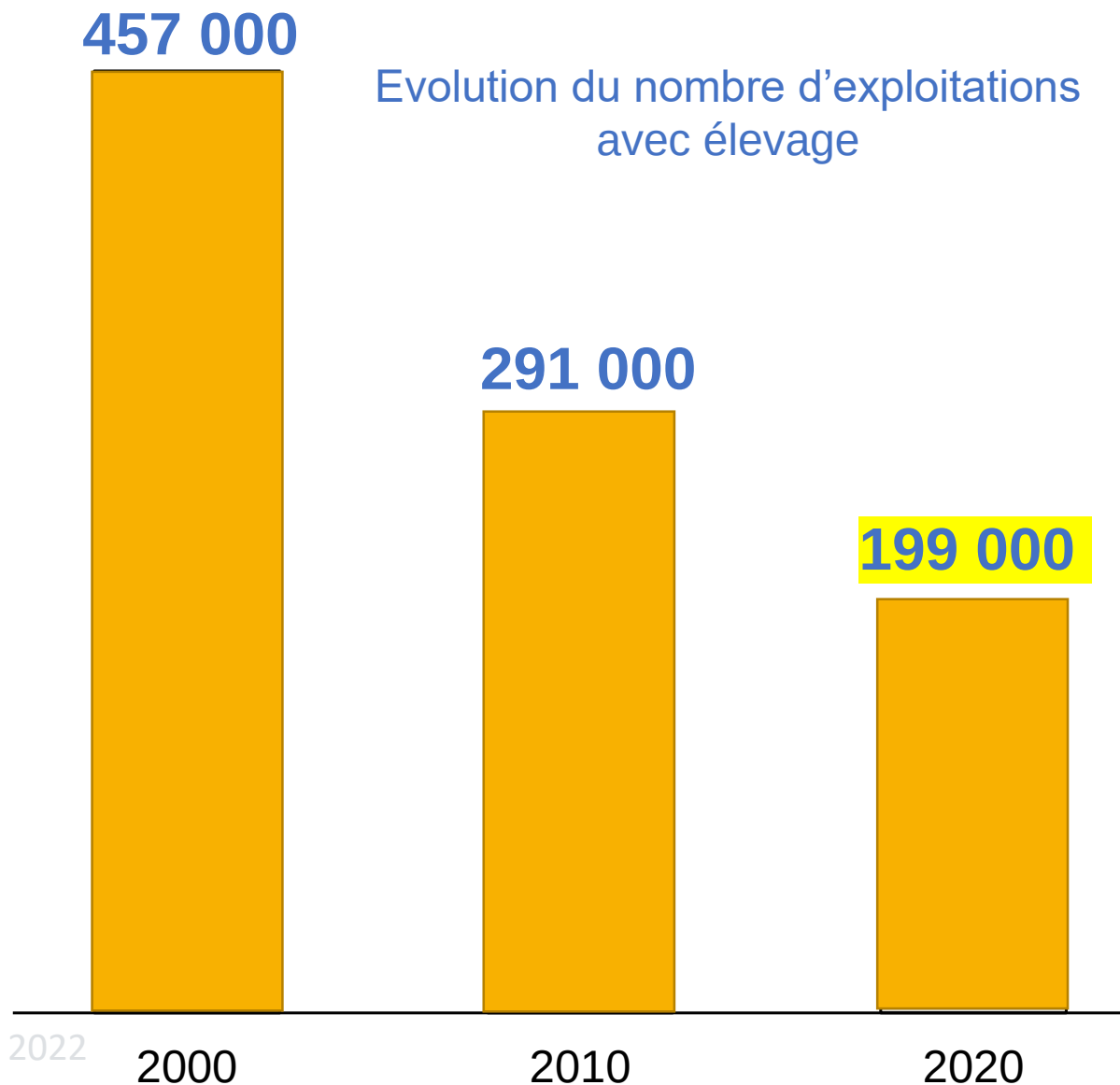
Exploitations avec élevages

...de poulets blancs (et autres volailles de chair)

De moins en moins d'exploitations d'élevages : -30% tous les 10 ans

Evolution du nombre d'exploitations
avec élevage

Part des exploitations ayant de l'élevage :
de 69% en 2000 à **51% en 2020**



Granivores sans activité herbivore significative

Mixtes granivores et herbivores

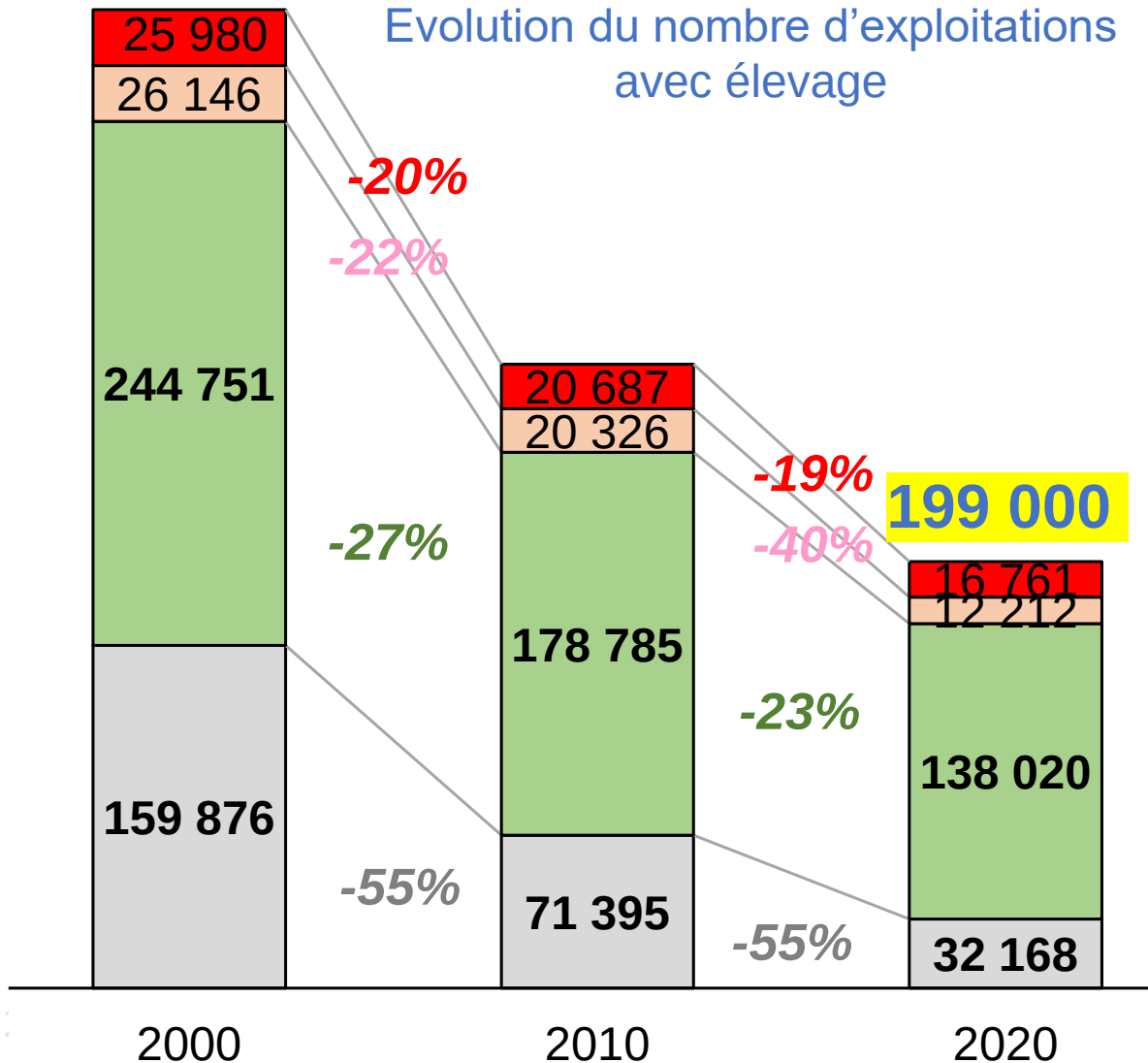
Herbivores sans activité granivore significative

Elevages de taille non significative

2022

De moins en moins d'exploitations d'élevages : -30% tous les 10 ans

Evolution du nombre d'exploitations
avec élevage



Part des exploitations ayant de l'élevage :
de 69% en 2000 à 51% en 2020

Granivores sans activité herbivore significative

Mixtes granivores et herbivores

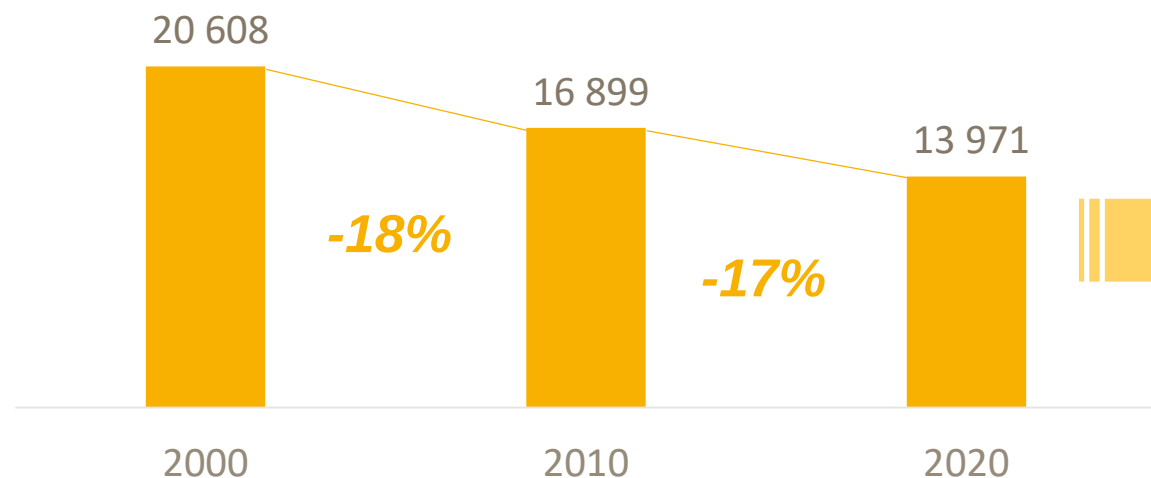
Herbivores sans activité granivore significative

Elevages de taille non significative

Source : SSP, RA 2020 2010 et 2000, traitement IFIP Christine Roguet

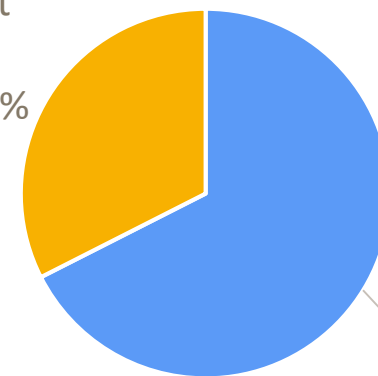
De moins en moins d'exploitation de VdC : -18% tous les 10 ans

Evolution du nombre d'exploitations de volailles de chair



Nombre d'exploitations de VdC en 2020

Ne produisant pas de poulets; 32%



Produisant du poulet; 68%

Dont 14k de Volailles de chair (VdC) ← Exploitations

Poulet, Dinde, Pintade, Canard à rôti, Oie, Caille, Pigeon

29k

Granivores sans activité herbivore significative

Mixtes granivores et herbivores

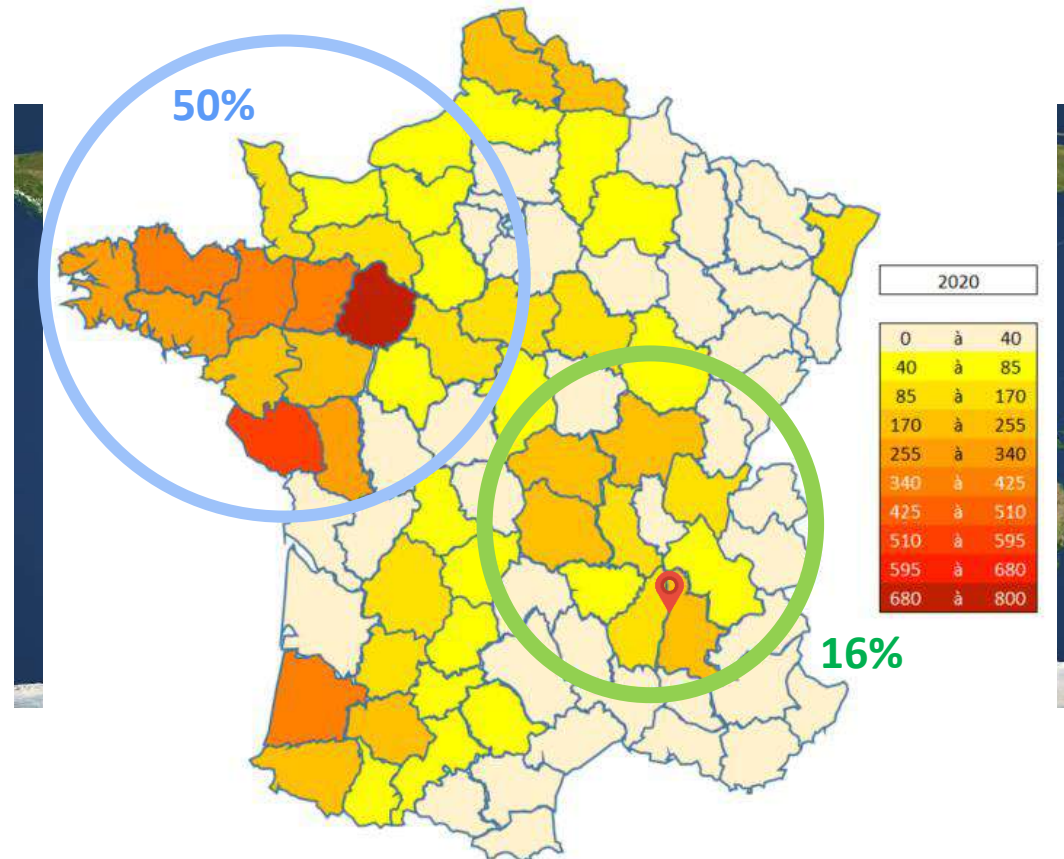
Herbivores sans activité granivore significative

Elevages de taille non significative

Source : SSP, RA 2020 2010 et 2000, traitement IFIP Christine Roguet

Elevage de poulet : répartition & concentration

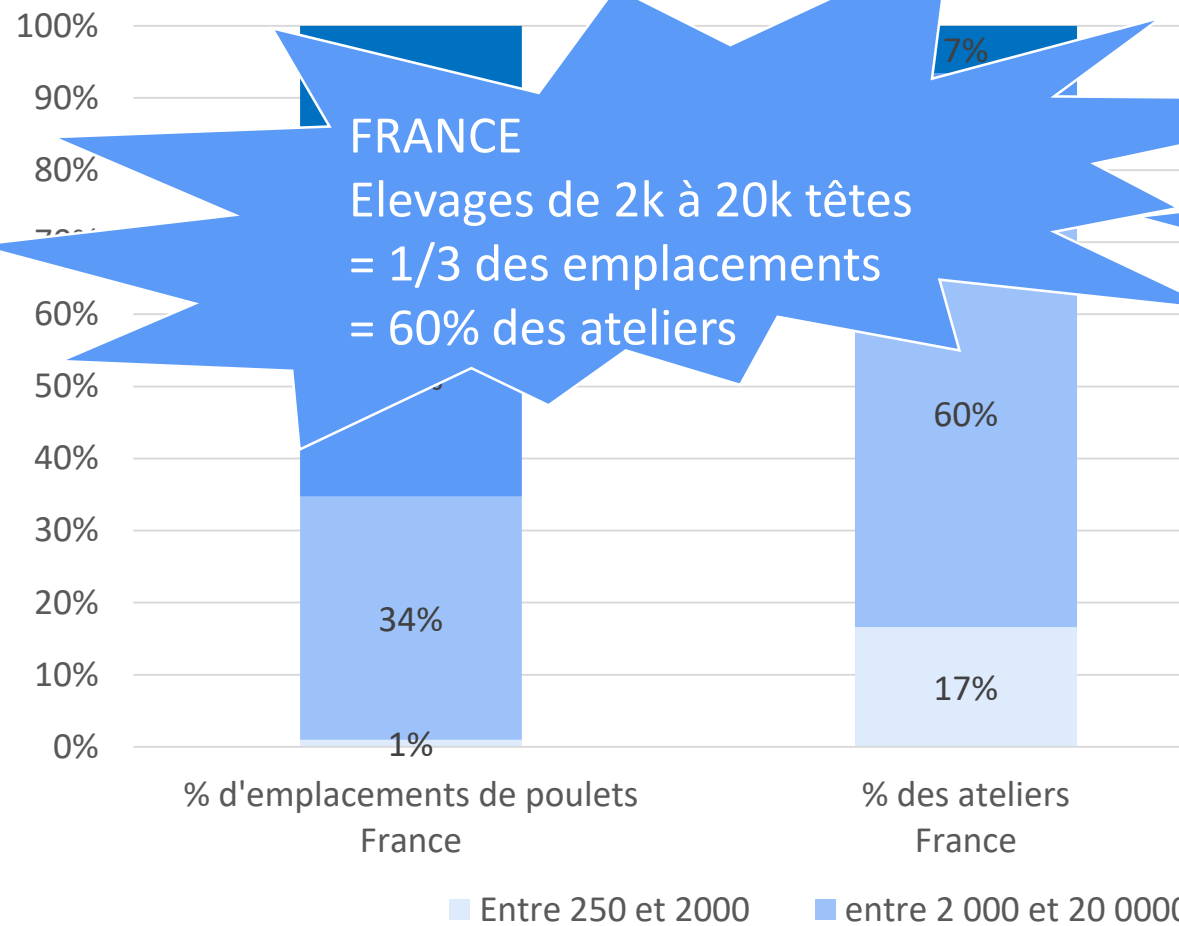
Répartition des élevages de poulets par départements



Autant d'exploitations dans le **cercle** qu'en dehors

Elevage de poulet : répartition & concentration

Répartition des emplacements de poulets et du nombre d'ateliers selon la taille des ateliers de poulet de chair



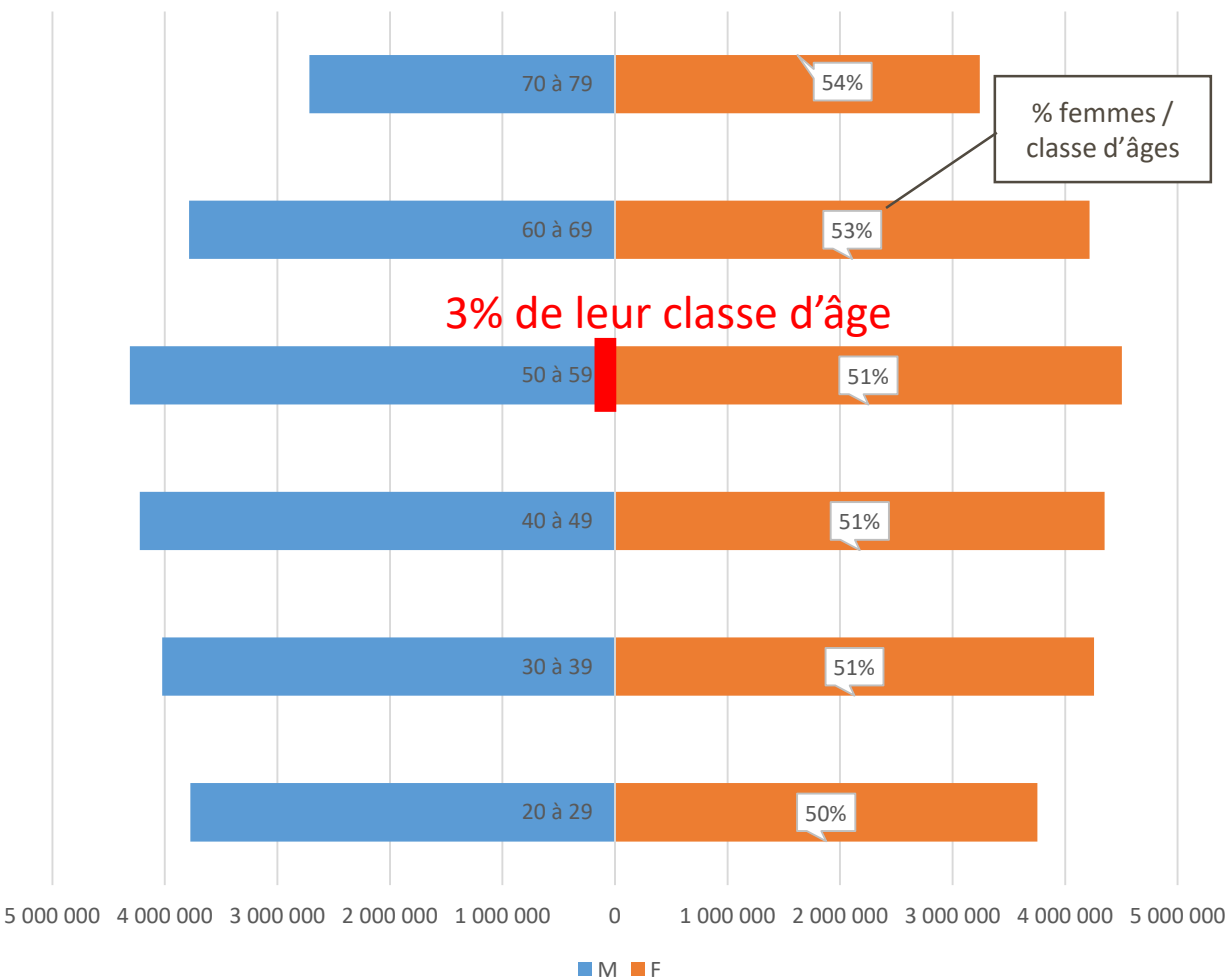
Démographie

Blancs cheveux ?
Oui quand même un peu

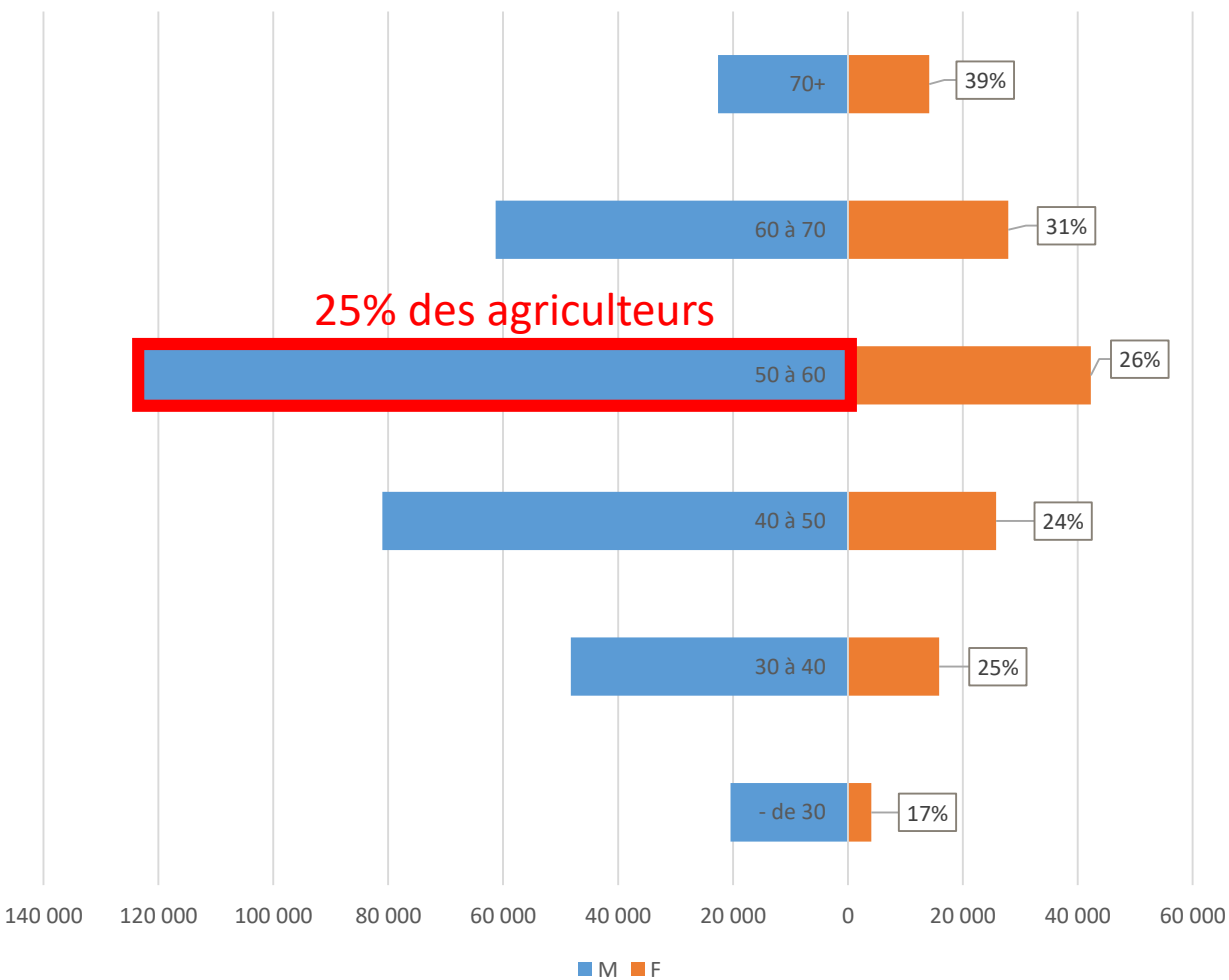
Un population agricole âgée

490k exploitants et co-exploitants
pour 380k exploitations

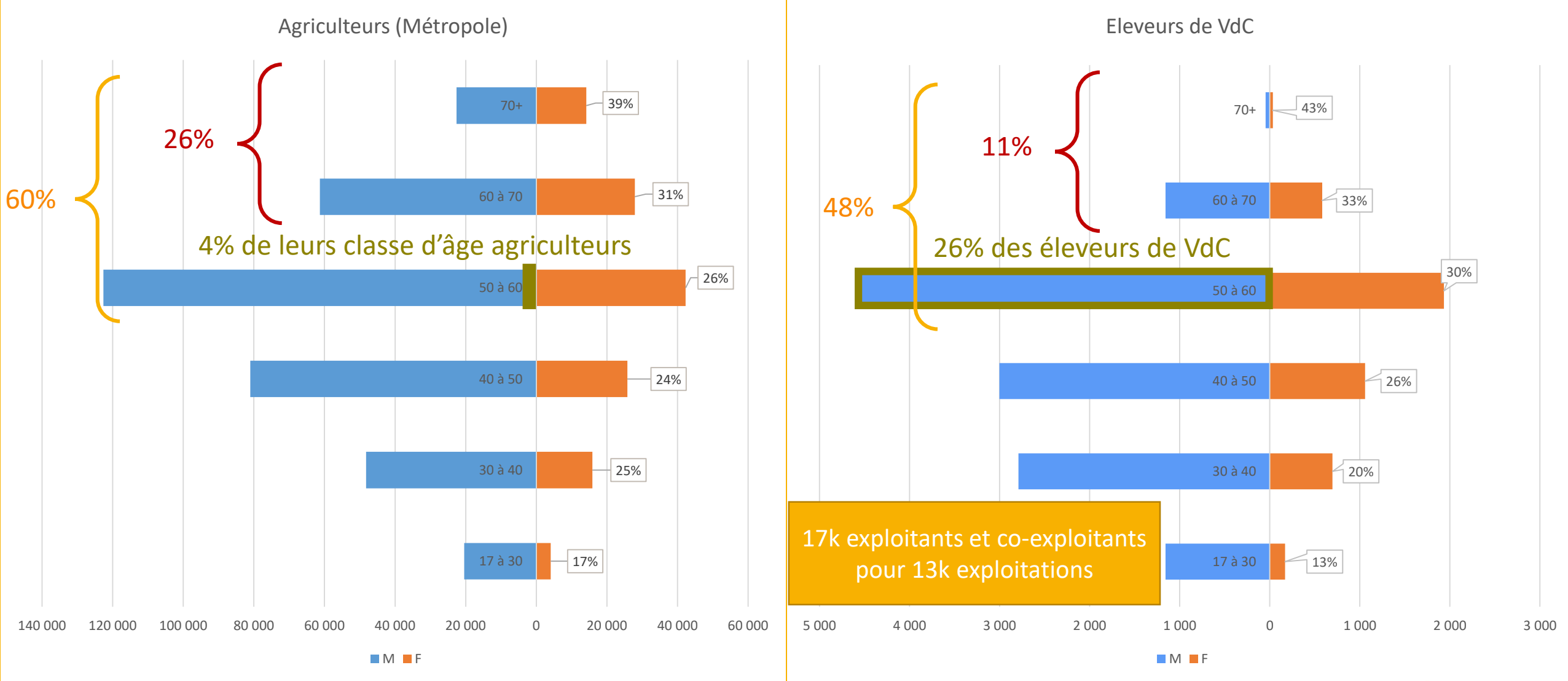
Pyramide des âges de la population française (Hexagone)



Pyramide des âges des agriculteurs



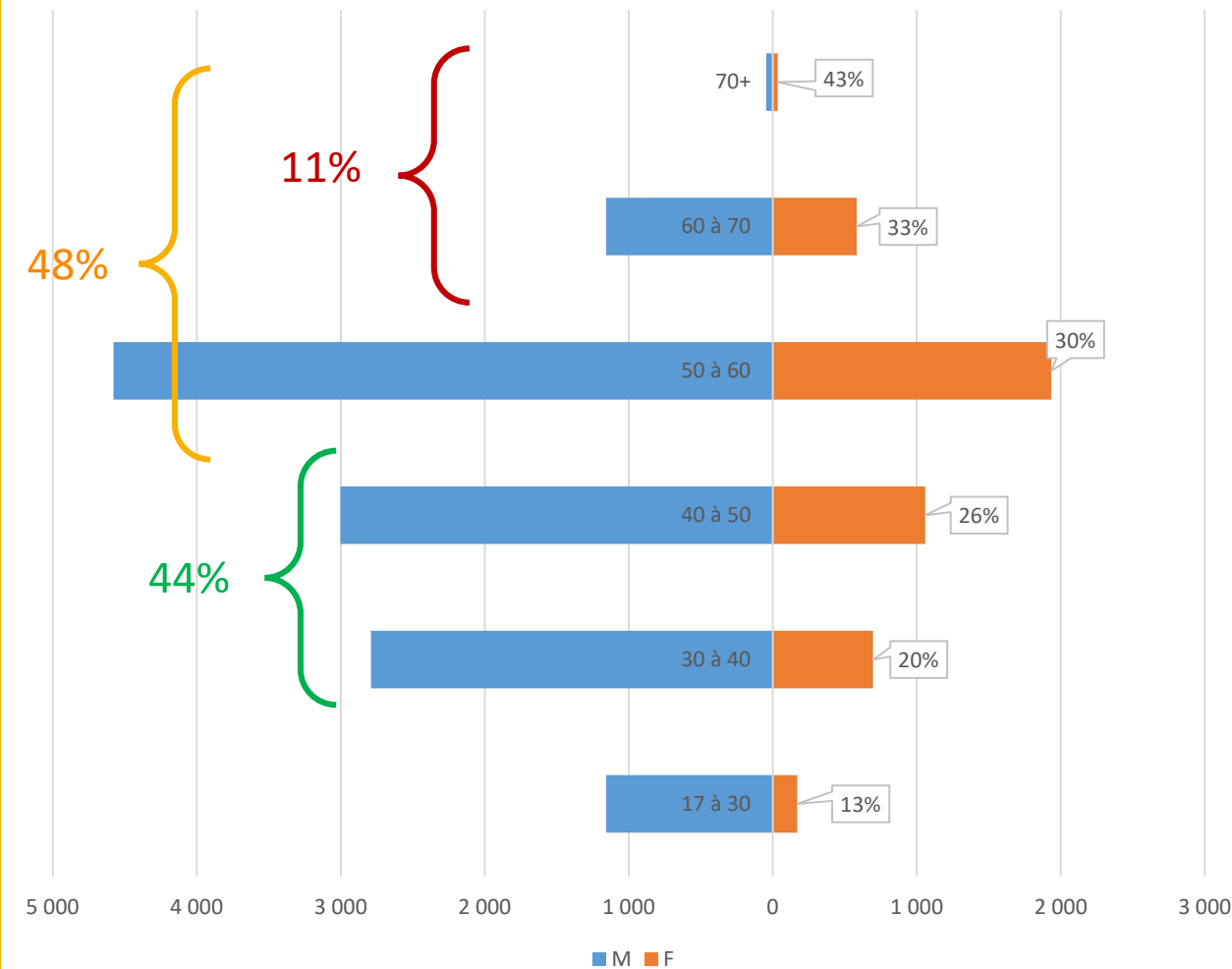
Des éleveurs de VdC âgés (mais un peu moins)



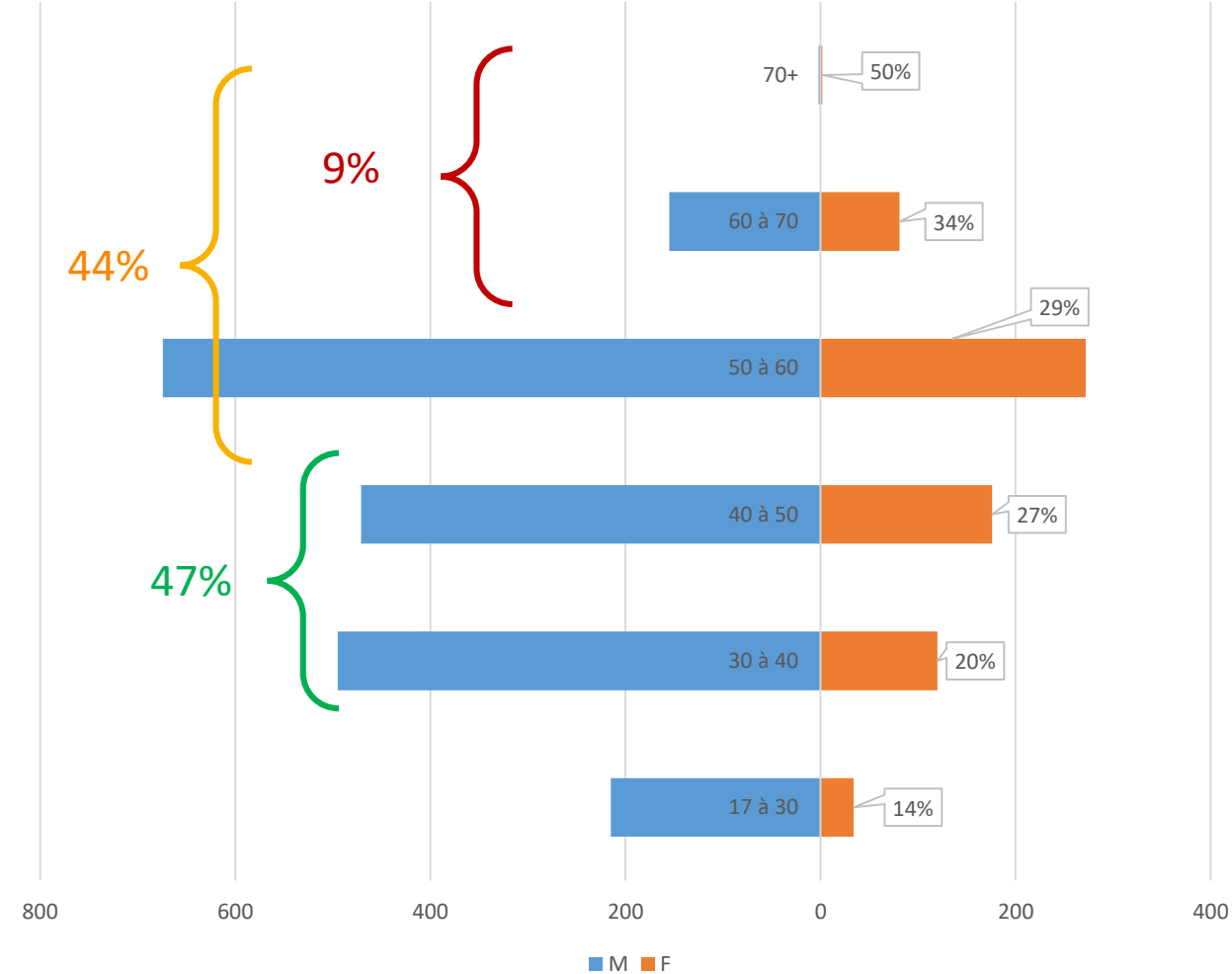
Des éleveurs du Sud-Est uniques ?

2697 exploitants et
co-exploitants pour
2296 exploitations

Eleveurs de VdC



Eleveurs de Poulets dans le Sud-Est



Volailles de chair : part des +60 ans parmi les exploitants et co-exploitants par production

Espèce	Effectif total exploitants et co-exploitants
Poulets de chair et coqs	13 612
Dindes et dindons	2 770
Pintades	2 118
Canards à rôtir	1 278
Pigeons	168
Cailles	148
Oies à rôtir	69



La part des + de 60 ans est variable selon les productions



À l'exception du canard, les éleveurs bio sont significativement plus jeunes

Volailles de chair : nombre d'exploitants par exploitation par production

Espèce	Effectif total exploitants et co-exploitants
Poulets de chair et coqs	13 612
Dindes et dindons	2 770
Pintades	2 118
Canards à rôtir	1 278
Pigeons	168
Cailles	148
Oies à rôtir	69



61 % des exploitations de volailles de chair ont un seul exploitant



L'âge moyen des exploitants de volailles de chair est de 47 ans

Que vont devenir les exploitations de Poulets dont les éleveurs ont plus de 60 ans ?

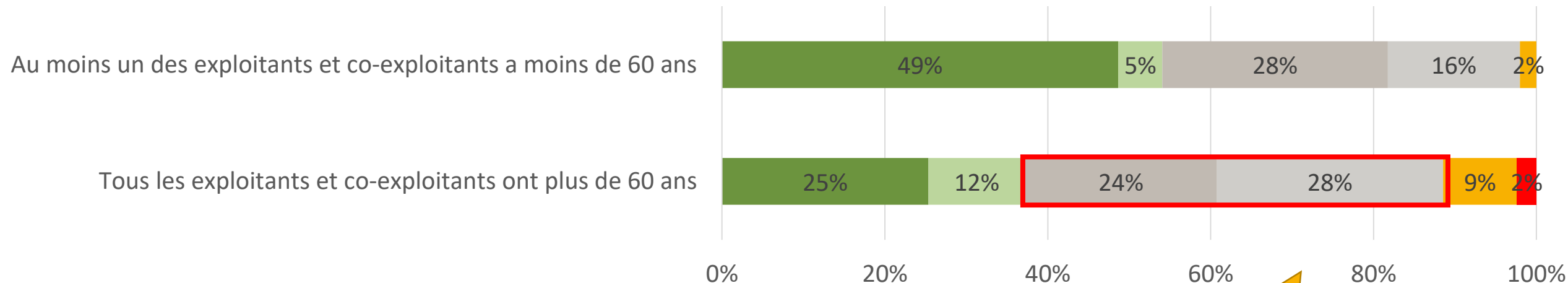
8.5

Devenir de l'exploitation dans les 3 prochaines années dans le cas où le chef d'exploitation, ou le plus âgé des exploitants, a plus de 60 ans

Que vont devenir les exploitations de Poulets dont les éleveurs ont plus de 60 ans ?

8.5

Devenir de l'exploitation dans les 3 prochaines années dans le cas où le chef d'exploitation, ou le plus âgé des exploitants, a plus de 60 ans



■ Reprise de l'exploitation par un membre de la famille du chef d'exploitation

■ Reprise de l'exploitation par un tiers non membre de la famille du chef d'exploitation

■ Pas de départ du chef envisagé dans l'immédiat

■ Ne sait pas

■ Disparition de l'exploitation au profit de l'agrandissement d'une ou plusieurs autres exploitations

■ Disparition des terres de l'exploitation au profit d'un usage non agricole (constructions de logements, bâtiments, aménagements, abandons)

Qu'en sera-t-il à l'atelier ?

Qu'en conclure ?

- ➡ % agriculteurs / population générale
 - ➡ % éleveurs / population agricole
 - ➡ % éleveurs de VdC / éleveurs
 - ➡ % éleveurs de poulets / éleveurs de VdC
- 11% des éleveurs de poulets ont plus de 60 ans
 - Retrouvés dans 942 exploitations
 - Si ensemble des exploitants 60+ ans → Incertitude
 - Transmission ou abandon des ateliers ?
 - Future question au RA2030 : « Aviez-vous de l'élevage ? » ?

Merci pour votre attention !



Journée ITAVI volailles de chair Valence 2023



Actualités de la filière volailles de chair

Yann NEDELEC, ANVOL



Point sur l'actualité de la filière

23 novembre 2023



ORDRE DU JOUR

1. Souveraineté alimentaire :

- Les chiffres
- Les actions d'Anvol
- Le plan reconquête de la souveraineté lancé par le ministre au Sommet de l'Elevage

2. Reconquête du marché / attractivité du métier

- Blocage des permis de construire : enquête en cours auprès des interprofessions régionales
- Relance de la production
- Lancement de la démarche « Ancrer favorablement l'élevage dans la société » par le ministre
- Règlements européens : IED, BEA

3. Influenza aviaire

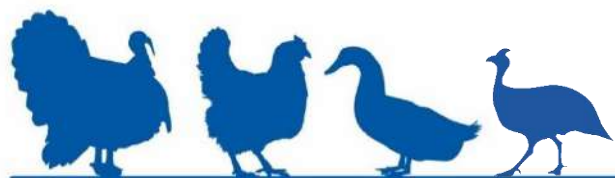
- Déploiement de la vaccination
- Elevage de demain
- Vaccination : soutien à l'export

4. Pacte Ambition 2025 et amorce d'une démarche RSO pour la filière

5. Communication



Souveraineté alimentaire



PLUS DE 45 % DE VOLAILLES IMPORTÉES AU 1^{ER} SEMESTRE 2023

Hausse des volumes importés

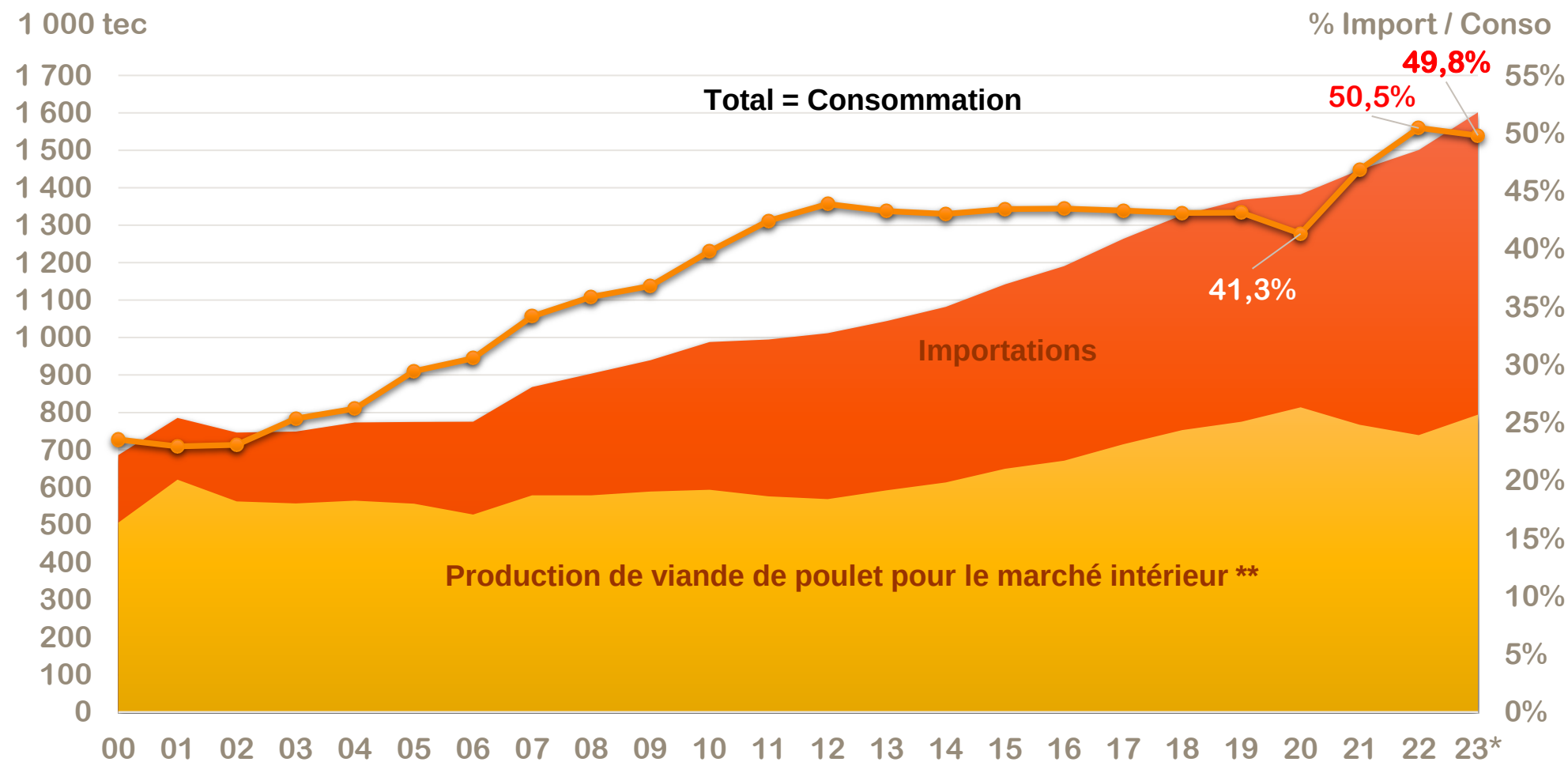
- **2022 vs 2021 + 10,3 % de volailles importées** en 1 an
- **1er sem. 2023 : +5,7 %** vs 1^{er} sem. 2022

Hausse de la part des importations dans la consommation française

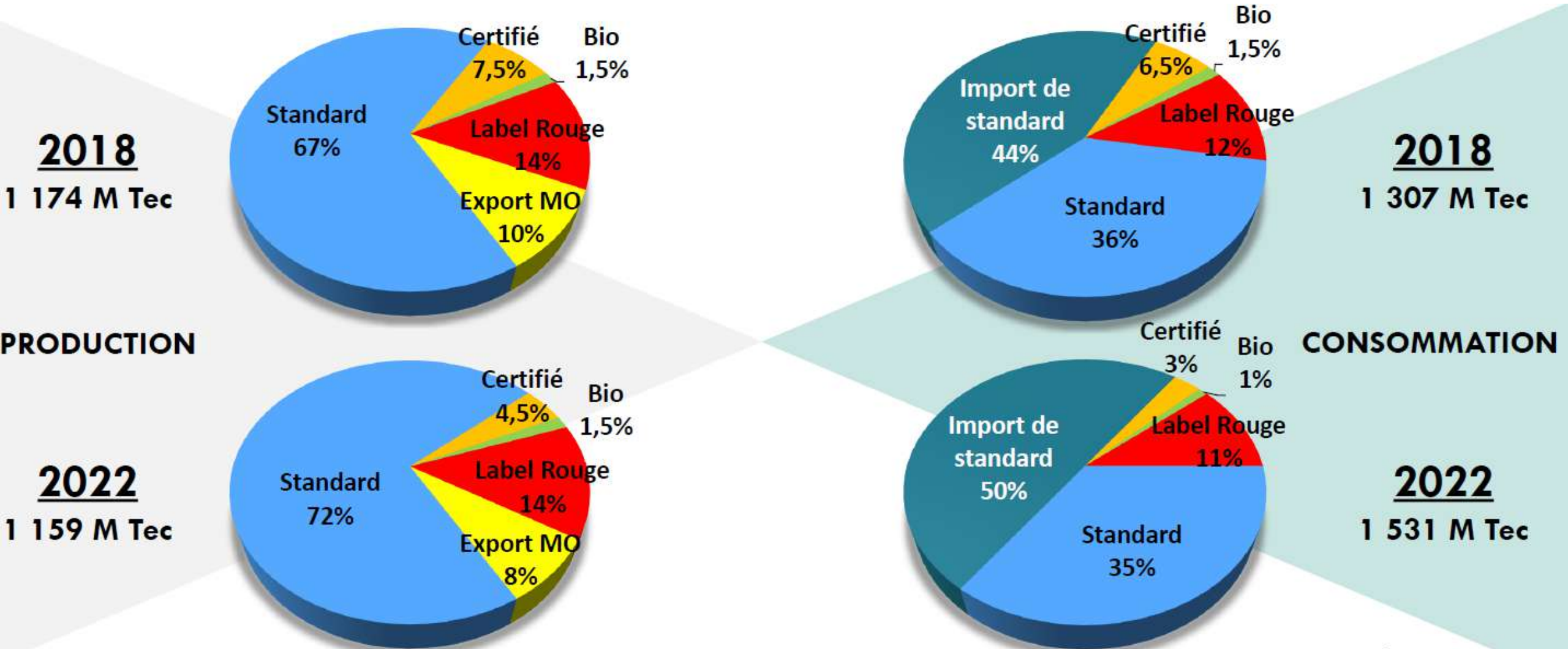
1er sem. 2023 : 45,2 % des volailles consommées en France importées,
2022 : 43 %
2021 : 39 %
2020 : 34 %



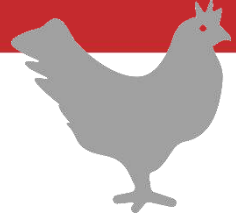
PART DU POULET IMPORTÉ DANS LA CONSOMMATION



SEGMENTATION DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION DE POULET ENTRE 2018 ET 2022

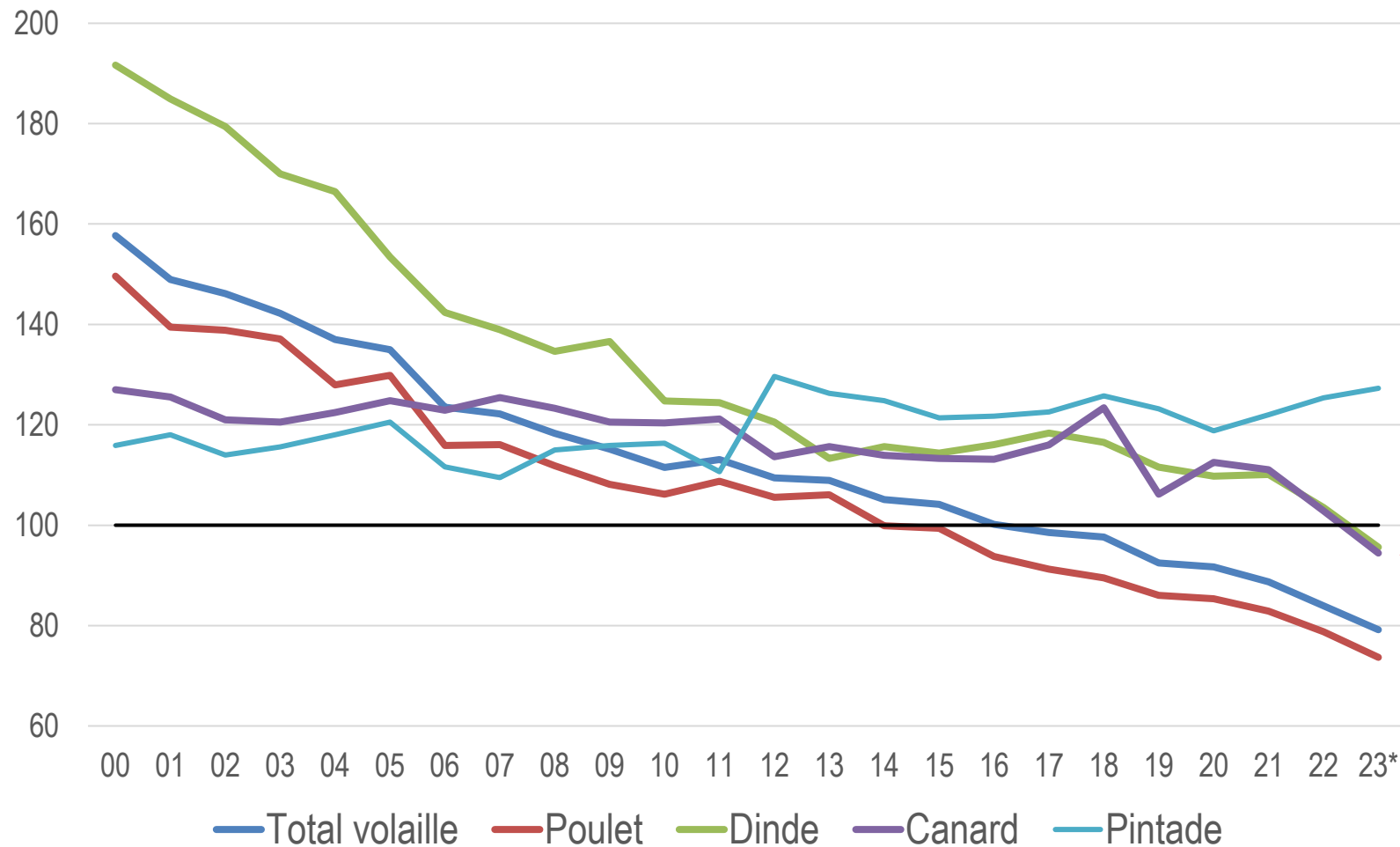


Source : CIPC d'après AGRESTE, DOUANES, SYNALAF, ENQUÊTE CHAMBRE BZH



LE TAUX D'AUTO-APPROVISIONNEMENT EN FRANCE EN FORTE DÉGRADATION EN 2023

RAPPORT PRODUCTION/CONSOMMATION



Pour la première fois le taux d'auto-alimentation en dinde et canard risque de plonger sous les 100% en 2023 → baisse de la production et progression des imports

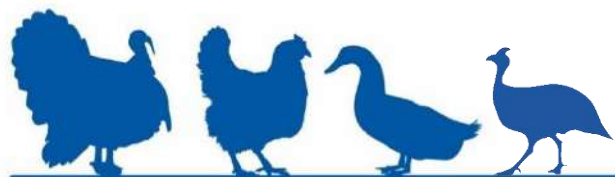


Source: Itavi d'après SSP, douanes

ANVOL
INTERPROFESSION VOLAILLE DE CHAIR



Les actions d'Anvol



LES SOLUTIONS ?

La filière avicole demande le soutien du Gouvernement en France et en Europe pour :

- **Activer la clause de sauvegarde pour l'Ukraine** pour empêcher la poursuite des importations de viande de poulet, à droit nul et sans limite de volume, dans le cadre de l'accord commercial entre l'Union européenne et l'Ukraine, renouvelé le 6 juin pour un 1 an. Cet accord ne profite qu'à un seul groupe volailler industriel : le Groupe MHP - coté à la Bourse de Londres et siège social à Chypre - représente 90% des produits avicoles ukrainiens exportés.
- **Empêcher de nouveaux contingents d'importations** à bas coût accordés par l'Union européenne
- **Intégrer des clauses miroirs** aux accords en cours : exigences identiques pour toutes les volailles mises sur le marché européen
- **Faciliter le dialogue** avec les citoyens et **soutenir le développement** de tous les modes de production : standard ou plein air



LES SOLUTIONS ? (SUITE)

- **Renforcer l'information et les contrôles**
afin que l'étiquetage soit mis en œuvre :
seulement **15 % des restaurants**
respectent l'obligation légale
- **Élargir l'obligation d'identification**
de l'origine aux produits cuisinés et élaborés
- ANVOL encourage en outre les clients à systématiquement
s'informer sur l'origine des viandes qu'ils consomment
afin d'éclairer leur choix.



LES SOLUTIONS ?

Conclusions du rendez-vous avec le ministre au Space et au ministère – 20 septembre 2023

Sur l'Ukraine :

- Le Ministre partage le constat et les chiffres, mais besoin de les consolider.
- Il explique la difficulté à convaincre d'autres partenaires européens d'aller sur le sujet de la clause de sauvegarde.
- Il ne ferme cependant pas la porte à continuer le travail sur le sujet : La DGPE et Anvol doivent dans un premier temps consolider leurs chiffres et un argumentaire pour : (2 GT ont déjà eu lieu)
 - organiser une réunion de travail avec Bercy (DG trésor) et éventuellement le Commerce extérieur.
 - L'objectif étant d'identifier les leviers et propositions pour mettre un terme à l'augmentation de ces imports.
 - Le cabinet/la DGPE revient vers Anvol pour organiser la suite du travail.

Sur l'étiquetage de l'origine :

- prolonger l'expérimentation sur la RHF rapidement et l'élargir aux produits élaborés
- Le ministre est sensible à l'idée d'accompagner ces démarches d'une démarche de communication/sensibilisation de grande ampleur.



LANCEMENT DU PLAN RECONQUÊTE DE LA SOUVERAINETÉ PAR LE MINISTRE (OCTOBRE) 1/2

Ce plan s'articule autour de 4 axes :

- Objectiver et promouvoir l'élevage durable
- Améliorer le revenu des éleveurs y compris en renforçant la compétitivité des filières
- Accroître l'attractivité du métier d'éleveurs pour assurer le renouvellement des générations
- Replacer l'élevage comme moteur de la transition écologique

Le cabinet du ministre a réuni les interprofessions, dont Anvol, le 17 octobre pour amorcer la méthode et l'organisation du travail sur ce plan. Il en a rappelé les objectifs :

- Faire en sorte d'éviter que l'élevage subisse ce qu'ont pu subir certaines industries : baisse de la production au profit des importations.
- Stopper le mouvement de décapitalisation en cours
- S'assurer de la réciprocité des normes (mesures miroirs) dans les accords commerciaux



LANCEMENT DU PLAN RECONQUÊTE DE LA SOUVERAINETÉ PAR LE MINISTRE (OCTOBRE) 2/2

L'implication des interprofessions est particulièrement attendue sur plusieurs actions :

- Promotion de l'élevage et mise en œuvre d'action pour rapprocher élevage et société (axe 1).
- Identification des principales mesures miroirs (avec l'appui du ministère) à mettre en œuvre en vue de la création d'une plateforme permettant de comparer les exigences de la réglementation française avec la réglementation des pays-tiers (axe 1).
- Mise en œuvre d'actions pour valoriser l'origine France en restauration hors-foyer (axe 2).



Reconquête du marché / attractivité du métier



RELANCER LA PRODUCTION

- Recensement en cours des projets bloqués par les interprofessions régionales.
- Limiter les possibilités de recours devant les tribunaux administratifs quand les projets ont respecté l'ensemble du processus
- Accompagner les investissements en fonction des débouchés réels et non selon des dogmes : c'est le conventionnel qui doit aujourd'hui être principalement accompagné pour lutter contre les importations
- Nous aider à faciliter le dialogue avec les citoyens et soutenir le développement de tous les modes de production : standard ou plein air



RELANCER LA PRODUCTION – UN PLAN D'INVESTISSEMENTS A 5 ANS

- 2 types d'investissements majeurs, avec un plan à 5 ans :
 - Maintenir les outils des maillons de la filière :
 - 1 milliard d'Euros en élevage
 - 1 milliard d'Euros en amont, et aval des élevages
 - Investir dans la reconquête de la Souveraineté à 5 ans :
 - Reconquérir 160 000 des 800 000 tonnes importées
 - ✓ par la création de 400 bâtiments d'élevage, 80 bâtiments par an
 - ✓ par la création de 2 outils de transformations primaire, et étendre les capacités d'accoupage et aliments
- = 225 millions d'Euros en amont et 225 millions d'Euros en aval,
soit 450 millions sur 5 ans**
- ...la France doit solliciter l'UE, pour un plan de maintien d'élevages à l'ouest de l'Europe



RELANCER LA PRODUCTION – UN PLAN D'INVESTISSEMENTS A 5 ANS

- 2 types d'investissements majeurs, avec un plan à 5 ans :
 - Maintenir les outils des maillons de la filière :
 - 1 milliard d'Euros en élevage
 - 1 milliard d'Euros en amont, et aval des élevages
 - Investir dans la reconquête de la Souveraineté à 5 ans :
 - Reconquérir 160 000 des 800 000 tonnes importées
 - ✓ par la création de 400 bâtiments d'élevage, 80 bâtiments par an
 - ✓ par la création de 2 outils de transformations primaire, et étendre les capacités d'accoupage et aliments
- = 225 millions d'Euros en amont et 225 millions d'Euros en aval,
soit 450 millions sur 5 ans**
- ...la France doit solliciter l'UE, pour un plan de maintien d'élevages à l'ouest de l'Europe



ANCRER FAVORABLE L'ÉLEVAGE DANS L'OPINION PUBLIQUE (1/5)

Initiative portée par le cabinet de manière informelle pour l'instant → **Ancrer l'élevage comme un enjeu - et qui plus est favorablement - dans l'opinion publique suppose l'élaboration et le déploiement d'une véritable stratégie d'influence.**

→ une stratégie « structurelle » pour inspirer, légitimer et enraciner un nouveau système de normes, de valeurs et de croyances dans l'opinion publique.

2 objectifs principaux :

- d'une part, permettre aux acteurs publics de concevoir des politiques publiques qui ne soient pas défavorables intrinsèquement à l'élevage ;
- d'autre part, convaincre l'opinion publique que l'élevage a toujours sa place en France.



ANCRER FAVORABLE L'ÉLEVAGE DANS L'OPINION PUBLIQUE (2/5)

Ebauche de la stratégie présentée le 9 mai à Anvol, Interbev, Inaporc et le Cniel par le Cabinet :

Mettre à disposition un narratif autour de l'élevage

- Centraliser les connaissances relatives aux aménités positives de l'élevage et aux tendances de consommation
- Consolider le socle idéologique justifiant la pratique de l'élevage
- Proposer des éléments de langage clefs en main

Faire de l'élevage un objet politique

- **Créer un groupe d'études consacré à l'élevage à l'Assemblée Nationale et au Sénat ;**
- **Proposer d'établir dans la loi que les activités agricoles et d'élevage sont d'intérêt général**



ANCRER FAVORABLE L'ÉLEVAGE DANS L'OPINION PUBLIQUE (3/5)

Ebauche de la stratégie présentée le 9 mai à Anvol, Interbev, Inaporc et le Cniel par le Cabinet :

Renforcer l'ancrage territorial de l'élevage

- Promouvoir la mise en place de débats territoriaux pour dessiner avec l'ensemble parties prenantes, du producteur jusqu'au consommateur, l'avenir de l'élevage et organiser un rendu national de ces réflexions ;
- **Faciliter la création d'instances de dialogue entre éleveurs et riverains ;**

Sensibiliser les décideurs français et européens

- Organiser des réunions d'information à destination des élus;
- Organiser des débats européens, nationaux et territoriaux mélangeant les acteurs agricoles et décideurs ;
- Evoquer les aménités positives de l'élevage dans les cursus de formation des futurs décideurs.



ANCRER FAVORABLE L'ÉLEVAGE DANS L'OPINION PUBLIQUE (4/5)

Ebauche de la stratégie présentée le 9 mai à Anvol, Interbev, Inaporc et le Cniel par le Cabinet :

Former

- Créer des parcours de découverte de l'élevage à destination des nouvelles générations ;
- Elaborer un programme de formation à destination des élèves/étudiants pour présenter l'agriculture, l'alimentation et l'élevage ;
- **Généraliser les programmes apprenant aux éleveurs comment s'approprier un discours positif autour de l'élevage.**

Communiquer

- Identifier et fédérer dans une même communauté les acteurs s'exprimant positivement dans les réseaux sociaux autour de l'élevage ;
- Identifier et rencontrer des personnalités extérieures au monde de l'élevage en capacité de porter auprès du grand public un message favorable à l'élevage ;
- Organiser des campagnes de communication via les médias pour valoriser l'élevage en France ;



ANCRER FAVORABLE L'ÉLEVAGE DANS L'OPINION PUBLIQUE (5/5)

Ebauche de la stratégie présentée le 9 mai à Anvol, Interbev, Inaporc et le Cniel par le Cabinet :

Gouvernance :

- Nécessaire de constituer une coalition d'acteurs prêts à consacrer une partie de leurs ressources et de leur influence à cette stratégie.
- Initiation de la démarche : instance de pilotage co-présidée par un député et un sénateur + Un membre du CGAAER en appui pour coordonner les travaux.
- **Les interprofessions de l'élevage** et CdAF composeront en première intention cette instance de pilotage ;

L'efficacité de cette configuration sera évaluée après 6 mois d'exercice.



BEA

Des lignes qui sont en train de bouger au niveau européen :

- Fuites de de la part de trois hauts fonctionnaires européens la semaine du 11 septembre : La commission envisage de renoncer au renforcement des règles en matière de BEA au regard de l'impact que cela pourrait avoir sur l'augmentation des prix alimentaires
- La présidente de la commission n'a pas évoquée le bien-être animal dans son discours annuel sur l'Etat de l'Union le mercredi 13 septembre



BEA

Le ministère français maintient son cap et a fait la proposition suivante à Anvol :

Pour la filière volailles de chair, les mesures suivantes sont identifiées :

- l'obligation de construire des nouveaux bâtiments permettant un accès à la lumière naturelle ;
- la généralisation du plan canicule pour le transport d'animaux ;
- le déploiement d'une surveillance vidéo obligatoire dans les abattoirs au poste de mise à mort
- la mise en place d'un passeport de compétences pour toutes les filières pour inciter les éleveurs à se former tout au long de leur vie professionnelle ;



RÈGLEMENTATION EUROPÉENNE : IED ET BEA

IED Position de la France - (Réunion MASA du 28/09/2023) 1/2 :

La position du gouvernement français : comme celle portée en mars 2023 !

→ Niveau de seuils :

Commission : seuil mixte et seuil par espèce unique : ≥ 150 UGB porc, volaille, bovin.

Conseil : seuils porc et bovin ≥ 350 UGB, volailles ≥ 280 UGB, seul mixte ≥ 350 UGB.

PE : statu quo en nombre de places pour volaille et porc ou ≥ 750 UGB par espèce/mixte.

France : volailles ≥ 280 UGB, bovin ≥ 450 UGB, porc ≥ 600 UGB, par espèce sans seuil mixte.

→ Nomenclature coefficients UGB :

Commission : coefficients UGB « FEADER 2014-2022 ».

Conseil : coefficients UGB « IFS 2018 ».

PE : nombres de places définis actuellement et coefficients UGB repris de « IFS 2018 ».

France : coefficients « IFS 2018 ».

→ Prise en compte de l'extensivité :

Commission : tous types d'élevages inclus avec adaptation des règles d'exploitation Conseil : élevages de porcs et de bovins (et mixtes) extensifs exclus

PE : élevages de porcs, bovins et volailles extensifs exclus

France : exclure les élevages extensifs du champ de la directive.



RÈGLEMENTATION EUROPÉENNE : IED ET BEA

IED Position de la France - (Réunion MASA du 28/09/2023) 2/2 :

→ Définition de l'extensivité :

Commission : pas de définition – à considérer lors des actes délégués.

Conseil : taux de chargement ≤ 2 UGB/ha de prairies et fourrages.

PE : faible densité d'intrants, taux de chargement ≤ 2 UGB/ha de pâturage, agri bio (avec chargement ≤ 2 UGB/ha pâturages et fourrages), transhumance au moins 180 j/an.

France : taux de chargement ≤ 2 UGB/ha de prairies et fourrages.

→ Dates d'entrée en vigueur et définition des règles d'exploitation :

Commission : 2 ans pour définir les règles d'exploitation par acte délégué.

Conseil : 4 ans après la définition des règles d'exploitation par acte d'exécution pour les élevages ≥ 600 UGB, 5 ans pour les élevages ≥ 400 UGB, et 6 ans pour les exploitations de volailles ≥ 280 UGB et d'élevage mixte ≥ 350 UGB.

PE : 42 mois après la définition des règles d'exploitation par acte délégué.

France : soutien à l'entrée en vigueur progressive en fonction de la taille des élevages (à ajuster en fonction des seuils agréés in fine) et demande forte de défense de la position du Conseil prévoyant des actes d'exécution pour les règles d'exploitation.

→ Réciprocité :

Commission et Conseil : pas de proposition.

PE : élaboration par la Commission de « mesures miroirs » pour les importations au plus tard 2 ans après l'entrée en vigueur de la directive dans l'UE.

France : soutien du principe de réciprocité proposé par le PE.



ANIVOL
INTERPROFESSION VOLAILLE DE CHAIR



RÈGLEMENTATION EUROPÉENNE : IED ET BEA

IED

→ Courrier commun FNSEA/AS/JA/LAC à Mme Elisabeth BORNE sur l'IED a été adressé le 16 octobre 2023.
Copie à MM. Marc FESNEAU et Christophe BECHU a été transmise le 17 octobre 2023.

→ Demande que la France impulse une évolution forte de la position du Conseil dans le cadre des négociations en trilogie afin de ne pas étendre le champ de la directive.



RÈGLEMENTATION EUROPÉENNE : IED ET BEA

IED

A la suite de l'envoi du document de position au ministère de la Transition écologique

→ Réunion au ministère de la Transition écologique mercredi 18 octobre 2023 avec le nouveau conseiller économie circulaire et prévention des risques, Samuel Just, accompagné de M. Korysko, Conseiller Biodiversité terrestre Chasse et Transition agroécologique au cabinet de Mme El Haïry et M. Hamann, Conseiller diplomatique au cabinet de M. Béchu.

Participants : FNSEA, JA, LCA, FNB, CFA.

→ Rappeler les évolutions attendues par les OPA :

Suppression des règles de cumul (espèces et proximité géographique).

Un statu quo avec des seuils en emplacements et une exclusion des bovins.

Un soutien à la modification du titre de la directive distinguant l'élevage de l'industrie.

→ Samuel JUST a indiqué qu'il n'est pas en mesure de répondre directement sur une évolution possible de la position portée par la France dans le cadre des trilogues mais semble prendre en compte les inquiétudes présentées.



RÈGLEMENTATION EUROPÉENNE : IED ET BEA

IED

La présidence réaffirme sa volonté d'intégrer l'élevage bovin dans le champ d'application de la directive.

Elle propose un compromis sur le titre de la directive "émissions industrielles et agro-industrielles".

Sur l'exclusion des élevages extensifs, elle souhaite inclure les élevages en AB et préciser que les animaux doivent passer une partie de l'année en extérieur.

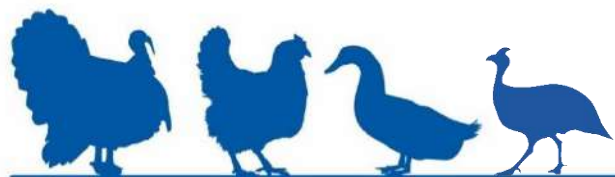
→ Seuils proposés :

- bovins jusqu'à 450 UGB ;
- porcs* jusqu'à 450 UGB ;
- volailles restent à 280 UGB avec une flexibilité selon les espèces ;
- mixtes* jusqu'à 450 UGB.

*(*Uniquement si nécessaire pour arriver à un compromis)*



Influenza aviare



LA DÉFLAGRATION D'UNE CRISE SANITAIRE HISTORIQUE DÉBUTÉE EN 2021

- **Tous les types d'élevages** et **toutes les espèces** concernés
- **Automne 2021 : arrivée du virus dans le Sud-Ouest**
- **Début 2022 : propagation inédite dans les Pays de la Loire, région stratégique** pour la production :
 - **2^e région productrice de volailles du pays :**
23 % de la production nationale de poulet et de dinde, 60 % pour le canard à rôti, 63 % pour la pintade...
 - **Concentration de sélectionneurs, d'élevages de reproducteurs et de couvoirs**, indispensables pour fournir les élevages en poussins et canetons dans toute la France et à l'international.
- **Fin 2022- début 2023 : résurgence du virus en Pays de la Loire puis dans le Sud-Ouest où se concentrent les volailles festives**



DES CONSÉQUENCES MAJEURES POUR LA FILIÈRE : PRÈS DE 30 MILLIONS DE VOLAILLES CONCERNÉES DEPUIS 2021

2021-2022 :

- 1 400 foyers identifiés
- 25 millions de volailles concernées
- Près de 500 millions d'euros de pertes économiques

2022-2023 :

- 402 élevages touchés
- 3 à 4 millions d'animaux supplémentaires concernés
- Coût en cours de **chiffrage**



60 MILLIONS DE CANARDS VACCINÉS EN 1 AN

- Vaccination complémentaire aux mesures de **biosécurité**
- **1er octobre 2023 : entrée en vigueur** de la vaccination des palmipèdes
- **Une expérimentation française**
- **60 millions de canards (à rôtir et à Foie Gras) concernés sur 1 an**, du 1^{er} octobre 2023 au 1^{er} octobre 2024.
- Un défi technique et financier : un coût de **plus de 90 millions d'euros**
- Environ **15 % pris en charge par les professionnels** de la filière



LE FINANCEMENT POUR LES PROCHAINES ANNEES

→ Travail à mener pour réduire les coûts :

- vaccination à 1 jours,
- vaccins combinés,
- analyse dans les laboratoires,
- réduction de la pression de surveillance

→ Besoin du maintien de l'engagement de l'Etat 85/15 tant qu'un bilan chiffré de la campagne n'est pas réalisée



INFLUENZA AVIAIRE – DÉPLOIEMENT DE LA VACCINATION



Organisation pour le suivi de la campagne

Comité de suivi de la campagne

- Rôle : suivi de la campagne, évaluation de son efficacité, identification de solutions en cas de difficultés
- Pilote : DGAL

Cellules régionales de suivi de la campagne

- Pilote : DRAAF
- Participants : professionnels agricoles, vétérinaires
- Rôle : anticiper les pb de main d'œuvre et logistique

Cellule de valorisation et d'analyse des données

- Pilote : DGAL
- Valence outils : gestionnaires des bases mouvements, Calypso, Cartogip, SIGAL
- Valence scientifique : ANSES, ENVT

Cellule de Diplomatie sanitaire

- Pilote : DGAL
- Participants : Interprofessions

Observatoire des coûts

- Pilote : Interprofessions



ANVOL
INTERPROFESSION VOLAILLE DE CHAIR



INFLUENZA AVIAIRE – DÉPLOIEMENT DE LA VACCINATION

Bilan après 5 semaines de vaccination :

Entre le 1^{er} octobre et le 5 novembre :

- Etage production : **4 713 312** canards destinés à la consommation ont reçu une première injection de vaccin IAHP, dont **1 683 010** ayant reçu la deuxième injection.
- Etage multiplication : **255 996** canards ont reçu une première injection de vaccin IAHP, dont **78 246** ayant reçu la deuxième injection.

Le tableau suivant présente le nombre de canards de production vaccinés par nombre de doses et par espèce, sur 5 semaines, depuis le démarrage de la vaccination en France;

Période	Nb de canards Mulard vaccinés 1 ^{ère} dose	Nb de canards Mulard vaccinés 2 ^{ème} dose	Nb de canards Barbarie vaccinés 1 ^{ère} dose	Nb de canards Barbarie vaccinés 2 ^{ème} dose	Nb de canards Pékin vaccinés 1 ^{ère} dose	Nb de canards Pékin vaccinés 2 ^{ème} dose
Du 1 au 8/10	745406	0	120402	0	19672	0
Du 9 au 15/10	510567	0	180161	0	15872	0
Du 16 au 22/10	491880	212632	629874	29900	63007	0
Du 23 au 29/10	420612	653297	568957	135108	119367	47374
Du 30/10 au 05/11	383746	371388	413620	178915	30169	54396
Total général	2 552 211	1 237 317	1 913 014	343 923	248 087	101 770



INFLUENZA AVIAIRE – DÉPLOIEMENT DE LA VACCINATION

Bilan après 5 semaines de vaccination – étage production :

Le tableau suivant présente le nb de canards de production vaccinés par région;

Région	Nb canards Mulard vaccinés: 1ère dose	Nb canards Mulard vaccinés: 2ème dose	Nb canards Barbarie vaccinés: 1ère dose	Nb canards Barbarie vaccinés: 2ème dose	Nb canards Pékin vaccinés: 1ère dose	Nb canards Pékin vaccinés: 2ème dose
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0	0	694	493	0	0
Pays de la Loire	501288	295347	1302586	314694	241457	101770
Occitanie	526419	163203	14210	9205	0	0
Nouvelle-Aquitaine	1356112	693256	62344	16831	0	0
Normandie	4350	1500	0	0	0	0
Île-de-France	0	0	0	0	0	0
Hauts-de-France	0	0	0	0	0	0
Grand Est	3104	1007	19989	0	0	0
Centre-Val de Loire	264	264	0	0	0	0
Bretagne	142957	82740	282700	0	0	0
Bourgogne-Franche-Comté	0	0	126437	0	0	0
Auvergne-Rhône-Alpes	17717	0	104054	2700	6630	0
Total général	2 552 211	1 237 317	1 913 014	343 923	248 087	101 770

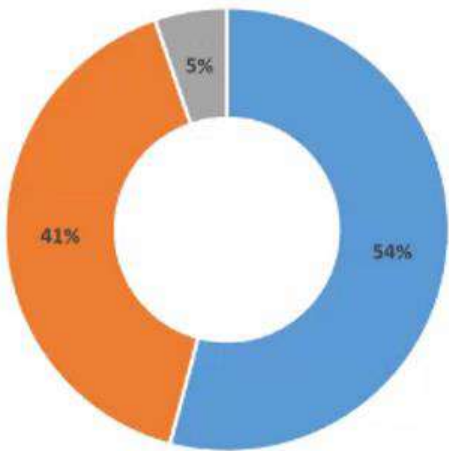


INFLUENZA AVIAIRE – DÉPLOIEMENT DE LA VACCINATION

Bilan après 5 semaines de vaccination – étage production :

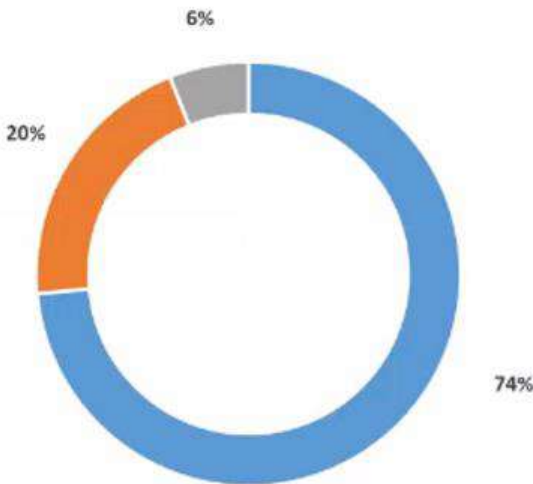
Répartition par espèce

Première dose



- Nombre de canards Mulard vaccinés avec une 1ère dose
- Nombre de canards Barbarie vaccinés avec une 1ère dose
- Nombre de canards Pékin vaccinés avec une 1ère dose

Deuxième dose



- Nb canards Mulard vaccinés avec une deuxième dose
- Nb de canards Barbarie vaccinés avec une deuxième dose
- Nb de canards Pékin vaccinés avec une deuxième dose

INFLUENZA AVIAIRE – DÉPLOIEMENT DE LA VACCINATION

Bilan après 5 semaines de vaccination – étage multiplication :

Le tableau suivant présente le nombre de canards de reproduction vaccinés par nombre de doses, par espèce et départements, sur 4 semaines, depuis le démarrage de la vaccination en France;

Département	Nb de canards Barbarie vaccinés 1ère dose	Nb de canards Barbarie vaccinés 2ème dose	Nb de canards Pékin vaccinés 1ère dose	Nb de canards Pékin vaccinés 2ème dose
Deux-Sèvres	180	0	8440	4264
Landes	0	0	57696	4084
Maine-et-Loire	37855	10224	62159	29160
Pyrénées-Atlantiques	0	0	608	0
Vendée	33117	14250	55941	16264
Total général	71152	24474	184844	53772



INFLUENZA AVIAIRE – DÉPLOIEMENT DE LA VACCINATION

Etat des travaux sur le dispositif de traçabilité :

- **SYSTÈME D'INFORMATION** : déploiement par étape du schéma cible CALYPSO / CARTOGIP / SIGAL
 - ✓ CALYPSO / Brique « commande de vaccins » : opérationnel depuis le 02/10
 - ✓ CALYPSO / Brique « Intervention vaccination » : opérationnel à compter du 14/11
 - ✓ CALYPSO / Brique « Intervention surveillance active » : fin janvier
 - ✓ Interface CALYPSO - CARTOGIP : fin janvier
- **LABORATOIRES**
 - ✓ Mise en place d'un réseau de laboratoires agréés ELISA NP pour le 1^{er} novembre 2023
 - ✓ Extension du réseau de laboratoires agréés RT-PCR
- **FORMATION** des équipes de vaccinateurs et des éleveurs == > [Cahier des charges publié au BO \(IT 2023-703\)](#)



INFLUENZA AVIAIRE – DÉPLOIEMENT DE LA VACCINATION

Financement de la campagne de vaccination :

- Réunion programmée le 29 novembre sur l'observatoire des coûts
- Clause de revoyure à programmer



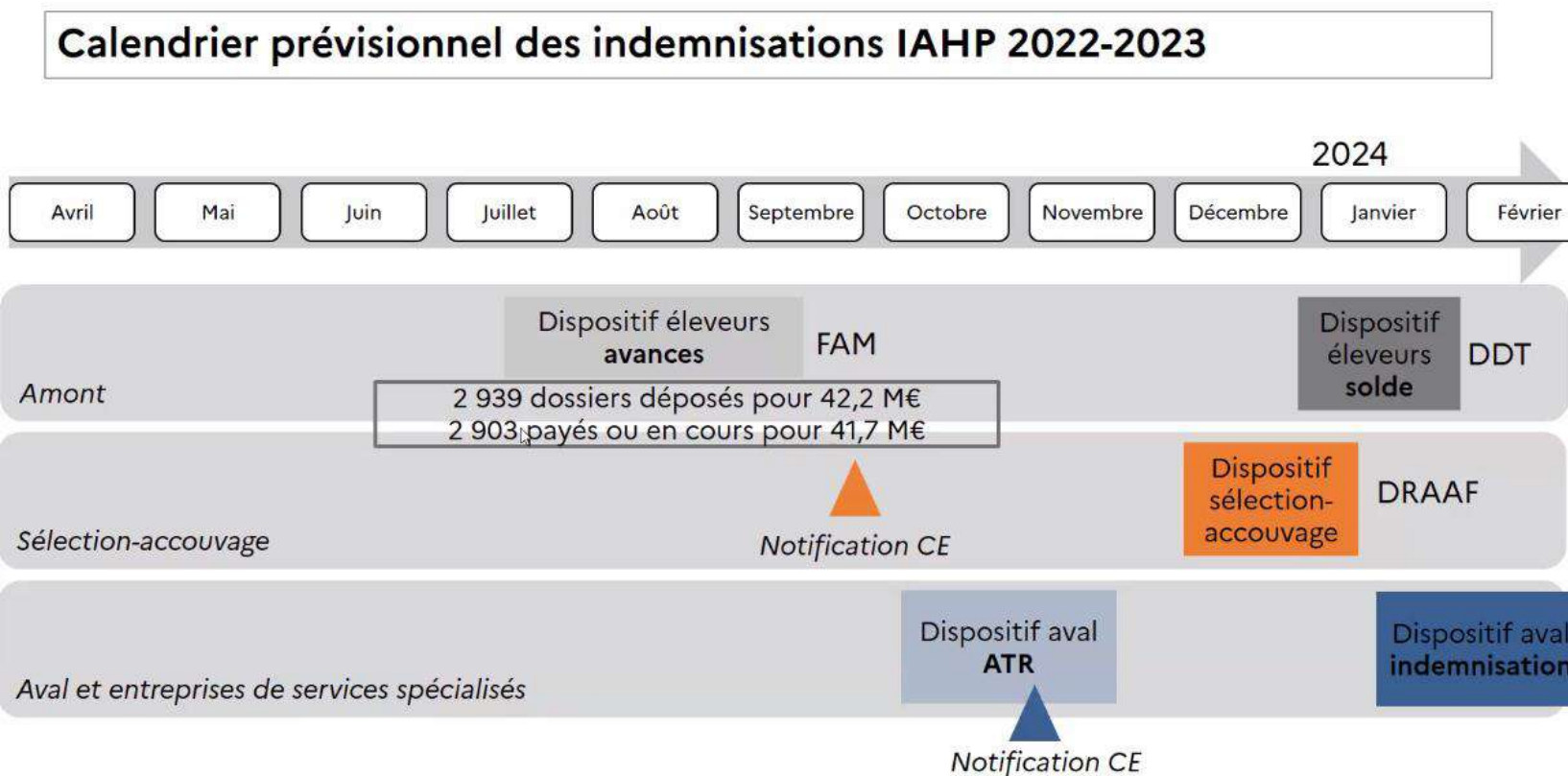
INFLUENZA AVIAIRE – DÉPLOIEMENT DE LA VACCINATION

Diplomatie sanitaire :

Poursuivre en lien avec les autres EM et la Commission européenne les actions d'influence dans les instances internationales engagées en 2022 sous présidence FR	Au fil de l'eau
• Participation de M. Marc Fesneau à la conférence ministérielle organisée par la Présidence Belge du Conseil de l'Union européenne - 24 janvier 2024	
Mener des négociations bilatérales pour faire accepter la vaccination et renégocier les certificats sanitaires	Au fil de l'eau
• Fermeture confirmée : JAPON, USA et CANADA • Fermeture temporaire : Chili • Levée : TAIWAN	



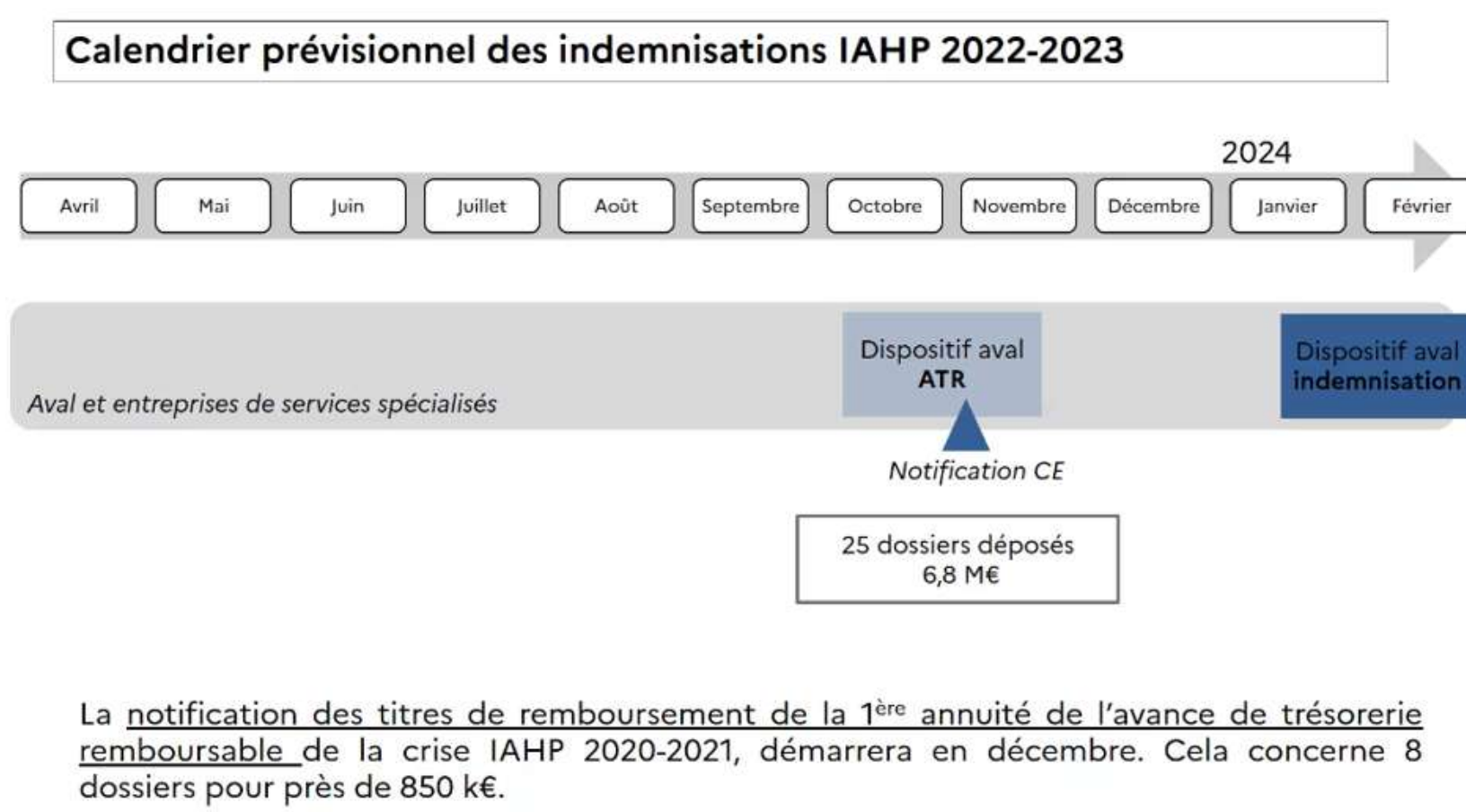
INFLUENZA AVIAIRE – INDEMNISATIONS



→ Pas de nouveaux GT amont depuis le mois de septembre : en attente d'un arbitrage du cabinet sur le calendrier et sur la nature du dispositif (nouveau et actuel)



INFLUENZA AVIAIRE – INDEMNISATIONS



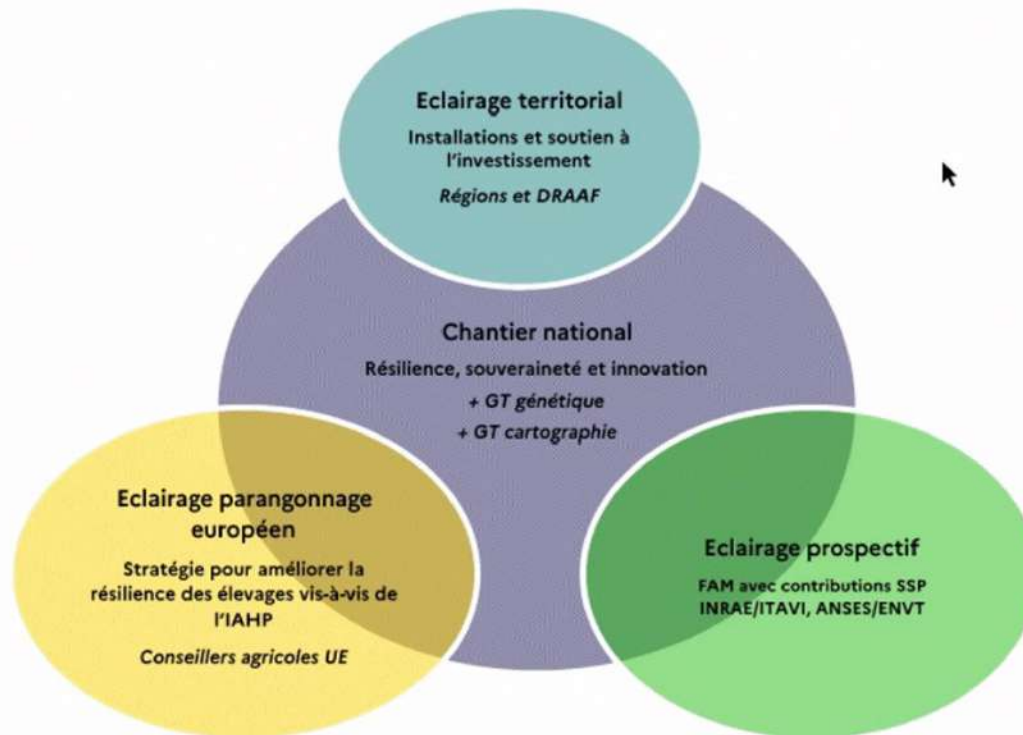
- La DGPE propose un plafond unique (11 millions d'euros) qui se substituerait aux plafond « entreprise » et « groupe ».
- Bonification proposée par le Cifog : 20 % quand le seuil de dépendant est supérieur à 20 %, 10 % quand le seuil est compris entre 10 et 20 % → dispositif en cours de finalisation



INFLUENZA AVIAIRE – ÉLEVAGE DE DEMAIN ET TRAVAUX INTER-INTERPROFESSIONNELS



Bâtir l'élevage de demain : rappel des objectifs



Travaux lancés le 30 novembre 2022 sous l'impulsion du cabinet du Ministre qui visait à confier aux interprofessions avicoles la conduite d'un chantier pour construire une vision partagée à l'horizon 2030 pour gagner en résilience et en souveraineté sur :

- Génétique aviaire et préservations des sites stratégiques
- Biosécurité et stratégie vaccinale
- Intégration des élevages dans les territoires & innovation dans les bâtiments

→ Lettre de saisine du Ministre adressée aux interprofessions le 6 février 2023



INFLUENZA AVIAIRE – ÉLEVAGE DE DEMAIN ET TRAVAUX INTER-INTERPROFESSIONNELS



Analyse prospective sur les filières avicoles

Objectif

Mettre à disposition une réflexion prospective, analysant les tendances lourdes, émergentes et signaux faibles :

- débouchés (commerce extérieur et consommation)
- élevage (alimentation, BEA, systèmes élevages, économie)
- dynamique sanitaire
- environnement/transition écologique
- génétique
- abattage/transformation

Résultats

- 26 fiches documentant les tendances prioritaires
- tableau recensant 97 tendances

Présentation réalisée dans le cadre du COPIL stratégique du 7 avril 2023



INFLUENZA AVIAIRE – ÉLEVAGE DE DEMAIN ET TRAVAUX INTER-INTERPROFESSIONNELS

GT génétique

Objectif

Identifier les leviers à mobiliser pour renforcer la résilience des entreprises du maillon sélection-accoupage sur le territoire

Livrables

- Rédaction d'une synthèse des travaux du GT présentant :
 - le secteur de la sélection avicole et son intérêt stratégique pour la transition
 - formulant trois recommandations : désigner et travailler à renforcer la protection des sites sensibles, mieux accompagner les efforts des entreprises à l'export, préparer l'élevage avicole de demain en soutenant les investissements en matière de génétique
- Synthèse validée par l'ensemble des membres du GT et adressée au cabinet fin août 2023



INFLUENZA AVIAIRE – ÉLEVAGE DE DEMAIN ET TRAVAUX INTER-INTERPROFESSIONNELS

Parangonnage international

Objectif

Capitaliser sur les stratégies mises en place pour faire face au risque d'endémisation du virus et améliorer la résilience des élevages avicoles

- rassembler des chiffres clefs sur la structuration de l'offre dans les principaux pays producteurs et interroger les niveaux de soutiens publics pour les différents maillons pour faire face à l'épidémie
- dresser un panorama des mesures structurelles mises en place dans les autres pays pour rendre les élevages résilients

Livrables

- L'ensemble des CAA des pays enquêtés (Allemagne, Pays-Bas, Pologne, Hongrie, Espagne, Italie, Ukraine, Etats-Unis, Brésil, Royaume-Uni, Thaïlande, Japon) dans le cadre de l'étude comparative internationale (ECI) ont transmis leur retour (sauf Ukraine)
- Rédaction d'une synthèse des réponses obtenues



INFLUENZA AVIAIRE – ÉLEVAGE DE DEMAIN ET TRAVAUX INTER-INTERPROFESSIONNELS



Eclairage territorial

Objectif

Apporter un éclairage sur les questions d'investissement et d'installation qui relèvent de la compétence des Régions

- Disposer d'un RETEX sur les stratégies d'investissement et d'installation ciblant les filières avicoles déployées en région
- Identifier des pratiques et modes d'organisations innovants qui ont pu être déployés pour réduire le risque sanitaire/renforcer la résilience des filières avicoles

Livrables

- 10 DRAAF ont transmis des contributions dont les régions les plus affectées par l'IAHP (Nouvelle-Aquitaine, Pays de la Loire, Occitanie)
- Rédaction d'une synthèse des réponses obtenues



INFLUENZA AVIAIRE – ÉLEVAGE DE DEMAIN ET TRAVAUX INTER-INTERPROFESSIONNELS



Chantier national - Filières

Ce qui a été fait :

- **Génétique aviaire** : propositions concrètes pour préserver les sites stratégiques à court et moyen terme
- **Vaccination** : implication des interprofessions dans l'élaboration de la stratégie vaccinale

Ce qu'il reste à faire :

- **Cartographie** : poursuite des travaux pour finaliser les deux outils d'aides à la décision (cartographie des sites sensibles et des élevages)
- Mutualisation du coût du risque sanitaire pour un **modèle de financement pérenne**
- **Transitions pour gagner en résilience** : proposition d'une méthode pour permettre l'appropriation des contenus mis à disposition (éclairage prospectif, parangonnage) → **poursuite de la réflexion interfilières avec l'appui de FranceAgriMer ?**



L'EXPORT : NÉCESSAIRE AU MAINTIEN DES ÉQUILIBRES ÉCONOMIQUES DE LA FILIÈRE FRANÇAISE

- Les **exportations** de la filière volaille française = **plus de 1 milliard d'euros par an**
- Des **garanties indispensables** pour :
 - Préserver le **maillon génétique** en France, leader européen du secteur et dont les exportations représentent plus de 60 % du chiffre d'affaires.
 - Préserver les **équilibres matières pour le secteur de l'abattage/transformation**.
La fermeture de marchés d'export à la France aurait des conséquences désastreuses pour certains territoires en matière d'emploi et de création de valeur ajoutée.
- **Mobilisation historique avec les Pouvoirs publics** pour sécuriser au mieux les marchés à l'export
- Cependant : **des pays vont suspendre leurs importations** durant une phase d'observation



Pour rappel : l'initiative de la France va être attentivement suivie par les pays importateurs et par les pays producteurs européens envisageant la vaccination



Pacte Ambition 2025 et amorce d'une démarche RSO



S'ENGAGER POUR L'AVENIR : PACTE ANVOL

AMBITION 2025 :

UNE DÉMARCHE VOLONTAIRE

- un grand **plan d'action volontaire** à horizon 2025
- réponse aux **nouvelles attentes sociétales**
- volonté de préserver la **diversité** de modes de production français, unique en Europe : **espèces** et **démarches qualité**
- **6 objectifs précis fixés d'ici 5 ans**



1

Toutes les attentes du marché couvertes



→ Répondre notamment à la demande de la **RHD**
en proposant un **poulet à un prix accessible**



PACTE AMBITION 2025 – PROPOSITIONS DE MISE À JOUR

Objectif N° 1 : Couvrir toutes les attentes du marché

- % de volaille produite sous cahier des charge ECC – **nouveau** ;
- % de volailles produites sous SIQO – **déjà suivi** ;
- % de chaque espèce dans le volume global (en train de se dégrader) – **déjà suivi** ;
- % de volailles élevées sous cahier des charges « sortant à l'extérieur » (hors LR et Bio) – **nouveau** ;



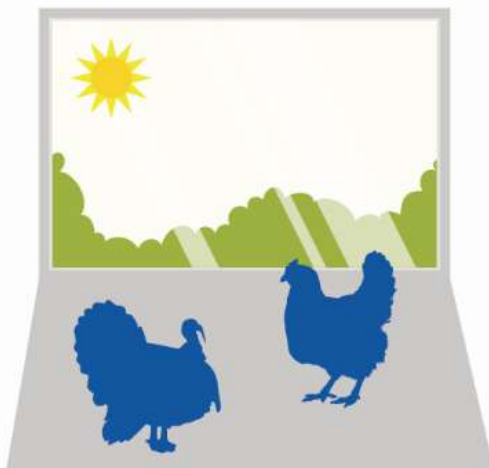
Capacité de la filière à répondre aux attentes aussi en matière de quantité.

indicateur à suivre : taux d'auto-approvisionnement (nouveau) le % d'importation dans la consommation (déjà suivi).

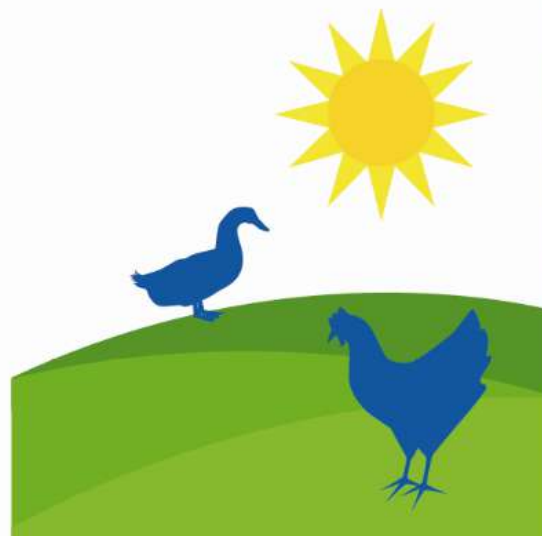


2

Accès à la lumière naturelle
pour **50 %** des volailles de chair



30 %
dans des poulaillers
avec fenêtres



20 %
avec des parcours
extérieurs



PACTE AMBITION 2025 – PROPOSITIONS DE MISE À JOUR

Objectif N° 2 : Accès à la lumière naturelle pour 50 % des volailles de chair

- % d'élevages avec accès à la lumière naturelle – **nouveau** ;
- % d'élevages standard avec accès à la lumière naturelle – **nouveau** ;



Modifier/clarifier le titre de l'objectif

Intégration d'un objectif et d'un indicateur sur l'enrichissement du milieu ; à définir à partir de ce qui est suivi dans le cadre du diagnostic EBENE ©.



3

100 % des élevages audités
sur leurs bonnes pratiques



Deux applications mobiles :

- l'une pour un audit complet des **élevages** (EVA) : 80 % en 2020
- l'autre concentrée sur le **bien-être animal** (EBENE) – en cours de déploiement



PACTE AMBITION 2025 – PROPOSITIONS DE MISE À JOUR

Objectif N° 3 : 100 % des élevages audités sur leurs bonnes pratiques

- % d'élevages ayant réalisés un audit complet EVA – **déjà suivi** ;
- % d'élevages/éleveurs ayant réalisés un diagnostic (auto ou par une tierce partie) EBENE © - **déjà suivi**

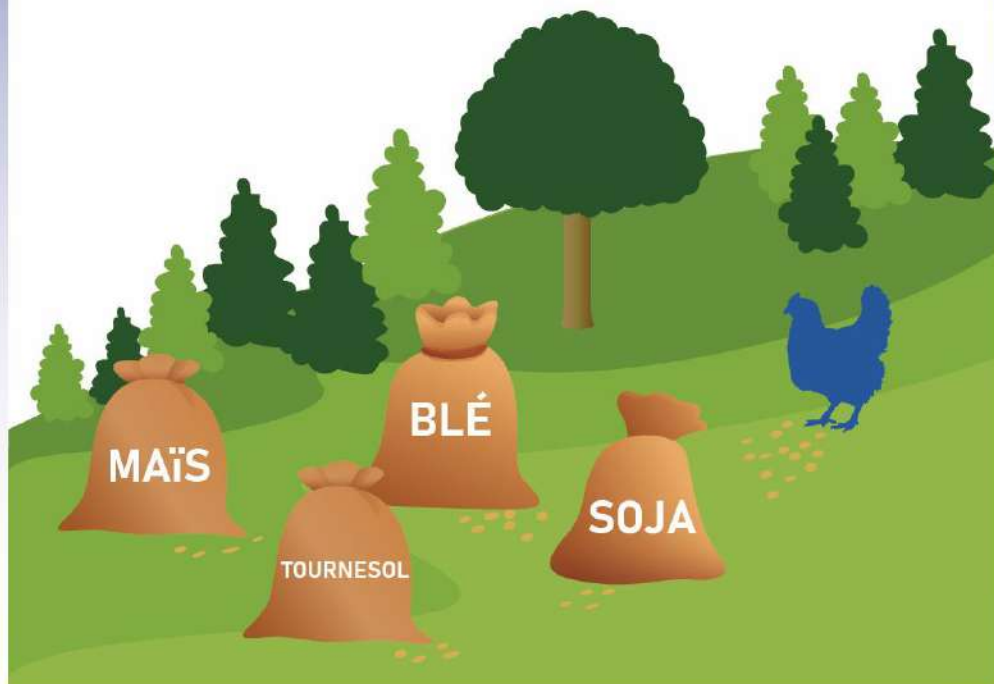


Inclure dans cet « item » la notion de formation BEA.

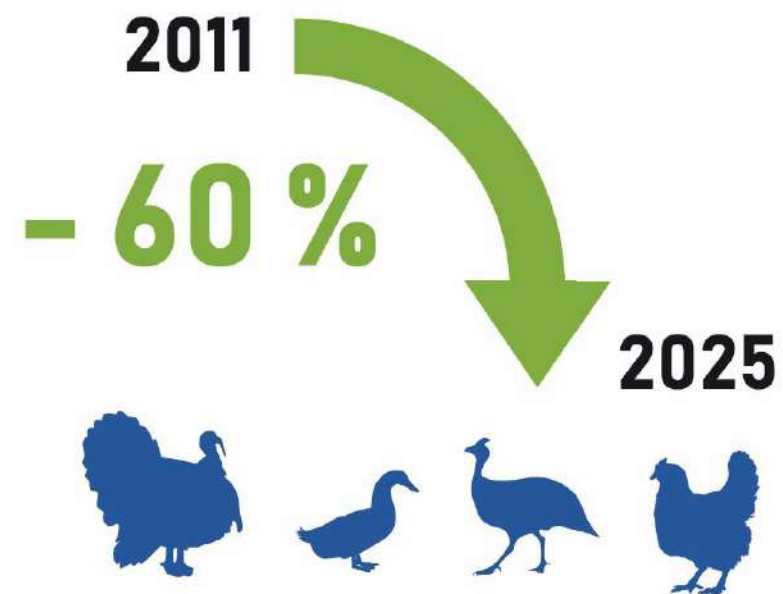
Rendre plus contraignante l'utilisation d'EBENE ©, via par exemple un objectif sur la réalisation du diagnostic par un organisme tiers (pas de consensus)



4 Une alimentation 100 % durable
avec zéro déforestation



5 Réduction drastique
des antibiotiques



PACTE AMBITION 2025 – PROPOSITIONS DE MISE À JOUR

Objectif N° 4 : Une alimentation 100 % durable avec zéro déforestation

- % de soja dans la ration totale – **déjà suivi** (Duralim)
- Empreinte soja potentiellement à risque de déforestation et de conversion dans la ration totale (pour la dinde et pour le poulet) – **déjà suivi** (Duralim)



Modifier le titre de l'objectif

Détailler davantage les objectifs/engagements de Duralim

Indicateur sur l'origine de l'approvisionnement des matières premières (céréales et tourteaux - % de MP françaises dans la ration), afin de valoriser l'approvisionnement français.



PACTE AMBITION 2025 – PROPOSITIONS DE MISE À JOUR

Objectif N° 5 : Réduction drastique des antibiotiques

- % d'utilisation des antibiotiques dans les élevages de volailles de chair – **déjà suivi**



Ajout d'éléments sur l'utilisation des antibiotiques dans les pays qui exportent vers l'Europe de la volaille.



6

Maintien des exploitations à taille humaine

1 éleveur pour 2 poulaillers



PACTE AMBITION 2025 – PROPOSITIONS DE MISE À JOUR

Objectif N° 6 : Maintien des exploitations à taille humaine – 1 éleveur pour 2 poulaillers

- Taille moyenne des élevages de volaille de chair en France – **déjà suivi** (RA)



Revenir complètement sur la manière dont est rédigé cet objectif :

- Pas entendable de vouloir limiter la taille des élevages alors que l'on défend, le fait de favoriser le développement de l'élevage standard.
- Parler d'élevages familiaux, avec des capitaux familiaux.
- Renforcer cet item avec des indicateurs sur le renouvellement des générations : taux de renouvellement/ taux d'installation /suivi de la pyramide des âges.
- Valoriser le taux de femmes et de jeunes dans la filière, plus important que dans d'autres, pour illustrer l'attractivité de nos métiers.
- Suivi du taux « d'érosion » des bâtiments pertinent (en interne) pour identifier les enjeux autour de la capacité à transmettre son exploitation.



PACTE AMBITION 2025 – PROPOSITIONS DE MISE À JOUR – **NOUVEL OBJECTIF**



Objectif N° 7 : Amélioration de l'impact environnemental et climatique de la filière

- **Objectif à construire sur la base des travaux du projet CAP2ER (Calcul Automatisé des Performances Environnementales pour des Exploitations Responsables)** construit par les Instituts techniques
- Suivi de plusieurs indicateurs environnementaux :
 - contribution au changement climatique,
 - consommation d'énergies fossiles,
 - qualité de l'air, stockage de carbone,
 - maintien de la biodiversité, qualité de l'eau.



Communication



Salon de l'Agriculture – Du 25 février au 5 mars 2023

- ➔ Cette année encore, la filière était présente sur un stand au Salon de l'Agriculture (Hall 4, Allée D, stand 141)
- ➔ L'occasion d'échanger avec les décideurs politiques sur les enjeux de souveraineté alimentaire et de la combinaison vaccination/préservation des marchés d'export
- ➔ Un relais actif de ces rencontres sur les réseaux sociaux professionnels ANVOL : **14 messages** publiés sur LinkedIn et Twitter pour **plus de 31 000 impressions**



Salon de l'Agriculture – Du 25 février au 5 mars 2023

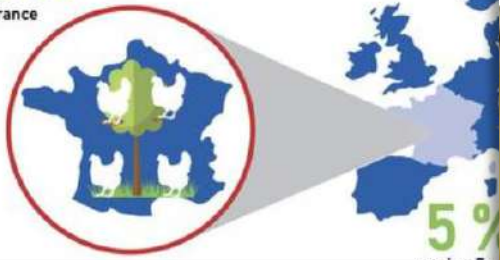
- ➔ Le Salon de l'Agriculture est aussi une occasion unique pour la filière d'aller à la rencontre du grand public
- ➔ Création d'un article et d'une newsletter sur le blog **volaille-info** pour promouvoir le stand
- ➔ Diffusion de **11 messages** tout au long de la semaine sur le **compte Facebook Volaille Info** pour rappeler la présence de la filière au SIA et partager les animations culinaires.

Volaille Info
le 26 février à 09:30 · · ·

Le monde entier aime la volaille ! 🌍
La preuve : c'est la première viande consommée au monde, pas mal, non ?
Pour en savoir plus sur la filière française et rencontrer des professionnels passionnés, venez nous voir au **Salon International de l'Agriculture** (page officielle) 😊
📍 Hall 4, Allée D, Stand 141

La France, 1^{re} filière poulet plein air d'Europe

20 %
en France



5 %
moyen Eur

VOLAILLE-INFO.FR
Le marché de la volaille : les chiffres à connaître
De plus en plus appréciée, la viande de volaille est aujourd'hui la plus consommée

Volaille Info
5 mars, 09:30 · · ·

La volaille, c'est vous qui en parlez le mieux ! 🇫🇷
Facile à préparer, abordable, gourmande et reconnue pour ses qualités nutritionnelles c'est une viande qui plait au plus grand nombre... surtout lorsqu'il s'agit de volaille française !
Venez rencontrer les professionnels passionnés de la filière, tester vos connaissances et tenter de gagner de nombreux cadeaux au **Salon International de l'Agriculture** (page officielle)
📍 Hall 4, Allée D, Stand 141
On vous attend !



et oui, la volaille.

Volaille Info
Publié par Agorapulse · le 1 mars à 14:10 · · ·

Affluence aujourd'hui sur le stand de la Volaille Française pour un moment de dégustation gourmand en présence d'un chef !
Nous vous attendons nombreux 📍 Hall 4, Allée D, Stand 141.
Alors, plutôt pintade, caille, poulet, pigeon ou canard ? 😊



ACTUALITÉS

LA VOLAILLE FRANÇAISE VOUS DIT TOUT AU SALON DE L'AGRICULTURE !

JEUDI 23 FÉVRIER 2023

Partager cet article
f t in

Le Salon de l'Agriculture est de retour ! Rendez-vous dès le 25 février dans le Hall 4, Allée D, Stand 141 pour tout savoir sur la Volaille Française, rencontrer les professionnels de la filière et tenter de gagner de nombreux cadeaux.

Cette année, découverte, dégustation et diversité sont les 3 mots d'ordre des démonstrations culinaires organisées par la Volaille Française. Dimanche 26, lundi 27 février et mercredi 1er mars, venez déguster vos volailles préférées préparées par un chef dans des recettes gourmandes et originales : pintade, poulet, dinde, caille ou canard seront sublimes pour le plus grand plaisir de vos papilles.

La volaille est la 2^e viande consommée en France, c'est le moment de faire le plein de recettes à reproduire à la maison pour faire plaisir à toute la famille !

Pourquoi ne pas en profiter pour tester vos connaissances ? Un grand jeu organisé par la Volaille Française et les Œufs de France vous attend également sur le stand pour vous en apprendre plus sur ces produits du quotidien et tenter de remporter de nombreux cadeaux. Bonne chance !



Deux conférences de Presse

- Les conférences de presse ANVOL sont devenues de véritables rendez-vous annuels avec les journalistes pour rencontrer les professionnels de la filière.
- Ces conférences de presse doivent intéresser tous les types de journalistes : depuis la presse économique jusqu'à la presse nutrition en passant par les médias culinaires ou généralistes. Pour chacune d'elles entre 25 et 30 journalistes présents parmi les plus grands medias : l'AFP, l'agence Reuters, Le Monde, Les Echos,...

CONTEXTE

LE FIGARO

Le Monde

AFP

BFM
BUSINESS

60
millions
de consommateurs

180°C
culture food

LaFranceAgricole
www.lafranceagricole.fr

l'Humanité

USA

Régat
Régat

REUTERS

Les MARCHÉS
LE MÉDIA DE L'ALIMENTAIRE

Les Echos



Conférence de Presse

Le jeudi 22 février 2023 Chez Magniv, Paris

En amont du SIA, sur le thème :

« Volailles : la filière mobilisée pour assurer sa reprise et la sauvegarde de son modèle de diversité unique »





22 février 2023
SURFACE : 55 %
PERIODICITE : Quotidien



22 février 2023 - Edition Fil Gen

La France "submergée" par les poulets importés, selon les volaillers

(AFP) -

La moitié du poulet consommé en France est désormais importée, contre un quart en 2000, se sont alarmés mercredi les volaillers, qui qualifient de "combat de leur vie" leur volonté de freiner ces arrivées massives de viande à bas prix.

"On commence à être vraiment submergés par les importations (...) c'est incroyable", a déclaré lors d'une conférence de presse Jean-Michel Schaeffer, qui préside l'interprofession française de la volaille (Anvol) et la Confédération française de l'aviculture (CFA), section spécialisée du syndicat agricole majoritaire FNSEA.

En 2022, les importations de volailles ont atteint un "niveau record" à environ 827.000 tonnes équivalent carcasse (+10,3% sur un an).

Cette hausse s'explique notamment par le repli de l'offre française (-7,6%) du fait de la grippe aviaire.

Toutes espèces confondues (poulets, dindes, canards, poules pondeuses...), 25 millions de volailles sont mortes du virus ou ont été euthanasiées en 2022 pour freiner la propagation de l'épidémie. Et de nombreux élevages sont restés vides de manière prolongée, en raison des délais sanitaires avant de pouvoir accueillir de nouveaux poussins ou canetons.

Le gros des importations provient de Pologne, de Belgique et des Pays-Bas. Et les volumes, moindres, issus d'Ukraine et du Brésil ont bondi (respectivement +114% et +57%).

L'Anvol pointe notamment la décision de l'Union européenne de suspendre les droits de douane avec l'Ukraine pour un an en juin 2022, en solidarité avec le pays en guerre.

L'interprofession (qui rassemble tous les maillons de la volaille, de la sélection génétique à la transformation) demande que cette suspension ne soit pas reconduite.

"Tout le monde parle de souveraineté alimentaire. En volaille, on est en train de dépendre de tout le monde", a déploré Gilles Huttepain, représentant des industriels à l'Anvol, à quelques jours de l'ouverture du Salon de l'agriculture.

L'interprofession Inaporc s'était inquiétée la semaine dernière de la hausse de 3,4% des importations de viande de porc sur les dix premiers mois de 2022.

"Il faut voir que les importations (de porc) représentent 600 semi-remorques, 12.500 tonnes par semaine", a déclaré à des journalistes Thierry Meyer, président d'Inaporc et patron de la filière porc du groupe Bigard.

Afp le 22 févr. 23 à 17 56.

franceinfo: france tv radiofrance

franceinfo: vidéos radio jt magazines

politique vra ou fake société faits-divers santé éco/consé monde europe culture sport environnement météo LE LIVE

Alimentation : avec 15 poulets par personne en 2022, les Français sont les premiers consommateurs en Europe

En pleine période d'inflation, les Français se tournent vers la viande la moins chère : le poulet. Mais le prix de la volaille a lui aussi augmenté, et de plus en plus de poulet est importé de l'étranger.

Sophie Auvigne
Radio France

Publié le 23/02/2023 08:14 Temps de lecture : 2 min.



Poulet rôti (illustration). (GÉRARD HOUIN / MAXPPP)

franceinfo:

franceinfo:

PAYS :France
EMISSION :LE 9H30-12H00
DUREE :00:02:39
PRESENTATEUR :Camille Revel

► 23 février 2023 - 11:46:12

11:46:12 Les Français mangent de plus en plus de poulet.
11:46:30 Commentaire de Sophie Auvigne qui évoque une modification profonde de la consommation de volailles.
11:46:53 Micro-trottoir sur le prix du poulet qui augmente.
11:47:37 Interview de Gilles Huttepain, vice-président de l'Anvol.
11:48:02 9 Français sur 10 disent donner la préférence à du poulet tricolore, bien repérable dans les rayons froids des supermarchés.
11:48:14 Interview de Yann Nédélec, directeur de la filière volailles.
11:48:51

franceinfo:

PAYS :France
EMISSION :LE 14H00-17H00
DUREE :00:02:38
PRESENTATEUR :Marie Bernardeau

► 23 février 2023 - 15:41:10

15:41:10 La consommation de poulet a augmenté de près de 5 % entre 2021 et 2022. 15: 41:31 Reportage de Sophie Auvigne. La viande de poulet reste moins chère devant le porc et le boeuf.
15:41:53 Interview d'une consommatrice de volaille.
15:42:13 Note sur le prix de la cuisse de poulet.
15:42:25 La chute des ventes a été marquée pour le poulet haut de gamme qualifiée Label Rouge bio.
15:42:34 Interview de Gilles Huttopin (ph), vice-président de L' Anvol.
15:43:04 Neuf Français sur dix disent donner la préférence à du poulet tricolore bien repérable dans les rayons froid des supermarchés.
15: 43:14 Interview d'Yann Nédélec, directeur de la filière volaille à Anvol.
15:43:48





On n'a jamais mangé autant de poulet

Ils rôtiissent tranquillement en attendant les clients. Philippe Guéry veille à bien les arroser. Le poulet séduit de plus en plus les consommateurs. L'an passé, chaque Français en a mangé quinze, soit un total de 28 kilos. "C'est facile à cuisiner. C'est un peu régressif. Ça rappelle un peu notre enfance", lance une cliente. Outre sa chair, en cette période de crise, le prix de cette volaille est très attractif selon les clients rencontrés ce vendredi matin. Même constat chez un vendeur installé au même marché depuis des années. "Ça a toujours été un produit pas très cher la volaille quand même dans l'ensemble... c'est un produit qui est abordable", selon Philippe Marchand, commerçant. Et même si tout est bon dans le poulet, les clients préfèrent la cuisse, moins chère que les filets ou les nuggets, mais chacun à son avis. Pour satisfaire la demande sur le marché français, un poulet sur deux est importé. Christophe Labour, producteur, élève 40 000 poulets par an, et se prépare à recevoir de nouveaux animaux. Pour lui, les importations s'expliquent par la hausse des charges, la crise de la grippe aviaire, et le conflit en Ukraine. C'est une situation qui préoccupe les producteurs, qui aimeraient conserver une indépendance alimentaire. A noter que l'Hexagone compte 14 000 élevages de volailles.

TF1 | Reportage N. Hesse, M. Giraud, X. Baume



Conférence de Presse

Le jeudi 7 septembre 2023 à l'Atelier Maître Albert, Paris

En amont du SPACE, sur le thème :

« La filière redémarre et se mobilise pour répondre à la hausse de la demande et résister aux importations »



franceinfo:



LE FIGARO



«Nous vivons un déferlement de volailles ukrainiennes qui pénalise la filière française»

Le 5 juin dernier, la Commission européenne a renouvelé les exonérations de droits de douane et de volume d'exportation sur la volaille ukrainienne face à l'invasion de la Russie. Une situation qui engendre «un déferlement de poulets ukrainien» sur le territoire français, vécu comme «une concurrence déloyale» pour Jean-Michel Schaeffer, le président de l'interprofession de la volaille de chair (Anvol).





Agriculture : la revanche du modèle standard et des productions d'entrée de gamme au salon de l'élevage

⌚ Lecture 2 min

Accueil • Sud Ouest Éco • Agriculture

A large number of white chickens are packed closely together in a crowded indoor facility, likely a broiler house. The chickens are mostly white with some reddish-brown markings on their heads and necks. They are standing on a dark, possibly dirt or wood, floor. In the background, there are rows of metal cages or racks, and bright light is coming from the top, creating a high-contrast scene.

Les ambitions d'un élevage soucieux du bien-être animal se heurtent au mur de l'inflation. Alors l'horizon est à nouveau à la production de masse pour résister aux importations à bas coût

Les professionnels de l'élevage (coopératives, interprofessions...) devraient marteler la nécessité de produire pour compenser l'inflation, de mardi à jeudi au salon des productions animales de Rennes (Space), vitrine bretonne de l'agro-industrie depuis 1987. La première région française d'élevage produit aujourd'hui plus d'un porc français sur deux et un poulet sur trois.

"Silence radio"

augmenter le pâturage: c'était l'air du temps et conforme aux préconisations des vétérinaires.

Selon Pascale Hebel, directrice chargée des tendances de consommation à la société de conseil C-Ways, seuls "30% des Français ont les moyens de payer plus cher pour la qualité", contre 50% en 2017.

Désormais, "silence radio" à l'Elysée sur la montée en gamme, remarque Gilles Huttepain. L'exécutif parle

"souveraineté alimentaire" et baisse de la dépendance aux importations.

"Le prix, le prix, le prix"

"J'ai toujours dit que cette montée en gamme, c'était pas gagné", observe Yves-Marie Beaudet, éleveur de poules pondeuses et président de l'interprofession de l'oeuf CNO.

Poussée par les pouvoirs publics, les enseignes de supermarché et les associations de protection animale, la filière oeufs a quasiment tourné le dos aux cages (une poule pondeuse sur quatre élevée en cage aujourd'hui en France

deuts a quasiment toutes les cages (une poule pointeuse sur quatre élevée en cage aujourd'hui en France contre encore 44% en 2020).

Yves-Marie Beaudet le regrette car les achats d'oeufs issus de poules en cage, moins chers, sont repartis avec l'inflation.

"Notre problème, c'est que la demande du consommateur c'est le prix, le prix, le prix", abonde la directrice de l'interprofession porcine Inaporc, Anne Richard.

Il a été reproché aux professionnels du porc de ne pas prendre le train de la montée en gamme (moins de 1% de porc bio). "Peut-être que la résistance qui a eu lieu à l'époque n'était pas ridicule. Les gens qui ont investi dans le

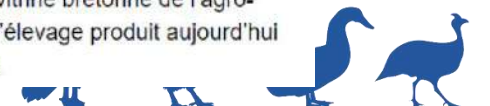
bio se retrouvent coincés" faute de débouchés, note-t-elle.

Priorité désormais à la "compétitivité", aux volumes plutôt qu'aux niches pour faire des économies d'échelle et rester accessible.

"C'est un retour en arrière, à contre-courant des enjeux qu'on a devant nous", notamment de développer - pas seulement pour les riches - une alimentation de qualité estime Mathieu Courreau, éleveur laitier et coprésident du

seulement pour les riches - une alimentation de qualité, estime Maïmou Courgeau, élu(e) à l'assemblée du collectif Nourrir, qui rassemble une cinquantaine d'organisations pour une refonte du système agricole et

biogēns bīns y bēs crēs' dīnē dīs gōtēs jēs cōpēs gōstēs ē ēlīpīōpīēstēs cēs cēs.,"
 fōm jū' jē tēōm ēlī ēlīēs qn ēlīqēs ēlī dīnū biogēstēs qē cē dīn ēlī jū' qēbēs jēs gōstēs jōō



Les Echos

Grippe aviaire : quatre pays sanctionnent la volaille française pour vaccination

AGRICULTURE

Marie-Josée Cougard

Cela n'a pas traîné. L'annonce par la France de sa décision de vacciner les canards contre la grippe aviaire a provoqué la fermeture des frontières de quatre pays importateurs de volailles françaises. La vaccination n'agit visiblement donc pas comme un gage de sécurité dans les relations commerciales : l'idée couramment répandue est que quand un pays vaccine ses animaux, c'est qu'il fait face à des problèmes sanitaires.

Pour certains pays, dont le Japon, cela suffit pour fermer ses portes. A ce stade, selon nos informations, Tokyo n'a pas encore annoncé de blocage du foie gras français, alors même que seuls les canards seront vaccinés. En revanche, les volailles de Bresse, dont l'archipel est friand au moment des fêtes de fin d'année et tous les produits de volailles tricolores n'auront plus accès à l'archipel nippon à partir du 1^{er} octobre date des premières vaccinations.

Trois autres pays ont commencé à refuser des volailles françaises, parmi lesquels Taïwan, Hong Kong et le Canada. La filière avicole garde espoir que cette situation ne s'installe pas dans ces trois pays, dont la fermeture n'est pas encore totale. En termes purement financiers, l'enjeu immédiat n'est pas énorme si l'on se réfère aux exportations de 2019, dernière année avant le Covid, où les volumes étaient de 22.000 tonnes pour 60 millions d'euros, avec en plus Singapour et la Thaïlande.

Des trésors de pédagogie

Depuis le mois d'avril, le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation et l'administration nationale développent des trésors de pédagogie auprès de chaque pays client de la volaille française, pour éviter une cascade de fermetures qui seraient tout à fait préjudiciables à la filière mise à mal par deux ans de crise sanitaire.

« L'idée est d'apporter des garanties de sérieux, de suivi et de parfaite maîtrise du processus de vaccination des canards », explique l'interprofession de la volaille Anvol. ■

Les Echos

À la une Idées Économie Politique Entreprises Finance - Marchés Bourse Monde Tech-Médias Start-up Régions Patrimoine Le Mag W-E

Grippe aviaire : quatre pays sanctionnent la volaille française pour vaccination 🦆

Le Canada, le Japon, Taïwan et Hong Kong ne veulent plus de volaille française. La décision de vacciner les canards contre la grippe aviaire jette l'opprobre sur la sécurité sanitaire du pays exportateur.



10 millions de canards seront vaccinés à partir du 1^{er} octobre pour un coût de 90 millions d'euros. (Jifuck)

Par Marie-Josée Cougard

Publié le 7 sept. 2023 à 19:16 | Mis à jour le 8 sept. 2023 à 5:53

Cela n'a pas traîné. L'annonce par la France de sa décision de vacciner les canards contre la grippe aviaire a provoqué la fermeture des frontières de quatre pays importateurs de volailles françaises. La vaccination n'agit visiblement donc pas comme un gage de sécurité dans les relations commerciales : l'idée couramment répandue est que quand un pays vaccine ses animaux, c'est qu'il fait face à des problèmes sanitaires.

Pour certains pays, dont le Japon, cela suffit pour fermer ses portes. A ce stade, selon nos informations, Tokyo n'a pas encore annoncé de blocage du foie gras français, alors même que seuls les canards seront vaccinés. En revanche, les volailles de Bresse, dont l'archipel est friand au moment des fêtes de fin d'année et tous les produits de volailles tricolores n'auront plus accès à l'archipel nippon à partir du 1^{er} octobre date des premières vaccinations.



l'Humanité

Gérard Le Puill
**PRODUISONS LES POULETS QUE NOUS
MANGEONS !**

Avec 82 % des parts de marché en 2023, le poulet est la volaille préférée des Français, loin devant la dinde et le canard. Mais les achats baissent en Label Rouge et en Bio, en raison du recul de pouvoir d'achat des ménages. Parallèlement, la restauration collective importe trop de poulets d'entrée de gamme dans le seul but de réduire le prix de revient des repas servis dans les cantines.

⌚ 6min Mise à jour le 11.09.23 à 12:59



©Pascal SITTLER/REA



- La filière française d'élevage de poulets dénonce une concurrence à bas coûts venant de l'Ukraine.
- L'Union européenne a suspendu, en mai 2022, les droits de douane sur la volaille pour soutenir l'économie du pays.
- Résultat : les volailles ukrainiennes, moins coûteuses, affluent en France.



Voyage de Presse ANVOL en Pays de Loire - 5 et 6 juin 202

- Une occasion de faire découvrir et toucher du doigt à 10/15 journalistes parisiens + des journalistes région sélectionnés, les réalités de cette filière et de ces modes d'élevage en les emmenant sur le terrain
- Présentation de différents modes d'élevage et explication des contraintes de chacun : de l'accoupage à l'abattage
- Valorisation du modèle français et de la diversité des espèces et modes de production
- 20 journalistes présents pour suivre le voyage de presse en Pays de Loire, de la presse nationale et régionale, parmi les suivants :

Les **MARCHÉS**
Le média de l'alimentaire



franceinfo: **l'Humanité**



Le **Courrier**
de l'ouest

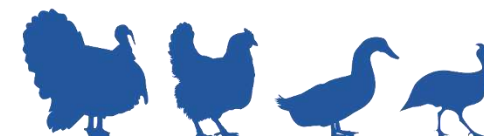
Filières
Avicoles
DE L'ÉLEVAGE À LA TRANSFORMATION DES VOLAILLES ET DES ŒUFS



Les Echos



l'Anjou
agricole



Voyage de Presse ANVOL en Pays de Loire - 5 et 6 juin 202

Jour 1



Couvoir Groupe Hendrix
Genetics, à Saint-Laurent
de la Plaine



Usine d'aliments Noréa, à
Mauléon



Élevage de volailles
standards, à Cirieres





Voyage de Presse ANVOL en Pays de Loire - 5 et 6 juin 202

Jour 2



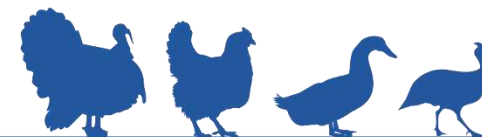
Exploitation de poulets
Label Rouge, à St André
Goule d'oie



Usine Maître Coq, à
Chavagnes en Pailers

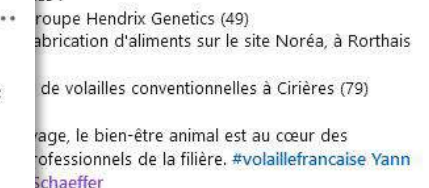


Élevage de canards à rôtir, à
Les Lucs-sur-Boulogne





Suivi du voyage de presse en direct sur les réseaux sociaux



2 commentaires · 7 republications

1 commentaire · 5 republications



ENTREPRISES

La filière volaille relance prudemment sa production

L'an passé, deux violentes vagues de grippe aviaire avaient décimé les élevages dans l'Ouest.

OLIVIA DÉTROYAT  @OlivierDetroyat

EN VÉRIÉTÉ ET DANS LES DEUX-SEVRES

ALIMENTAIRE « Je viens de remettre en place des canards dans deux bâtiments, j'espère que je n'ai pas fait une bêtise. » Comme tous les volaillers des Pays de la Loire ou de Nouvelle-Aquitaine, Louis-Marie Pasquier marche sur des œufs, après avoir relancé au printemps sa production de poulets, dindes et canards à rôti. Dans ces régions frappées à deux reprises (au printemps puis à l'automne 2022), par de violentes vagues d'influenza aviaire, la production

volaille a repris doucement depuis mi-avril. Et depuis le 15 mai, la production française de volaille. C'est la fin de la sélection génétique en France. »

« L'état a été très présent sur l'accompagnement des éleveurs et des entreprises », estime-t-on chez le sarthois LDC. Mais une partie des aides (celles liées à la non-production pendant les vides) n'a pas été versée. « Nous avons décidé volontairement de nous faire mal, en réduisant les densités dans l'attente du vaccin, appuie Roland Tonarelli, le directeur général de Maître CoQ.

Nouveau vide préventif

Au total, le manque à gagner pour l'ensemble de la filière a dépassé 1 milliard d'euros, selon l'enveloppe des indemnités prévue par le gouvernement. Mais si le retour possible de la production a été bien accueilli, les effets de la crise sont loin d'être effacés. En effet, les Pays de la Loire concentrent 70 % des couvoirs et des animaux reproducteurs alimentant les élevages français. Conséquence des

Attente du vaccin

deux vagues d'influenza aviaire qui ont touché la région et bloqué des couvoirs, il manquait fin 2022 et début 2023, 40 % des canetons pour regarnir les bâtiments d'élevage. « C'est comme une pompe à réamortir, détaille Jean-Michel Schaeffer, président de l'Anvol, l'interprofession de la volaille. Il est impossible, tant du côté des couvoirs que du côté des abattoirs, de fournir et de réceptionner les animaux tous en même temps. » Deux mois après les premières levées des contraintes sanitaires, les volumes de la filière ne dépassent pas 80 % de ceux d'avant la vague meurtrière. Et partout, la tension reste à la hausse des densités. Comme chez Louis-Marie Pasquier, qui a réduit de 15 % la taille moyenne de ses lots de volailles depuis son installation en 1995. « Si je pouvais mettre 1 000 bêtes en moins dans un bâtiment pour limiter le risque, je le ferais sans hésiter, mais il y a des impératifs économiques », explique l'éleveur.

le PLUS du FIGARO ECO

VOLAILLE

Après la grippe aviaire en 2022, la filière se relance



dix Genetics. Il faut absolument protéger nos sites au moins dans les 30 kilomètres autour car si on ne peut plus exporter, c'est la fin de la sélection génétique en France. »

« L'état a été très présent sur l'accompagnement des éleveurs et des entreprises », estime-t-on chez le sarthois LDC. Mais une partie des aides (celles liées à la non-production pendant les vides)

Même discours à quelques kilomètres de là, dans le couvoir hyper-sécurisé du hollandais Hendrix Genetics, qui fournit en œufs et dindonneaux les éleveurs de la région et les couvoirs du monde entier. Près de 70 % de son chiffre d'affaires est réalisé hors de nos frontières. S'il n'a pas été directement touché, son couvoir, considéré comme un site stratégique, a été bloqué à deux reprises par la présence de foyers dans son environnement proche. De quoi lui fermer certains marchés à l'étranger comme le Maroc qui refuse de faire venir des œufs venus de zones à moins de 100 kilomètres d'un foyer. En parallèle, 30 % des indispensables animaux reproducteurs ont été euthanasiés chez ses éleveurs salariés ou partenaires. « Il n'est pas encore sûr que nous retrouvons notre activité d'avant la crise, déplore Laurent Soutti, directeur général pour la France de la section dinde d'Hendrix.

2 %, malgré des prix en hausse de 30 % à 40 % sur deux ans. Dans ce contexte, chaque nouvelle vague grippale ouvre un peu plus la porte à du poulet venu de l'est de l'Europe ou d'Amérique du Sud. »

Un coup dur, alors que les professionnels ont commencé depuis un mois à remettre des animaux dans leurs fermes. « C'est un stress quotidien. Si la maladie remonte, ce sera catastrophe », redoute Louis-Marie Pasquier à la tête d'une exploitation de 2 poulaillers dans les Deux-Sèvres. Un élevage XXL reparti sur quatre sites, avec poulets, dindes, pintades et canards. « Un dernier, j'ai travaillé quatre mois et demi. Si on m'avait dit un jour que je n'aurais plus de poulet, je ne l'aurais pas cru. Depuis avril, je suis repartir d'abord avec des dindons. »

Frappé par les deux vagues d'épidémie, il redoute de revoir ce cauchemar. Après que des canetons ont été infectés sur un de ses sites, il a été contraint fin dernier en urgence de laisser euthanasier ses autres pensionnaires, pourtant en bonne santé. « J'ai 70000 chapons et 15000 pintades prêts à consommer qui ont été sacrifiés, ça fait mal au cœur. »

Desencôte, Clément Blanchard, jeune éleveur (28 ans) de Vendée, a

Les Echos



Dans cet élevage de volailles standard à Desvres (Seine), la production a repris mi-avril après des débâcles. Photo: L'Express/Christophe

Dans l'ouest du territoire français, le retour de l'épizootie fait l'effet d'une douche froide

Face à la résurgence de la grippe aviaire, la filière volailles appelle, dans les Pays de la Loire, à stopper dès fin juin l'élevage de canards. Les troupeaux de la maladie, leur réintroduction se fera avec l'arrivée du vaccin en octobre.

Dominique Chapuis

Dans les Pays de la Loire, tous les voyants sont au rouge. Après une courte période d'accalmie, la grippe aviaire est en effet repartie dans l'hexagone. Les éleveurs de la région, haut lieu de la filière, sont inquiets car 50 foyers ont été identifiés dans le Sud-Ouest. Deuxième zone productrice de volailles (25 % après la Bretagne), les Pays de la Loire concentrent surtout les fermes qui sélectionnent les reproducteurs et les couvoirs, fournisseurs des poussins, canetons ou

en plus de chance. Un voisin touché, adieu, lui, en une nuit vider trois bâtiments, avec 12.000 poulets Label Rouge envoyés à l'abattoir. Mais sous vendus. « Mon exploitation est ravagée depuis trois mois. Comme je vendais tout juste de m'installer en 2022, je n'ai pas eu droit à une indemnisation. La solidarité a toutefois joué. Soutenu par le groupement de producteurs et embauché par d'autres éleveurs pendant ces crises, il a pu tenir. Depuis mi-avril, sur ses 9 hectares, ses nouveaux pensionnaires peuvent désormais pleurer. »

Surveillance accrue Pour la filière, la résurgence de l'épizootie fait l'effet d'une douche froide. « On ne s'y attendait pas. La maladie devient endémique, s'alarme Jean-Michel Schaeffer, éleveur et président d'Anvol, l'interprofession. Il faut maîtriser le départ de ses poulets, éviter un emballement. Dans les Pays de la

Loire, la filière appelle à stopper dès fin juin l'arrivée de canetons sur les 45 communes les plus densées. Jusqu'à là, la date d'arrêt était prévue vers la mi-octobre.

Une mesure de précaution. « Le canard est une bombe à retardement. Pendant les huit premiers jours de contamination, on ne voit rien. Après, c'est trop tard », souligne Guy-Marie Brochard, responsable du Comité des canards à rôti. Là-bas, c'est que la zone n'est pas en palinods, le temps que le vaccin arrive. Marc Fosseu, ministre de l'Agriculture vient de préciser que la vaccination devait commencer en octobre.

L'Etat renforce les indemnités

Après la résurgence de l'influenza aviaire dans le Sud-Ouest, le ministre de l'Agriculture a annoncé lundi un renforcement de l'indemnisation des filières avicoles. Le taux d'acompte va ainsi passer à l'échelle nationale de 75 % à 85 % pour les abatages effectués depuis le 1^{er} mai 2023. Ce qui va aider à soutenir la trésorerie des professionnels. L'Etat a aussi décidé de payer dès juillet une avance pour les éleveurs situés dans des zones où l'élevage sera réduit. Au global, l'enveloppe prévue jusqu'à fin 2023 était d'un milliard d'euros.

Mais les producteurs de foyers ne sont pas d'accord. En cessant leur activité fin juin, ils redoutent de ne pas être prêts pour Noël, le pic des ventes. « A nous de les convaincre », dit Yann Nédélec, directeur d'Anvol. C'est l'avis du secteur qui se joue. « Le risque, c'est que les canards, vecteur essentiel de la propagation du virus, le passent aux autres volailles. Un danger pour les éleveurs, comme pour l'outil industriel. »

Maître CoQ (700 millions d'euros de chiffre d'affaires, connu pour ses volailles farcies ou ses poulets rôtis en sac, pousse vers cette baisse de densité. Avec 6 sites en Vendée, l'entreprise du groupe LDC a perdu 50 % de son activité fin dernier à cause de la grippe aviaire. Avec un résultat divisé par deux. Elle travaille avec un millier d'éleveurs.

« Nous sommes très inquiets depuis cette alerte. Aussi, aucun canard à rôti de LDC ne sera vendu

en place à partir de la fin juin dans cette zone. Nous sommes restés à nous faire mal. Mais c'est nécessaire », plaide Roland Tonarelli, le directeur général de Maître CoQ. Cela ne sera pas dit pour autant que nous passerons au travers de la crise. L'entreprise pourrait perdre 60 à 80 millions sur son activité canards. Un moindre mal face à la menace pour les autres espèces, avec de plus gros marchés à la dé.

La reproduction au ralenti L'impact de l'épizootie a été différent, selon les volailles. En France, la production tricolore de canards à rôti a plongé de 34 % en 2022,

« Le canard est une bombe à retardement. Pendant les huit premiers jours de contamination, on ne voit rien. Après, c'est trop tard. »

GUY-MARIE BROCHARD
Responsable du Comité
des canards à rôti

surtout par la dinde (+15 %) et la pintade (+75 %). Le recul du poulet a été limité à 1 %. De nouvelles baisses sont à prévoir en 2023, car il n'y a pas assez de poussins et autres pintadeaux pour repartir. Sur ce premier trimestre, leur nombre a chuté de 75 %.

Les Pays de la Loire sont le berceau de la génétique française. Un savoir-faire exporté dans le monde. Le néerlandais Hendrix Genetics, spécialiste dans la dinde, il faut mentionner par là-bas pour entrer dans le saint des saints. Chaque salarié doit prendre une douche sur le site, avant d'entrer dans la salle où jusqu'à 585.000 œufs, issus de femelles dédiées aux meilleurs reproducteurs, sont stockés. Après 28 jours dans un incubateur, puis un élevoir, les petits dindonneaux naissent. Un jour après, ils sont chez les éleveurs.

Un dernier, des œufs ont été amenés en secours de Bretagne. Mais la production a reculé. « Avec le vaccin, nous risquons en plus de perdre des ventes à l'export qui pèse 80 % de notre activité », indique Laurent Soutti, son directeur. Nous ne pourrions alors plus faire de sélection en France, l'activité se fera ailleurs. Au total, la Francerieque de perdre la moitié de ses clients à l'export, comme le Japon qui ne veut pas de volailles vaccinées. Un scénario catastrophe. Les professionnels appellent à une harmonisation de la vaccination dans toute l'Europe. ■

L'Anvol soutient une reprise prudente

L'interprofession de la volaille de chair (Anvol) veut des conditions favorables à la reprise de la production afin de répondre aux besoins du marché et de reprendre des positions perdues face à l'import.

Publié le 6 juin 2023



© anjou agricole

L'interprofession de la volaille de chair (Anvol) veut des conditions favorables à la reprise de la production afin de répondre aux besoins du marché et de reprendre des positions perdues face à l'import.

« Mes bâtiments sont vides depuis février 2022 : à la veille de chaque remise en place, un foyer d'influenza aviaire a été détecté à proximité de mon élevage ». A l'instar de Guy-Marie Brochard, producteur de volailles en Vendée, mais également président du Cicar (Comité interprofessionnel du canard à rôti), les éleveurs des Pays de la Loire, deuxième région productrice de volailles en France, « ont été ébranlés par les épisodes d'influenza aviaire inédits de la saison dernière ». « La situation économique est difficile » dans certains élevages de groupements, reconnaît Dominique Grasset, producteur au May-sur-Èvre, responsable de la filière volailles chez Terrena et président du Comité interprofessionnel du poulet de chair (CIPC). Ces deux éleveurs ligériens participaient lundi à la visite du couvoir Hendrix, organisé par l'Anvol, dans le cadre d'un voyage de presse dans les Pays de la Loire.

franceinfo:

Émission : Le 14h-17h

présentée par Marie Bernadeau

La grippe aviaire reprend en France, ce qui met en difficulté la filière volaille. Les éleveurs attendent le vaccin prévu pour l'automne, mais en attendant, ils redoublent de précautions pour éviter la propagation du virus. Reportage de Fanny Imbert sur un producteur de poulet Label Rouge en Vendée, région touchée par la grippe aviaire pendant près de deux ans. Interview de Clément Blanchard, éleveur : il témoigne des mesures strictes mises en place sur son exploitation. C'est la première fois depuis son installation en mars 2022 qu'il autorise ses poulets à sortir en extérieur, ce qui lui procure une grande satisfaction. Aucun nouveau canard ne pourra être élevé dans les zones à risque jusqu'à l'arrivée du vaccin, car ce sont eux qui transmettent plus facilement la maladie. La vaccination des volailles contre la grippe aviaire en France sera une première en Europe, et l'impact sur la filière sera surveillé de près. Interview de Yann Nédélec, directeur de l'interprofession de la volaille.

Le : vendredi 9 juin 2023
Durée : 1'30''

ADOCOM-RP

AGENCE DODIN COMMUNICATION
11 rue du Chemin Vert - 75011 Paris - Tél : 01 48 33 19 00 - Fax : 01 48 33 33 08
e-mail : adocom@adocom.fr - site : www.adocom.fr
Qualification : Agence Certifiée OQCOM





Grippe aviaire: pour les fournisseurs de poussins, le virus comme le vaccin perturbent les affaires

O. (AFP) -

Manipulés avec précaution, des chariots d'oeufs rejoignent un incubateur. Des dindonneaux duveteux écloront quatre semaines plus tard. Ce secteur clé pour la production de volailles craint de perdre encore des marchés à l'export si des pays se méfient d'une France réduite à vacciner contre la grippe aviaire.

Méconne, l'activité de sélectionner et couvrir les futures volailles est stratégique: pas de poulet sans poussin, pas de poussin sans oeuf, et il est très rare que l'éclosion ait lieu à la ferme.

Un établissement de l'ouest de la France, le plus grand couvoir européen pour les dindes, a exceptionnellement montré une partie de ses installations à des journalistes lors d'une visite organisée par l'interprofession française de la volaille (Anvol).

Dans une salle maintenue autour de 17 degrés, sont stockés des dizaines de milliers d'oeufs, en provenance de fermes où des dindes ont été inséminées.

Les oeufs sont en principe fertiles et attendent d'être incubés sur place, c'est-à-dire artificiellement couvés jusqu'à éclosion, ou expédiés ailleurs en Europe, au Moyen-Orient ou en Afrique. Là, d'autres professionnels se chargeront de les incuber.

Dernière les portes blanches des incubateurs aux allures de chambres fortes, température, humidité et ventilation sont contrôlées en permanence. Régulièrement, les plateaux d'oeufs sont inclinés automatiquement pour reproduire les mouvements d'une dinde qui couve ses futurs petits.

L'objectif est qu'un maximum de dindonneaux sortent, viables, de leur coquille, pour être expédiés dans la foulée vers les élevages.

Ce couvoir appartient à une filiale (Hybrid Turkeys) du groupe néerlandais Hendrix Genetics, un des principaux acteurs mondiaux de la sélection génétique et de l'accoupage des volailles, avec l'allemand EW (pour Erich Wesjohann). Deux entreprises françaises, Orvia et Grimaud, sont positionnées sur le marché des canards.

- "Pas sans risque" -

Bien implanté en France, principalement dans la région Pays de la Loire, le secteur représentait 4.500 emplois directs et près de 900 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2019, dont un quart à l'export, selon les données de l'institut technique de l'aviculture (Itavi).

Pour Hybrid Turkeys, c'est même 80% du chiffre d'affaires qui dépend de l'export, selon Laurent Souti, un de ses dirigeants.

Or ce débouché est ultra malmené par la grippe aviaire qui a sévi en France de 2015 à 2017 puis quasiment en continu depuis fin 2020.

Dès qu'un cas se déclare dans un élevage, le pays concerné perd au niveau commercial son statut "indemne". La conséquence pour les pays européens, dont la France, est la fermeture de marchés à l'export hors UE, comme la Chine, qui refuse alors tout produit avicole en provenance du pays contaminé (viande, poussins et oeufs à couvrir). Certains pays, comme le Maroc, ont continué à commercer avec la France, à condition que les sites de production soient situés à distance des zones infectées par le virus.

Ce fragile édifice a été balayé par les vagues de grippe aviaire de 2022 qui ont foudroyé la production dans les Pays de la Loire, tout autour du couvoir Hybrid Turkeys.

"Le couvoir a été bloqué deux fois, la production ne valait plus rien, il a fallu détruire les stocks" d'oeufs, décrit M. Souti, évoquant "plusieurs millions d'euros de manque à gagner".

Il n'y a plus de cas dans la région depuis janvier et le couvoir espère reprendre les expéditions vers le Maroc, la Tunisie ou la Côte d'Ivoire.

"Si on ne peut plus exporter, ça n'a pas de sens de continuer l'activité en France", affirme Laurent Souti. Une mise à garde à peine voilée: son groupe, "international", pourrait délocaliser, d'autant que la future vaccination amène son lot d'incertitudes.

La France compte vacciner les canards d'élevage contre la grippe aviaire en octobre. Les professionnels redoutent que des pays interdisent dès lors d'importer des produits avicoles français, au motif que le virus pourrait continuer à circuler à bas bruit.

"La vaccination est une piste intéressante mais pas sans risque", estime M. Souti.

Le lobby de la volaille Anvol se dit favorable à la vaccination "car la situation n'est pas tenable" sur le front de la grippe aviaire.

Mais, explique son directeur Yann Nédélec, l'interprofession demande à l'Etat de déployer une "diplomatie sanitaire active" pour "garantir que la plupart de l'export sera sécurisée".

Les MARCHÉS

Le média de l'alimentaire

Grippe aviaire : pourquoi et quand dédensifier l'élevage de canard dans les Pays de la Loire ?

Les filières de canard gras et à rôtir s'entendent pour mettre en place un vide sanitaire sur 45 communes de tout palmipède avant la vaccination, mais pas sur la date.

Publié le 7 juin 2023 - Par Sylvie Carriat

Le Comité interprofessionnel du canard à rôtir (Cicar) et la filière du canard à rôtir (de Barbarie ou Pékin) des Pays de la Loire souhaitent que plus aucun canard ne soit encore élevé dès le mois d'octobre 2023 dans les 45 communes de la région les plus denses en élevages de cette espèce.

En effet, le ministère de l'Agriculture prévoit de déployer la [vaccination des palmipèdes](#) contre l'influenza aviaire à compter d'octobre ; et d'ici-là il s'agit d'éviter toute reprise d'épizootie [comme dans le Sud-Ouest](#) à la sortie du plan de « dé-densification » dit « Plan Adour ».

A cet effet, plus aucune mise en place de caneton de chair n'interviendra dans ces **45 communes des Pays de la Loire** identifiées à risque à compter de la fin juin-début juillet. L'interprofession de la volaille de chair Anvol appuie le Cicar dans cette décision. A ce jour cette décision reste suspendue, selon le Cicar, à l'accompagnement financier de l'Etat. Son efficacité dépend aussi, selon le Cicar, à l'intention de la filière du **canard à foie gras** des Pays-de-la-Loire (le Mular), qui est partie-prenante pour dédensifier mais plus tardivement.



Canards de Barbarie dans un élevage des Pays-de-la-Loire en juin 2023.

© SIC



Grippe aviaire

Pour les fournisseurs de poussins, le virus et le vaccin perturbent les affaires

AFP • Publié le 14/05/2023 à 11:32 • 4 minutes de lecture

Manipulés avec précaution, des chariots d'œufs rejoignent un incubateur. Des dindonneaux duveteux éclosent quatre semaines plus tard. Ce secteur clé pour la production de volailles craint de perdre encore des marchés à l'export si des pays se méfient d'une France réduite à vacciner contre la grippe aviaire.

Méconnue, l'activité de sélectionner et couvrir stratégiquement : pas de poulet sans poussin, pas il est très rare que l'éclosion ait lieu à la ferme.

Un établissement de l'ouest de la France, européen pour les dindes, a exceptionnellement ses installations à des journalistes lors d'une visite organisée par l'interprofession française de la volaille (Anvol).

Dans une salle maintenue autour de 17 degrés, sont stockés des dizaines de milliers d'œufs, en provenance de fermes où des dindes ont été inséminées. Ces derniers sont en principe fertiles et attendent d'être incubés sur place, c'est-à-dire artificiellement, ou expédiés ailleurs en Europe, en Afrique. Là, d'autres professionnels se chargeront de les élever.

Derrière les portes blanches des incubateurs à fortes températures, humidité et ventilation permanente. Régulièrement, les plateaux sont automatiquement inclinés pour reproduire les mouvements d'une dinde qui couve ses futurs petits. L'objectif est qu'un maximum de dindonneaux sortent, viables, de leur coquille, pour être expédiés dans la foulée vers les élevages.

Ce couvoir appartient à une filiale (Hybrid Turkeys) du groupe néerlandais Hendrix Genetics, un des principaux acteurs mondiaux de la sélection génétique et de l'accoupage des volailles, avec l'allemand EW (pour Erich Wesjohann). Deux entreprises françaises, Orvia et Grimaud, sont positionnées sur le marché des canards.

Le lobby de la volaille Anvol se dit favorable à la vaccination « car la situation n'est pas tenable » sur le front de la grippe aviaire. Mais, explique son directeur Yann Nédélec, l'interprofession demande à l'État de déployer une « diplomatie sanitaire active » pour « garantir que la plupart de l'export sera sécurisé ».



Grippe aviaire: sans vaccin point de salut pour les producteurs de volailles

(AFP) -

"Il n'y a plus aucune autre solution": face à la grippe aviaire qui ne laisse aucun répit aux producteurs de volailles, la profession compte les jours avant de pouvoir vacciner les canards, au mieux cet automne.

Depuis sa ferme de Vendée, Yannick Picard désigne de la main la campagne alentour, ponctuée de bâtiments d'élevage.

"C'est le vent qui a transporté le virus", suppose-t-il. En mars 2022, son exploitation a été contaminée par la grippe aviaire et les canards survivants euthanasiés.

Depuis, ses deux bâtiments d'une capacité totale de 17.800 canards ont quasiment toujours été vides, car le virus a continué de sévir dans cette région des Pays de la Loire qui concentre un quart de la production française de volailles, déstabilisant tout un secteur économique, des couvoirs aux usines agroalimentaires.

Chez Yannick Picard, les premiers canards de 2023 sont arrivés, à peine éclos, le 10 mai. Les palmipèdes rejoindront l'abattoir après 84 jours d'élevage. En théorie, car le virus n'a pas pris de vacances aux beaux jours: il fait encore des victimes parmi les oiseaux sauvages et dans des élevages du sud-ouest.

"On prend un risque, c'est clair", remarque l'éleveur rencontré lors d'une visite organisée par l'interprofession de la volaille (Anvol). "Mais il faut bien sortir des animaux pour vivre", dégager un revenu.

En France, la grippe aviaire prend des allures de crise sans fin car l'épizootie s'est "endémisée", selon les scientifiques. Elle s'est installée dans l'environnement alors qu'elle apparaissait auparavant dans le sillage des migrations d'oiseaux.

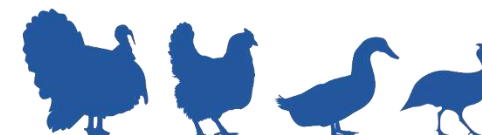
Des dizaines de millions de volailles ont été abattues - souvent préventivement - depuis 2020 et les pertes économiques se chiffrent en milliards d'euros.

- "Eviter le feu de forêt" -

Les producteurs touchés par le virus ne remettront d'animaux dans leur élevage "que s'il y a de la vaccination", estime le président de l'interprofession du foie gras (Cifog) Eric Dumas.

"Tout le monde veut le vaccin pour sortir de la situation. Il n'y a plus aucune autre solution", observe son homologue de l'Anvol, Jean-Michel Schaeffer.

"Le vaccin ne fera pas tout, n'évitera pas les départs de feu", soit l'apparition de foyers de contamination, "mais on espère que ça évitera le feu de forêt", poursuit-il.



Une dizaine de Communiqués de Presse

Exemples :

- ➔ Alerte : Révisions des normes de commercialisation : la commission européenne programme la fin de la filière volailles fermières française !
- ➔ Accord de libre échange UE – Mercosur Les filières agricoles attendent un NON ferme et définitif de la France
- ➔ Face à la concurrence déloyale des poulets importés, l'ANVOL exhorte le Gouvernement à activer la clause de sauvegarde !
- ➔ Indication de l'origine des volailles en restauration : ANVOL en appelle à une réaction rapide des autorités
- ➔ Dédensification des élevages et indemnisations : les professionnels alertent le gouvernement
- ➔ Influenza Aviaire : les professionnels saluent les annonces du ministère et rappellent l'urgence de la vaccination

Le Dossier de Presse du voyage de presse

- ➔ Voyage en Pays de la Loire : au cœur de la filière volaille française engagée pour un redémarrage responsable de sa production en réponse à la demande du marché

MUNIQUE DE PRESSE

CONCURRENCE DÉLOYALE DES POULETS IMPORTÉS : STOP À L'ASPHYXIE DE LA FILIÈRE AVICOLE FRANÇAISE !
L'interprofession de la volaille française exhorte le Gouvernement à activer la clause de sauvegarde dans le cadre de l'accord de libre-échange avec l'Ukraine

Alors qu'1 poulet sur 2 consommés en France est déjà issu des importations et que l'Union européenne importe plus d'un quart des flets de poulet qu'elle consomme, l'interprofession de la volaille française - ANVOL - demande au Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, Marius Fesneau, d'activer la clause de sauvegarde pour empêcher la poursuite des importations de viande de poulet, à droit nul et sans limite de volume, dans le cadre de l'accord commercial entre l'Union européenne et l'Ukraine, renouvelé le 6 juin pour un 1 an.

Il faut en effet savoir que la reconduction de cet accord revient à offrir à un oeil et même groupe volailler industriel, coté en bourse à Londres et dont le siège est basé à Chypre, l'opportunité de continuer à inonder le marché européen et à développer son activité dans un pays en guerre, au détriment de la production locale française et européenne. Cette décision aura ainsi de lourdes conséquences pour la filière en France et en Europe, sans pour autant profiter à la population ukrainienne.

Comme ils l'ont rappelé à de multiples reprises, une telle prolongation constitue, pour les professionnels de la filière avicole, une ligne rouge à ne pas franchir. La France doit en effet agir en accord avec ses discours sur la souveraineté alimentaire.

Jusqu'à 25 000 tonnes de viande de volailles ukrainiennes importées chaque mois en Europe

À titre indicatif, sur les 24 premières semaines de 2023, les importations communautaires en Ukraine ont augmenté de 109 %, dont 203 % sur la viande fraîche ! En moyenne, 15 et 25 000 tonnes de viande de volailles qui arrivent chaque mois d'Ukraine en Europe. Bien que l'interprofession soutienne la nécessité d'une action l'Union européenne pour aider l'Ukraine, elle estime injuste que son secteur part aussi importante de la charge collective.



COMMUNIQUE DE PRESSE

INDICATION DE L'ORIGINE DES VOLAILLES EN RESTAURATION : SEULEMENT 15 % DES RESTAURANTS RÉPONDENT À L'OBLIGATION LÉGALE ANVOL EN APPELLE À UNE RÉACTION RAPIDE DES AUTORITÉS

Depuis le 1^{er} mars 2022, un décret impose aux établissements de restauration proposant des repas sur place ou à emporter, d'indiquer aux consommateurs l'origine des viandes de volailles, porcs et moutons qu'ils mettent à leurs menus, comme c'était déjà le cas pour la viande de boeuf depuis 2002. Une avancée importante que l'interprofession de la volaille de chair - ANVOL - sollicitait de longue date. Pourtant, une récente enquête* montre que seuls 15% des restaurants répondent à cette obligation. Si l'obligation n'est pas respectée, c'est avant tout par manque d'information.

La filière des volailles françaises estime ainsi qu'un décret de cette nature, sans communication officielle et sans contrôle, n'a aucun effet si ce n'est de produire un bénéfice politique momentané et d'embellir les discours des ministères de l'Agriculture qui se succèdent. Ce décret doit absolument être accompagné d'un dispositif de communication et de contrôles pour que la souveraineté alimentaire ne reste pas un vain mot.

Si la filière des volailles françaises est consciente du rôle qu'elle doit jouer pour diffuser largement cette information et l'accompagner d'une démarche autour de son logo « Volaille Française », il paraît urgent que l'État passe également à l'action. Il est indispensable, d'une part, qu'il accentue la communication autour de l'application de ce décret et, d'autre part, qu'il intensifie les contrôles de la DGCCRF dans les établissements concernés.

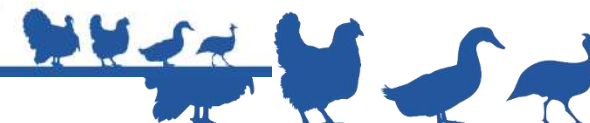


Des actions d'autant plus urgentes à mener que l'application du décret n'est pour le moment prévue que jusqu'à février 2024, ce que déplorent les professionnels des volailles françaises, qui appellent à sa pérennité.

L'affichage de l'origine française : déterminant dans le choix des consommateurs

La France est championne de la consommation de volailles en Europe : une première place acquise en 2021 et confirmée en 2022, devant l'Allemagne et l'Espagne. Chaque Français en a consommé plus de 20 kg en moyenne sur l'année. Aujourd'hui, alors que plus d'un poulet sur 2 consommés en France est importé, majoritairement par la restauration, les Français confirment pourtant qu'ils attendent bien de la Volaille Française dans leurs assiettes, comme le montre une récente enquête* : ils sont même 82 % à s'accorder à dire que le logo Volaille

* Source enquête ANVOL - Association de Protection de la Volaille Française / Agriaffaires (2023)



2 Dossiers de Presse (des conférences de presse)

le Dossier de Presse de la conférence de presse du 22 février

→ La filière volaille française mobilisée pour assurer la reprise et la sauvegarde de son modèle de diversité unique

le Dossier de Presse de la conférence de presse du 7 septembre

→ La filière redémarre et se mobilise pour répondre à la hausse de la demande et résister aux importations

Près de **100** contacts presse : interviews / reportage organisés depuis janvier 2023

→ Parmi les plus grands médias : AFP, Ouest France, Le Figaro, Les Echos, Le télégramme, Capital, Le Monde, France Inter, TF1, RTL, LCI, C News, TMC, RFI, etc.



Bilan à date

du 1^{er} janvier 2023 au 14 novembre 2023



846 articles /reportages



2 539 citations (produits, marques, sujets, etc...)



647 259 000 personnes touchées (audience estimée)



Valeur estimative des surfaces et temps d'antenne
située entre **4 298 751€** et **5 373 400€**

Dont :



12 passages TV



6 passages Radios

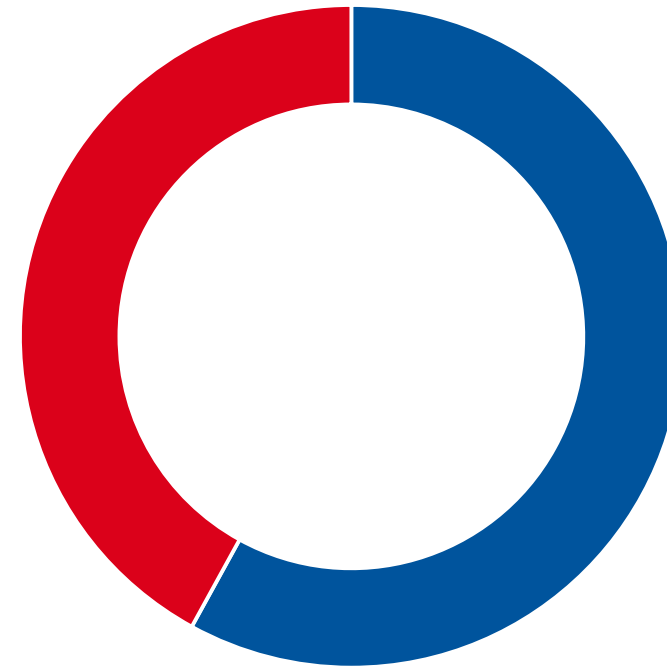


49% via web et réseaux sociaux



34% via P.Q.R (Presse quotidienne régionale)

Presse professionnelle
42%



Médias Généralistes
58%





Les volailliers français sont impactés par le poulet en provenance d'Ukraine. Reportage de Mickaël Chaillou, à la rencontre des éleveurs en Loire-Atlantique.

Interview de Christophe Labour, président section volaille FNSEA Pays de Loire.

La question se pose au salon de l'élevage à Rennes, le ministre de l'Agriculture sera sur place.

Interview de Jean-Michel Schaeffer, président de l'interprofession de volailles de chair.

Le : mardi 19 septembre 2023

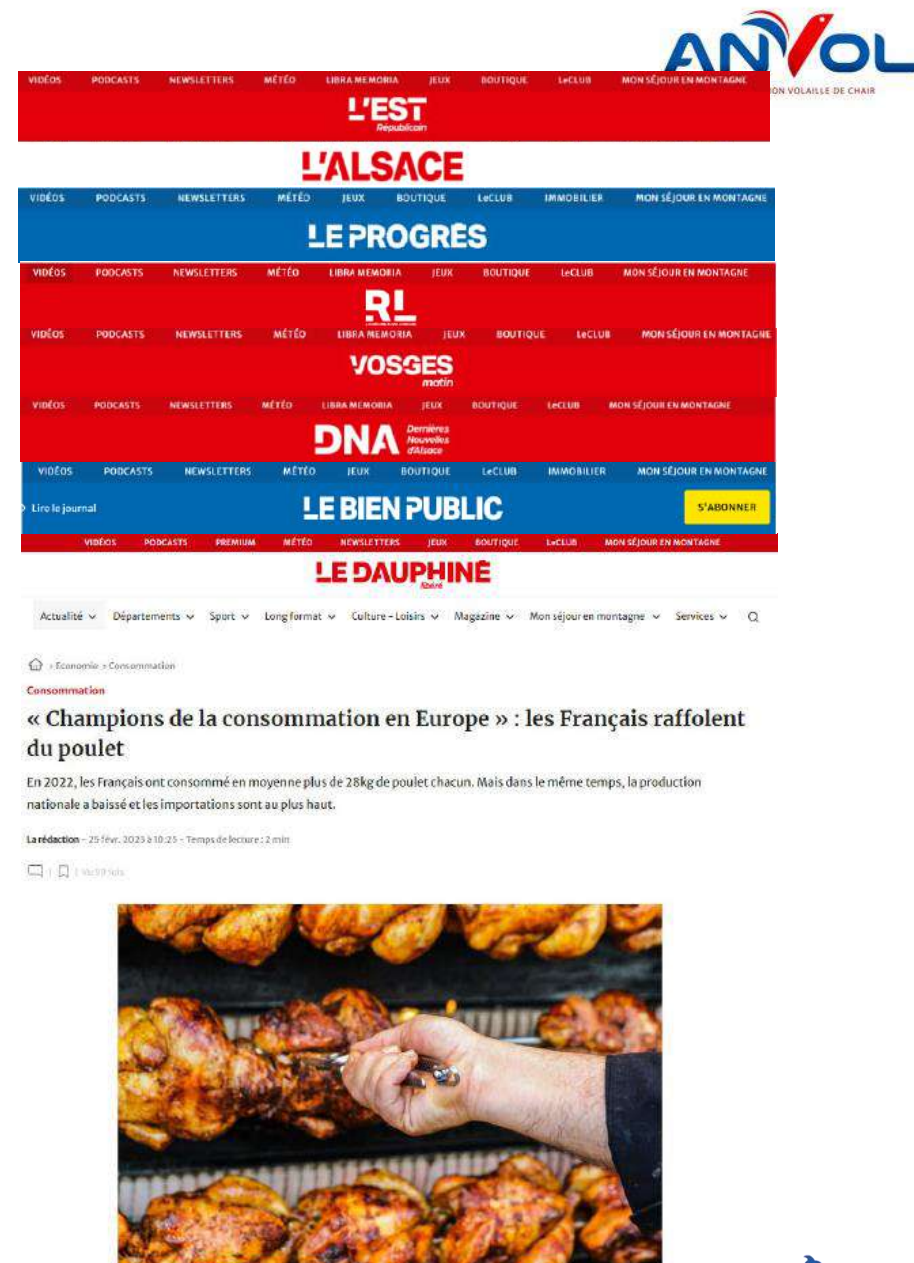
Durée : 1'50"



Depuis plus d'un an, nos rayons sont envahis par le poulet ukrainien, à tel point que les éleveurs français se plaignent d'une véritable « déferlante » et veulent que l'État incite l'Union européenne à réinstaurer les taxes sur le poulet ukrainien. Pour le directeur de l'interprofession de la volaille Anvol, Yann Nédélec, « l'augmentation exponentielle des importations du poulet ukrainien déstabilise le marché ». Il était l'invité de RFI ce mardi.

Le : mardi 19 septembre 2023

Durée : 5'





Émission : La Matinale Week-end (BFM avec RMC)

LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE : LE POULET FRANÇAIS MENACÉ PAR LA VOLAILLE UKRAINIENNE ?

Nos poulets du dimanche et même nos poulets de la restauration collective et des cantines scolaires, des hôpitaux et des maisons de retraite, courent-ils un grand danger ? Frôlons-nous même presque le scandale d'Etat ?

La question se pose clairement, alors que pour soutenir l'économie ukrainienne face à l'agression barbare de la Russie, la Commission européenne a décidé d'exonérer totalement de droits de douane et de volume d'exportation la volaille ukrainienne.

Pour faire simple : elle risque de rapidement inonder le marché français. Mais cette volaille ukrainienne est ultra industrielle, produite dans des conditions abominables. On avait déjà de la concurrence en restauration collective, du poulet brésilien qui fait des ravages, et même un peu de certains pays européens comme la Pologne ou la Roumanie. C'est désormais le poulet ukrainien qui arrive, celui-ci appartenant d'ailleurs uniquement à un groupe qui s'appelle MHP, qui est la propriété d'un oligarque qui s'appelle Yuri Cosic.

On ne parle pas ici de quelques volailles qui vont s'éparpiller sur tout le territoire européen... Il y a en effet 25 000 tonnes de poulet ukrainien qui entre en Europe tous les mois !

Le : dimanche 3 septembre 2023

Durée : 11'30"

Le Télégramme

Le Télégramme

ECONOMIE

Le poulet ukrainien fait trembler les éleveurs

Les producteurs français sont inquiets de la hausse des importations de volaille ukrainienne dans l'UE, exemptées de quotas et droits de douane.



Les importations de poulet ukrainien ont fortement augmenté depuis la levée des droits de douane et des quotas.

Solenn Poulin

correspondante à Bruxelles

La Commission européenne a reconstruit le 5 juin, pour un an, les mesures d'urgence, élargissant la libéralisation tarifaire prévue par l'accord de libre-échange UE-Ukraine de 2006 et exemptant de quotas et droits de douane les importations ukrainiennes, dont les produits agricoles. Avant la guerre, un quota de 90 000 tonnes de volailles ukrainiennes était fixé. Depuis, les importations ont été de l'ordre de 220 000 tonnes, entre juin 2022 et juin 2023, explique Paul-Henri Lavoie de l'AVIC, qui représente les producteurs français. Les producteurs européens, et pointé le fait que ces mesures profitent essentiellement au groupe MHP contrôlé par le milliardaire Yuri Kosich, « et dans pas vraiment aux citoyens ukrainiens ». Pour l'AVIC, les éleveurs français ne peuvent pas rivaliser avec les géants techniques, exploitant des usines à l'échelle de plus de 100 millions de poulets par an, et disposant de 722 poulaillers avec 55 000 poulets chacun. Ces importations, nouvelles pour la Pologne, le principal producteur européen, ont fait baisser les prix et ont causé des pertes. Elles affaiblissent aussi le secteur fran-

çais qui a des coûts de production plus élevés. La situation est la même pour les œufs ukrainiens avec une hausse de 300 % en 2022, selon le site Poultreurope.

Partisans d'attente

Que fait l'Etat ? Rien pour le moment, affirme-t-on. La seule contre-mesure demandée des producteurs de sauvegarde. Paris comme Berlin veulent continuer à soutenir l'économie ukrainienne et à protéger les intérêts des producteurs européens, y compris les prix et ont causé des pertes. Elles affaiblissent aussi le secteur fran-

çais qui a des coûts de production plus élevés. La situation est la même pour les œufs ukrainiens avec une hausse de 300 % en 2022, selon le site Poultreurope. Pour la Commission, les perturbations sur le marché européen ne sont pas assez graves et elle a adressé une fin de non-recevoir à l'Ukraine. Elle exerce une surveillance régulière et espère que « toutes

les importations doivent être conformes aux normes sanitaires et phytosanitaires de l'UE, qui sont les mêmes pour les producteurs de l'UE et donc non discriminatoires ». L'Ukraine doit l'UE. Pour l'AVIC, ces difficultés pèseront les effets de la libéralisation de l'Union. Si l'Ukraine l'intégrait, elle deviendrait le premier bénéficiaire de la PAC, devant la Pologne. La France deviendrait un contributeur net de la PAC, dominant plus d'argent qu'elle n'en reçoit. Un choc en perspective.

« C'est de la distorsion de concurrence »

Projet de loi
par Bruno Saladin

Les producteurs français attachés de droits de douane déstabilisent les marchés, selon Daniel T. son président Jean-Michel Schaeffer, résume, de nouveau, une classe de sauvegarde.

La Commission européenne a décidé de prolonger l'exemption de droits de douane sur les importations ukrainiennes, ce soutien à l'économie du pays en guerre.

Accaptez-vous ? Non, c'est un vrai problème, c'est la distorsion de concurrence et la déstabilisation du marché européen. Les conditions de production ne sont pas les mêmes et ce n'est pas étonnant. C'est 2,60 € contre 1,80 € pour les fillets français. Tout en sachant qu'ils arrivent sur le marché européen dans

des conditions, l'Etat doit soutenir avec le peuple ukrainien, mais on a affirmé un oligarque qui a les moyens de mettre sa production sur le marché ukrainien en priorité, destinée au modèle d'élevage exclusivement à l'export. Il faut faire preuve de discernement selon les produits ukrainiens. Nous demandons, depuis un an, une clause de sauvegarde qui supprime l'exonération des droits de douane sur les volailles et les œufs.

Par distorsion de concurrence, faites-vous référence au fait que le prix moyen d'un poulet produit en Ukraine est deux fois moins élevé qu'un poulet élevé en France ? Tout à fait, les prix standards des fillets de poulet ukrainiens, c'est 2,60 € contre 1,80 € pour les fillets français. Tout en sachant qu'ils arrivent sur le marché européen dans

des conditions, l'Etat doit soutenir avec le peuple ukrainien, mais on a affirmé un oligarque qui a les moyens de mettre sa production sur le marché ukrainien en priorité, destinée au modèle d'élevage exclusivement à l'export. Il faut faire preuve de discernement selon les produits ukrainiens. Nous demandons, depuis un an, une clause de sauvegarde qui supprime l'exonération des droits de douane sur les volailles et les œufs.

Accaptez-vous ? Non, c'est un vrai problème, c'est la distorsion de concurrence et la déstabilisation du marché européen. Les conditions de production ne sont pas les mêmes et ce n'est pas étonnant. C'est 2,60 € contre 1,80 € pour les fillets français. Tout en sachant qu'ils arrivent sur le marché européen dans

des conditions, l'Etat doit soutenir avec le peuple ukrainien, mais on a affirmé un oligarque qui a les moyens de mettre sa production sur le marché ukrainien en priorité, destinée au modèle d'élevage exclusivement à l'export. Il faut faire preuve de discernement selon les produits ukrainiens. Nous demandons, depuis un an, une clause de sauvegarde qui supprime l'exonération des droits de douane sur les volailles et les œufs.

Accaptez-vous ? Non, c'est un vrai problème, c'est la distorsion de concurrence et la déstabilisation du marché européen. Les conditions de production ne sont pas les mêmes et ce n'est pas étonnant. C'est 2,60 € contre 1,80 € pour les fillets français. Tout en sachant qu'ils arrivent sur le marché européen dans

des conditions, l'Etat doit soutenir avec le peuple ukrainien, mais on a affirmé un oligarque qui a les moyens de mettre sa production sur le marché ukrainien en priorité, destinée au modèle d'élevage exclusivement à l'export. Il faut faire preuve de discernement selon les produits ukrainiens. Nous demandons, depuis un an, une clause de sauvegarde qui supprime l'exonération des droits de douane sur les volailles et les œufs.



Jean-Michel Schaeffer, le président de l'AVIC.

des produits transformés, via des intermédiaires et du mélange de viande.

Cette association nationale interprofessionnelle a été créée pour acheter 31 organisations professionnelles, de carriers aux communes, dont 14 000 éleveurs.

Capital

Voici pourquoi les poulets ukrainiens s'immiscent dans nos assiettes



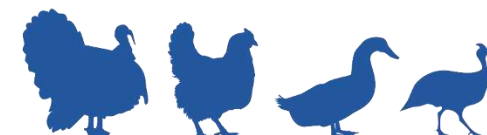
phb.me/AdobeStock

SAUVEGARDER PARTAGER

Depuis le début du conflit russo-ukrainien, l'Union Européenne a abaissé ses barrières douanières pour les importations de poulets et d'œufs provenant de l'Ukraine. Les interprofessions crient à la concurrence déloyale.

Par Camille Harel

Publié le 04/07/2023 à 18h53



Cuisine et Vins de France

www.cuisineetvinsdefrance.com

TRUCS ET ASTUCES

ET+ ENCORE

LA PETITE HISTOIRE

LE CHRISTMAS PUDDING

Il trouve ses origines dès le XV^e siècle, à une époque où, pour conserver la viande, elle était stockée dans des plats à gâteaux remplis de fruits secs qui jouaient le rôle de conservateurs. Aujourd'hui, on retrouve dans sa composition la graisse de rognon de bœuf, des fruits secs, des aromates, de la mûsse ou du sucre brun. Autant dire que c'est un gâteau lourd ! Préparé dans des jattes pendant le « Stir-up Sunday » - le dernier dimanche avant la période de l'Avent - par tous les membres de la famille, il nécessite plusieurs heures de cuisson à la vapeur. Il est réchauffé encore une fois à la vapeur avant d'être servi avec du cognac flambé.



28,5 KG

LE CHIFFRE

C'est le poids de volailles consommées par an et par habitant, en France. Soit, environ deux fois par semaine. Et si la volaille est la viande la plus consommée dans le monde, c'est la deuxième en France (source : Anecd).



Vrai-faux
par Agnès Taravello

Picorons les idées reçues !

Le poulet fait partie de notre quotidien mais le connaissons-nous vraiment ?

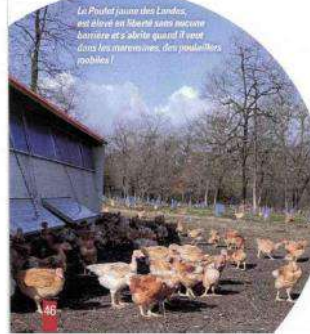
LE PREMIER LABEL ROUGE ACCORDE À UNE VOLAILE DATE DE 1966

VRAI C'est le Poulet jeune des Landes qui a été désigné par le Label Rouge, faisant connaître une technique d'élevage atypique : les fermes mères, des poulaillers mobiles peuvent être déplacés dans la forêt landaise pour ces poulets en totale liberté !

LES POULETS DITS « BLANCS » PEUVENT AVOIR DES PLUMES ROUSSIES

VRAI C'est surtout le respect des règles qui fait qu'un poulet peut être blanc ou roussé. Les poulets blancs peuvent avoir des plumes roussies ou roussies, ce qui est le cas des poulets blancs.

Le Poulet jeune des Landes, est élevé en liberté sans aucune intervention humaine, dans les forêts landaises, des poulaillers mobiles !



LES CATEGORIES D'ELEVAGES DES POULETS SONT LES MÊMES QUE POUR LES PONDEUSES.

FAUX. Pour les poulets de chair, seuls les « Label Rouge » et les « Bio » ont accès à l'extérieur, sont issus d'espèces nées à croissance lente (au moins à partir de 81 jours), sont 11 en Label Rouge et 10 en Bio ou m. Les poulets « critères qualité certifiés » sont issus d'une souche à croissance intermédiaire (abattus à 56 jours) et sont 18 par m² sous lumière artificielle. La dernière catégorie concerne les poulets « standards » à croissance rapide (abattus à 40 jours), sous lumière artificielle, ils sont 23 par m². Dès que vous le pouvez, préférez les deux premières catégories.

LE POULET EST TOUJOURS UN MÂLE

FAUX. On pourrait parler des poulaillers ou de coquelets pour les mâles mais les « poulets à rôti » désignent à la fois de jeunes volailles mâles et femelles, abattues à 81 jours minimum en Label Rouge et en Bio et seulement à 40 jours pour les « standards ».

PLUS DES 3/4 DES VOLAILLES CONSOMMÉES EN FRANCE SONT DES POULETS

VRAI. Les poulets représentent environ 75,8 % de la consommation de volailles, majoritairement puisque les seconds, les dindes, ne représentent que 14,3 %. Source : IRI d'après SSP 2021

IL Y A DEUX VOLAILLES DISTINGUÉES SOUS LE MÊME LABEL ROUGE

FAUX. Elles sont deux : les volailles de Challans (ceci) et les volailles de Challans (celle). Une grande famille que celle des volailles de Challans ! Ce label leur a été décerné en 1969.

EN RESTAURATION HORS D'ŒUVRE, IL EST OBLIGATOIRE D'APPRÉHENDER L'ORIGINE DE LA VOLAILE

VRAI. En effet, depuis le 10 juin 2013, les restaurants doivent indiquer l'origine de la volaille qu'ils servent. Source : IRI d'après SSP 2021

IL EXISTE UN LOGO VOLAILE FRANÇAISE

VRAI. Il permet d'un seul coup d'œil de connaître l'origine de la volaille. 87 % des Français disent que ce logo les incite à choisir le produit sur lequel il est apposé. Source : Étude OpinionWay pour l'INP - février 2022.



IL EXISTE 37 IGP POUR LES VOLAILLES

VRAI. Et même 40 si l'on compte séparément les volailles du Périgord, de l'Anjou et des Cévennes. Source : INAO 2018

LE POULET EST LA PREMIÈRE VIANDE CONSOMMÉE EN FRANCE

FAUX. C'est le porc, mais la volaille est passée en seconde position. Par contre, c'est bien la première viande consommée dans le monde depuis 2012. Source : chiffres ANVD

PLUS DE LA MOITIÉ DES POULETS CONSOMMÉS EN FRANCE ONT ÉTÉ IMPORTÉS DE PAYS ÉTRANGERS

FAUX. Mais les poulets importés représentent tout de même 46 % de la consommation de poulet en France ! Source : ANVD 2021



LE POUSIN CASSE SA COQUILLE À L'AIDE D'UN DIAMANT

VRAI. Mais il n'en est pas plus riche pour autant ! Le diamant est le nom donné à la partie dure qu'il porte sur le bout de son bec quand il est encore dans l'œuf. Elle lui permet d'écarter, puis de fissurer la coquille. Un poussin met tout de même 12 h pour sortir de son œuf ! Quant au diamant, le poussin le perdra 2 à 3 jours après son éclosion.



Seules les volailles Label Rouge et Bio ont accès à l'extérieur pour voir vraiment la lumière du jour, gratter et picorer le sol de façon naturelle.

LE POULET EST TOUJOURS UN MÂLE

FAUX. On pourrait parler des poulaillers ou de coquelets pour les mâles mais les « poulets à rôti » désignent à la fois de jeunes volailles mâles et femelles, abattues à 81 jours minimum en Label Rouge et en Bio et seulement à 40 jours pour les « standards ».

PLUS DES 3/4 DES VOLAILLES CONSOMMÉES EN FRANCE SONT DES POULETS

VRAI. Les poulets représentent environ 75,8 % de la consommation de volailles, majoritairement puisque les seconds, les dindes, ne représentent que 14,3 %. Source : IRI d'après SSP 2021

IL Y A DEUX VOLAILLES DISTINGUÉES SOUS LE MÊME LABEL ROUGE

FAUX. Elles sont deux : les volailles de Challans (ceci) et les volailles de Challans (celle). Une grande famille que celle des volailles de Challans ! Ce label leur a été décerné en 1969.

EN RESTAURATION HORS D'ŒUVRE, IL EST OBLIGATOIRE D'APPRÉHENDER L'ORIGINE DE LA VOLAILE

VRAI. En effet, depuis le 10 juin 2013, les restaurants doivent indiquer l'origine de la volaille qu'ils servent. Source : IRI d'après SSP 2021



Extranet ANVOL

Le nouvel extranet de l'ANVOL a été ouvert à l'ensemble des adhérents et les utilisateurs avec des droits d'accès privilégiés (Bureau, Comités, etc.) ont tous été invités et intégrés.

Cet extranet permet de :

- ➔ Mettre à la disposition des **bureaux (Bureau, Conférence des présidents, Comités, etc.) et des adhérents une base documentaire + photothèque**, accessible en fonction des droits de chaque visiteur **(+160 accès individualisés à date)**
- ➔ **Suivre facilement le travail effectué sur les réseaux sociaux ANVOL (social wall) et les sites / blogs de l'ANVOL (Interpro & Volaille-info)**
- ➔ Pouvoir **tenir l'ensemble des adhérents informés de ce qui les concerne**, des avancées de l'interprofession comme des situation de crise, en temps réel, grâce à un système de Newsletters simple et pratique **(+33 à date)**



Login : ANVOL

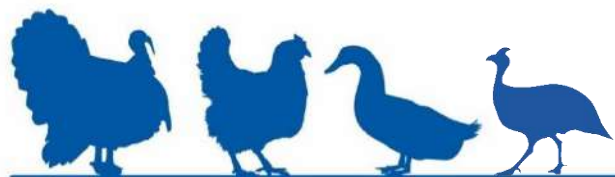
Mdp : Vivelavolaille!!!

Insription à la newsletter



Merci de votre attention

yann.nedelec@interpro-anvol.fr





L'INSTITUT TECHNIQUE DES FILIÈRES
AVICOLE, CUNICOLE ET PISCICOLE

Restons en contact !

Pensez à vous inscrire à la nouvelle
newsletter ITAVI !
sur www.itavi.asso.fr

Et suivez-nous sur les réseaux



<https://fr.linkedin.com/company/itavi>



<https://www.youtube.com/channel/UCGDWfSvRXG5VnadhMFVthQg>

Cliquez pour vous abonner

